

# SUPPLÉMENT RADIO-TELEVISION

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13848 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 6-LUNDI 7 AOUT 1989

## La détente dans la crise des otages du Liban

### Le processus de normalisation est engagé entre Washington et Téhéran

L'esprit de l'« Irangate »

S. paradoxal que cela puisse paraître, l'assassinat du lieutenant-colonel Higgins par un groupe du Hezbollah qui se réclame de la révolution islamique, loin de creuser davantage le fossé entre Washington et Téhéran, a redonné vie à l'esprit de l'« Irangate », que l'on croyait définitivement enterré.

L'Histoire semble se répéter, mais sous une forme différente. En 1985, les conversations secrètes entre des émissaires américains et iraniens, en présence d'intermédiaires israéliens, avaient officiellement pour objectif d'assurer la libération des otages détenus au Liban en échange de la fourniture d'armements à Téhéran. En fait, il s'agissait alors pour Washington d'établir des ponts avec le régime de Téhéran en vue de l'après-Khomeiny, en favorisant l'émergence au sein du pouvoir iranien d'un courant modéré prêt à s'ouvrir sur l'Occident. L'opération n'aboutit finalement qu'à la suite d'une fuite délicate organisée par l'entourage immédiat de l'ayatollah Montazeri, désormais en disgrâce, en partie à la suite de cette initiative.

Aujourd'hui, les acteurs iraniens de l'« Irangate », avec à leur tête M. Rafsanjani, sont au pouvoir. Ce sont les mêmes hommes qui ont négocié avec M. McFarlane et le colonel North. Il n'est plus question d'armements, mais l'objectif demeure toujours de faire des otages du Liban. L'après-Khomeiny est bien là, et M. Rafsanjani dispose de pouvoirs singulièrement étendus pour réaliser son rêve de toujours : l'ouverture vers l'Occident.

Il n'est un secret pour personne que le nouvel homme fort de l'Iran, connu pour son régime politique, souhaite une fois pour toutes mettre fin à l'isolement de son pays sur le plan international et au divorce avec l'Occident en général, et les États-Unis en particulier.

L'Iran se trouve aujourd'hui au seuil de son ère thermidorienne. Les successeurs officiels de Khomeiny ont compris que le pays, ruiné par huit années d'une guerre aussi coûteuse qu'inutile, ne peut être reconstruit que si une sourdine est mise aux mots d'ordre révolutionnaires qui ne sont que le prétexte à la destruction du pays et à un besoin pressant pour sa reconstruction, mais également découragent les places financières internationales, seules en mesure de relancer l'économie iranienne.

Les États-Unis, pour leur part, n'ont jamais été fondamentalement hostiles à l'idée d'une normalisation de leurs relations avec Téhéran. Au cours des dix dernières années, Washington a fermé les yeux sur bien des aspects négatifs de la République islamique, notamment en ce qui concerne les droits de l'homme. Et l'Amérique s'accommoderait fort bien d'un régime fort et anticommuniste qui se serait singulièrement assagi.

Reste à savoir dans quelle mesure le nouveau président iranien pourra consolider son pouvoir, qui demeure fragile, et museler l'opposition des nostalgiques - et ils sont nombreux en Iran - d'un khomeinisme pur et dur.

M 0146 - 0807 0 - 6,00 F



3790146006000 08070

Le processus de normalisation est engagé entre Washington et Téhéran. Le président George Bush a favorablement accueilli, vendredi soir 4 août, les déclarations du président iranien, M. Rafsanjani, qui avait offert d'« aider » la Maison Blanche à résoudre la crise des otages du Liban, sous réserve que les États-Unis renonceraient à recourir à la force. M. Bush a exprimé sa volonté d'« explorer au maximum » la proposition de Téhéran.



Lire nos informations page 3

## La maladie freinée chez des séropositifs

### Un progrès encourageant dans la lutte contre le sida

Pour la première fois, les résultats d'une étude américaine donnent raison aux spécialistes, qui estiment devoir traiter précocement les personnes séropositives infectées par le virus du sida. En administrant de l'AZT à des patients atteints d'ARC - un état intermédiaire entre la séropositivité et le sida déclaré, - les médecins sont parvenus à freiner, et peut-être à empêcher, l'apparition de la maladie.

Selon les résultats d'une enquête américaine réalisée au cours de ces deux dernières années et portant sur sept cent treize patients, l'AZT administré à un stade très précoce de l'infection par le HIV freine le développement du sida.

Ces résultats sont si encourageants que le comité de surveillance chargé de veiller au déroulement de cet essai clinique, qui devait se poursuivre jusqu'en août 1990, vient de décider son interruption : sur les cinquante patients (faute de séropositifs concernés par l'étude) qui ont développé un sida au cours de l'expérience, trente-six avaient reçu un placebo et quatorze seulement de l'AZT.

Ce nouvel essai clinique, dont les résultats ont été rendus publics jeudi 3 août, avait débuté en août 1987. Il s'agissait de vérifier

si l'AZT, l'antiviral utilisé jusqu'à présent pour le traitement du sida confirmé, pouvait, lorsqu'il était administré plus précocement, retarder l'apparition de la maladie chez les séropositifs atteints d'ARC (AIDS Related Complex) (L'ARC est un ensemble de symptômes caractéristiques qui précède habituellement le développement du sida.)

Sept cent treize patients séropositifs souffrant de fatigue, d'amaigrissement, d'épisodes de diarrhée ou d'éruptions cutanées ont ainsi participé à l'étude coordonnée par le National Institute of Allergic and Infectious Diseases (NIAID), menée en collaboration avec la firme américaine Burroughs Wellcome, producteur de l'AZT.

BÉATRICE BANTMAN.  
(Lire la suite page 7.)

## L'élevage ovin et la lutte contre les incendies

### La disgrâce des bergers

Vingt-deux personnes suspectées d'avoir allumé des incendies dans le Midi. Mais une fois de plus, c'est le problème de la prévention qui revient à l'ordre du jour. Une prévention qui peut passer par l'élevage des ovins et des caprins pour nettoyer la forêt.

Le Père Bernard Alexandre, de son pays cauchois, qu'il voit s'éteindre depuis la Libération, nous avait prévenus : « Métier de berger, métier de curé, deux métiers fous », écrivait-il l'an passé dans son livre *Le Horsain* (1), rapportant les paroles d'un humble gardien de moutons qui fut, à Vattetot, son premier paroissien. Quelques bergers corses pyromanes auront noirci

d'avantage, s'il en était besoin, l'image de ces hommes d'estives qui, un à un, faute de ressources et de reconnaissance, quittent les contreforts montagneux. Cette disgrâce est une vieille lune qui éclaire, aujourd'hui encore, les clivages du monde rural. « Le croiriez-vous ? La mépris de l'agriculteur à l'égard des éleveurs et bergers traverse l'histoire de notre pays jusqu'aux temps présents », observait Fernand Braudel (2). « Berger ! Quand [un agriculteur] répète ce mot, c'est avec le mépris du sédentaire pour le nomade, de la civilisation pour le primitif. L'agriculture moderne, c'est un fait, a instauré le règne du végétal et la rélegation de l'animal, bête de somme seulement bonne pour retourner la terre et la fumer.

« J'ai souvent pensé, ajoutait Braudel, que si l'Europe ne s'était pas offerte la longue détestation du juif, elle aurait peut-être pris en chasse le berger, homme à part s'il en fut. »

Analyse audacieuse, et pourtant... Tenir les bergers pour des boutefeux à la première flamme née dans les broussailles corses est une manière peu glorieuse d'enterrer la vie pastorale, si utile, précisément, pour éviter la propagation des incendies. Comment croire que les bergers s'adonnent, par ces chaleurs, à l'écobuage, une technique ancienne, mais à présent périmée, qui consiste à peler la terre puis à la fertiliser de ses herbes et racines brûlées. « Les poussées de végétation qui suivent sont éphémères. On obtient un pâturage pendant deux ou trois ans.

Mais la couverture d'ombrage disparaît et on crée un désert », explique M. Claude Métayer, le président de la Fédération nationale ovine (FNO). En tout état de cause, pour des raisons évidentes de sécurité, l'écobuage ne doit jamais se pratiquer avant l'automne.

En privilégiant une agriculture performante de haut rendement, capable d'affronter des marchés déprimés, la France a peu à peu oublié que le paysan se devait aussi d'occuper le territoire en harmonie avec la nature.

ÉRIC FOTTORINO.  
(Lire la suite page 6.)

(1) *Vivre et survivre en Pays de Caux*. Pion. Collection « Terre humaine », 1988.  
(2) *L'identité de la France*. Ed. Arthaud.

## Rencontre insolite au palais impérial de Tokyo

### Le nouveau style d'Akihito

Sept mois après la mort de son père, le nouvel empereur Akihito est sorti de sa réserve en donnant, de manière inhabituelle, une conférence de presse, qui a réuni, vendredi 4 août à Tokyo, une cinquantaine de journalistes.

TOKYO  
de notre correspondant

Déjà, lorsque, en juillet, la voiture transportant l'empereur et l'impératrice, qui se rendaient à une cérémonie dans la préfecture de Tokushima, laissa la priorité à une ambulance, l'événement avait été interprété comme le signe d'un grand changement dans le protocole impérial. Ce nouveau style, plus simple, moins guindé, devait être consacré par la conférence de presse que l'empereur

Akihito, accompagné de l'impératrice Michiko, a donnée, vendredi 4 août, devant une cinquantaine de journalistes, dont quatorze étrangers.

Sept mois après la mort de l'empereur Showa (à la suite de leur décès, les empereurs prennent le nom de leur ère : c'est le cas de Hirohito), et alors que la période de deuil d'un an est entrée dans sa seconde phase, le nouvel empereur est sorti de la réserve observée depuis qu'il a succédé à son père, le 7 janvier dernier, par un acte pour le moins inhabituel : une conférence de presse.

La dernière à laquelle avaient été conviés des journalistes étrangers remontait à 1975. A son retour des États-Unis, l'empereur Hirohito avait reçu des représentants de la presse américaine.

Le propos d'Akihito était moins de délivrer un message que

d'apparaître aux yeux de la nation et de donner une image rajeunie de la fonction impériale, alors que les cérémonies de l'avènement, qui ne pourront avoir lieu qu'une fois achevée la période de deuil et dont ni la date ni le lieu n'ont encore été fixés, soulèvent déjà des polémiques, tant par leur faste prévu qu'en raison de leur caractère religieux, qui contrevient au principe de la séparation de la religion et de l'État.

Si cette conférence de presse se voulait nouvelle par son style, la maison impériale, qui, quelle que soit la personnalité des empereurs, veille scrupuleusement au maintien de ce qu'elle estime être l'orthodoxie, l'avait préparée dans les moindres détails. Les questions avaient été soumises à la maison impériale.

PHILIPPE PONS.  
(Lire la suite page 5.)

## Accord au Nicaragua

Le pouvoir et l'opposition s'entendent sur l'organisation des élections en février 1990

PAGE 14

## Bilan du Soviet suprême

L'émergence d'un nouveau pouvoir législatif

PAGE 5

## Prostitution des enfants

Des centaines de milliers de victimes

PAGE 3

## Les caisses d'épargne américaines

Le plan de M. Bush accepté par le Congrès

PAGE 11

## Démographie européenne

Les différences entre les pays s'effacent progressivement

PAGE 12

DATES

## L'avènement d'Henri IV

Il y a quatre cents ans

PAGE 2

## La télévision du futur

Une bataille mondiale

PAGE 7

## Cigares de La Havane

Désaccord entre Cuba et Davidoff

PAGE 4

Le sommaire complet se trouve page 14

Épinglé par le grand Morris West, le monde impitoyable des marchands d'art

## Morris West

### De main de maître

ROMAN

Des palais de Toscane aux galeries New-Yorkaises, dans un saisissant thriller, l'itinéraire d'un escroc de charme saisi par la grâce.

Du grand art !



ROBERT LAFFONT  
des livres ouverts sur la vie

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 dh ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 40 fr ; Canada, 1,95 \$ ; Espagne, 180 pes ; Grèce, 180 dr ; Irlande, 90 p ; Italie, 2 000 L ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 fr ; Norvège, 18 kr ; Pays-Bas, 2,80 f ; Portugal, 140 esc ; Suède, 336 F SFA ; Suisse, 1,80 fr ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.

سكنا من الحلو

Il y a quatre cents ans

## L'avènement d'Henri IV

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télex MONDPAR 650 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-31

Edité par la SARI, le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beau-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouta.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :

Claude Sales.

## Le Monde

## PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télex MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-98-71.

## Le Monde

## TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapex LEMONDE  
ou 36-15 - Tapex LM

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

TRIM.	FRANCE	REUNION	SURSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER :  
Par voie aérienne  
tarif sur demande.

Pour vous abonner  
RENOVEZ CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL  
3615 LEMONDE  
code d'accès ABO

PORTAGE :  
Pour tous renseignements :  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés en  
général : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS REP

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

921 MOND3

Le lundi 31 juillet 1589, en fin d'après-midi, le procureur général du roi au Parlement de Paris, Jacques de La Guesle, s'en revenait du village de Vanves, où il était allé voir si la troupe ou les brigands n'avaient pas ravagé sa maison de campagne durant les troubles récents. Il regagnait Saint-Cloud, où le roi Henri III avait établi son quartier général afin de concentrer l'effort militaire sous les remparts de Paris, la capitale rebelle tenue par les ligueurs. En chemin, peu avant Vaugirard, il rencontra un religieux dominicain encastré par deux soldats de l'armée royale. C'était un « petit homme, avec une barbe fort courte, portant couronne de cheveux, à la forme de ceux de son ordre, et ayant de grands yeux », qui lui déclara se nommer frère Jacques Clément, du couvent des Jacobins de Paris, et vouloir entretenir le roi de la part de personnes qui lui étaient affectées dans la ville assiégée.

La Guesle l'emmena dans son logis à Saint-Cloud et examina les lettres dont il était porteur. Après réflexion, il accepta de le conduire le lendemain matin, 1<sup>er</sup> août, auprès du roi, qui s'était installé dans la maison de l'évêque de Paris, Pierre de Gondy. On attendit le réveil, puis le lever d'Henri III, et les deux hommes furent introduits par le premier valet de chambre, Du Halde. Il était environ huit heures. Assis sur sa chaise percée, le roi lisait, dans la chambre encore tendue des draperies violettes du deuil de sa mère, la reine Catherine. Comme le bruit courait alors qu'un moine avait l'intention de tuer le roi, quelqu'un s'inquiéta qu'on laissât accéder si librement le petit moine. « Faites-le entrer, répliqua Henri III ; si je le refuse, on dira à Paris que je ne veux point voir les prêtres. »

## L'attentat

Clément commença par remettre à La Guesle, qui les communiqua au roi, le passeport et la lettre qui légitimaient sa démarche. Il insista ensuite pour parler privément à Sa Majesté, ce que le roi accepta d'emblée, mû par son bon vouloir à l'égard des gens d'Eglise et malgré les réticences de ses familiers, qui durent s'écarter hors de portée de voix. Le moine plongea alors la main sous son scapulaire et en tira un couteau dont il porta un coup violent dans le bas-ventre du roi. Henri se dressa aussitôt et, arrachant l'arme de la plaie, il en frappa au visage son assassin, qui restait là, figé, les bras en croix. La Guesle et le grand écuyer Bellegarde se jetèrent sur lui et le maîtrisèrent, mais les gentilshommes de la garde des Quarante-Cinq, accourus au bruit, massacrèrent sans attendre le frère Clément et jetèrent son corps par la fenêtre, dans la cour du logis. Charles de Valois, fils naturel de Charles IX, qu'Henri III traitait comme son propre enfant, fut aussitôt averti. « J'entrai dans la chambre du roi, que je trouvai sur son lit, sans être encore pansé, sa chemise toute pleine de sang, ayant reçu sa blessure un peu plus bas que le nombril, du côté droit. Aussitôt qu'il m'aperçut, il me fit cet honneur de me prendre par la main, disant : mon fils, ne vous fâchez point, ces méchants m'ont voulu tuer, mais Dieu m'a préservé de leur malice : ceci ne sera rien. »

Henri III est persuadé que la blessure est bénigne et que le « boyau » n'est pas percé. C'est ce qu'il écrit à sa femme, la reine Louise : « J'espère dans peu de jours recouvrer ma santé. » Son cousin et beau-frère le roi Henri de Navarre, chef des forces protestantes, avec lequel il s'est récemment réconcilié pour venir à bout de ses sujets catholiques révoltés, a été lui aussi averti de l'attentat. Il a reçu la nouvelle dans la campagne de Saint-Germain-des-Près, secteur militaire où il prépare l'assaut imminent contre les faubourgs de la ville. Navarre arrive à bride abattue, il pénètre dans la chambre royale et s'approche du lit autour duquel sont groupés les seigneurs catholiques restés fidèles au dernier Valois. Selon la coutume royale française, la loi salique, et nonobstant son adhésion à l'hérésie calviniste, il est à ce jour l'héritier de la couronne puisque le roi régnant n'a ni fils ni frère vivant et qu'il est, lui, l'aîné de la branche des Bourbons, la plus proche, ou plutôt la seule subsistant du lignage capétien issu de Saint Louis.

## Un huguenot

Incertain tout de même sur son sort, Henri III règle alors clairement le problème de sa succession : « La justice, de laquelle j'ai toujours été le protecteur, veut que vous succédiez après moi à ce royaume, dit-il à son beau-frère, dans lequel vous aurez beaucoup de traverses, si vous ne vous résolvez à changer de religion. Je vous y exhorte autant pour le salut de votre âme que pour l'avantage du bien que je vous souhaite. » Puis il fait signe aux assistants et les invite à prêter serment au prétendant en sa présence.

Dans les heures qui suivent, l'état du blessé s'aggrave rapidement, et il meurt dans la nuit, le 2 août. Par la seule force du lignage et sans qu'aucune cérémonie soit nécessaire, le roi de Navarre est devenu le roi de France Henri IV. Il

revient en hâte à Saint-Cloud. Plus que jamais, le voilà seul face à son destin, seul confronté à une infernale conjoncture. Les gentilshommes catholiques de l'entourage d'Henri III, mignons et favoris comme d'Épernon ou le marquis d'O, chefs de guerre comme le maréchal de Biron, n'entendent pas s'engager plus avant, n'osant prendre la responsabilité de livrer la France à un huguenot. En majorité, ils se retirent, oubliant du serment arraché par le roi mourant.

## Le siège de Paris levé

De l'autre côté, l'état-major protestant qui, depuis Coutras, a fidèlement suivi le roi de Navarre, est en droit de s'inquiéter de ce que fera le nouveau roi de France à l'égard de ses coreligionnaires, emporté par le courant monarchique qui va le mener, vaille que vaille, à l'abjuration.

Et en face, dans les murs de Paris, comme dans bien des grandes villes et des provinces entières, Bourgogne, Bretagne,

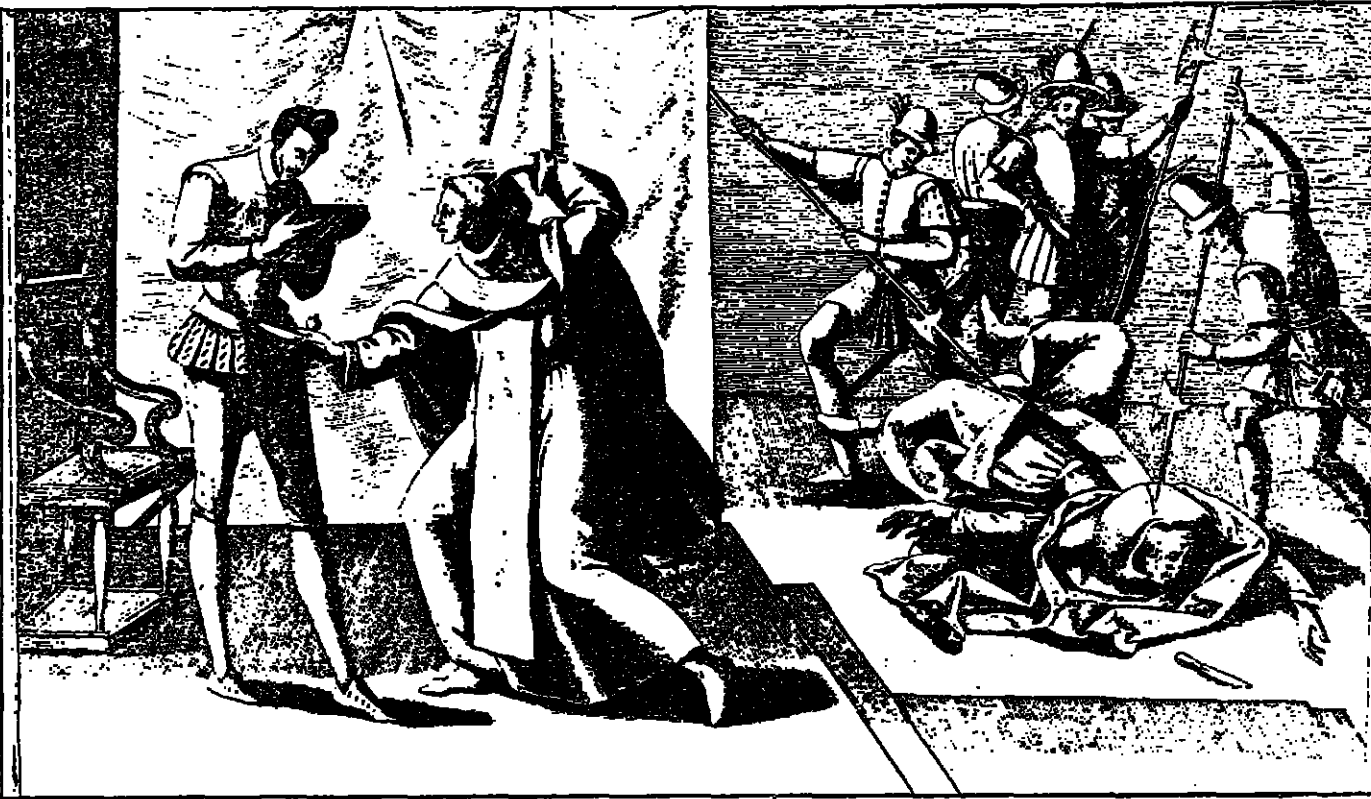
dre à l'horizon depuis longtemps, et plus particulièrement depuis la mort du duc d'Anjou et d'Alençon, dernier fils d'Henri II, en 1584. Une mort, entre bien d'autres, qui a fait de lui ce qu'il est maintenant, en éclaircissant à son profit le paysage politique. Côté protestant, la mort de sa mère Jeanne d'Albret et de l'amiral de Coligny (1572) l'a mis à la tête du parti réformé, hors de toute tutelle rigoriste, et celle de son cousin Condé (1588) l'a libéré d'un rival incommode, un calviniste pur et dur.

Côté catholique, Henri III lui a rendu l'immense service de faire exécuter le duc de Guise à la Noël de 1588, et Catherine de Médicis, hostile au rapprochement de son fils avec les huguenots, a eu la bonne grâce de disparaître quelques jours après : « J'ai appris que la reine mère se mourait. Je parlerai en chrétien. Dieu en fasse sa volonté. » Et c'est maintenant Henri III lui-même qui quitte la scène, lui laissant le premier rôle.

On connaît la suite, Arques, Ivry, le blocus de Paris, puis, après tant d'années

défaite de la Ligue ont été balayées toutes les tentatives pour introduire une monarchie tempérée, soumise à des règles écrites. Renvoyés au placard des utopies, les rêves démocratiques élaborés par les Seize dans la fièvre obsidionale de Paris n'auront servi qu'à exciter les ambitions politiques de la bourgeoisie de judicature, avant de tomber sous les éclats de rire de la *Satire Ménippée*. Pareillement balayée, la déclaration quasi constitutionnelle imposée le 4 août 1589 par les gentils hommes catholiques à Henri IV.

Le meilleur argument en faveur d'une monarchie musclée ? Le sursaut de patriotisme national qui se développe dans les années 1590 contre l'ingérence du pape et du roi d'Espagne dans les affaires françaises. C'est lui qui pousse les « bons Français » à choisir un roi militaire, un chef de guerre condamné à vaincre les ennemis et les brigands. Les grands perdants sont les états généraux. Maintes fois, on a réclamé durant le seizième siècle leur tenue régulière, et l'obligation de leur soumettre la gestion financière de l'Etat.



Assassinat d'Henri III

Picardie, il y a l'ennemi principal, la Ligue catholique.

Les ligueurs ont radicalisé leurs revendications. Ils veulent l'extinction de l'hérésie par tous les moyens et l'avènement d'un roi catholique, dût-on abolir la règle de primogéniture (d'où le choix d'un cadet, le cardinal de Bourbon, sous le nom de Charles X), celle de transmission masculine (l'infante d'Espagne, fille de la sœur aînée d'Henri III), quitte même à abandonner la famille capétienne et à faire choix d'une nouvelle dynastie (les Guises). Ils ont à leur actif une grande victoire, la mort d'Henri III, le roi traître à la religion par son alliance contre nature avec le « Renard béarnais ». Ils en remportent une seconde. L'usurpateur, qui voit fondre ses troupes au vent des déflections des chefs, est contraint de lever le siège de Paris et de se replier en Normandie. Un soupir de soulagement parcourt la France catholique.

A trente-cinq ans, Henri IV se voit donc pourvu de cette couronne qu'il voit poin-

difficiles, l'abjuration à Saint-Denis (25 juillet 1593), le sacre à Chartres (27 février 1594) et l'entrée à Paris (22 mars 1594). Henri IV conclut alors la paix religieuse et triomphe la même année de l'Espagne (1598). Aidé de Sully, il va assurer l'unification du royaume et amorcer sa restauration économique.

## Une monarchie musclée

Ces résultats, l'homme « providentiel » les obtient à la force du poignet, dans un engagement personnel obstiné contre les lourdeurs des traditions, des structures, des antagonismes. Il les obtient dans un climat politique toujours difficile, face à une opinion récalcitrante, sinon carrément hostile, encouragée, il faut le dire, par ses trop apparentes faiblesses personnelles. Il ne sera le « bon roi » qu'après sa mort.

En ces premières années du dix-septième siècle se lève l'aube de la monarchie absolue de style bourbonnien. Avec la

La défaite de la Ligue, qui s'en était faite l'avocat, rend soudain subversives ces revendications. D'ailleurs, par nature, Henri n'aime ni les contestations ni les parloires. En fait, avec ses qualités et ses défauts, avec son indépendance de vue face aux corps constitués et aux Eglises, il se comporte comme un vrai despote éclairé, avec plus d'un siècle d'avance sur les héros de Voltaire (qui fera son éloge dans la *Henriade*).

La Ligue pourtant n'est pas morte. Ce qu'a fait, sans le vouloir, le petit moine Clément, un autre assassin le défera, Ravallac.

JEAN-PIERRE BABELON.

Bibliographie récente :  
Jean-Pierre Babelon, *Henri IV*, Paris, Fayard, 1982.  
Henri IV, *Lettres d'amour et écrits politiques*, choisis et présentés par J.-P. Babelon, Paris, Fayard, 1989.  
Pierre Chevallier, *Henri III*, Paris, Fayard, 1985.  
Pierre Chevallier, *Les Régicides*, Paris, Fayard, 1989.

## BIBLIOGRAPHIE

## « Le Paradoxe de la stratégie », d'Edward Luttwak

« Le marchandage fondamental qui soutient l'alliance atlantique est le suivant : les Européens promettent de résister aux manœuvres d'intimidation des Soviétiques en temps de paix et de s'opposer à toute tentative d'invasion en temps de guerre, mais, en échange, les Américains promettent de partager avec eux le risque d'une guerre nucléaire si elle dépassait les limites du champ de bataille. Les armes nucléaires de théâtre (SNF) que possèdent les alliés sont capables d'étendre la guerre nucléaire à l'Union soviétique mais elles ne suffiraient pas à écarter toutes les menaces nucléaires soviétiques contre l'Europe. C'est pourquoi leur faiblesse et leur force soutiennent le couplage entre la survie de l'Europe et celle de l'Amérique. Si les forces nucléaires de théâtre étaient de beaucoup renforcées et rendues plus autonomes, ce couplage serait affaibli en même temps que l'alliance elle-même. Plus élargirait moins comme le veut le paradoxe. »

Cette démonstration qui ne rend pas la crédibilité de la dissuasion américaine moins aléatoire à la mesure de révéler le mode de penser de Luttwak. Celui d'une démarche dialectique. La thèse qu'il

défend et illustre dans son intéressant ouvrage est précisément que le paradoxe de la stratégie est de ne pas obéir à la logique linéaire ni à celle, rassurante, du bon sens.

Edward Luttwak, encore peu connu en France, est depuis Bernard Brodie l'un des stratèges américains les plus stimulants. Il s'était fait connaître, il y a vingt ans, par un livre brillant : *Coup d'État* (Penguin) et, plus précisément, par une manière de chef-d'œuvre : *la Grande Stratégie de l'Empire romain* (1), dans un genre historique peu cultivé outre-Atlantique. Puis, par un livre moins convaincant sur la stratégie de l'URSS (1984). Il est par ailleurs membre du Centre international des études stratégiques de Georgetown (Washington, DC) et auteur de trois volumes d'essais.

Dialectique des incertitudes, la stratégie implique la prise en compte d'éléments nombreux et complexes. Dans ce livre qui se veut sa contribution majeure, Luttwak s'efforce de dégager la logique universelle et paradoxale qui gouverne les conflits et d'en présenter une théorie générale.

Il situe avec clarté et méthode les différents niveaux de la stratégie : technique,

tactique opérationnelle, stratégie de théâtre, enfin grande stratégie — niveau final où dimension militaire et politique se rejoignent pour trouver leur sens et leur sanction. La démonstration est intelligente, nuancée (Luttwak insiste sur la retenue) et truffée d'exemples historiques anciens et récents. L'ensemble est plus convaincant que la thèse de Liddell-Hart qui prétendait fournir les clefs de la stratégie des origines à nos jours par l'approche indirecte. Elle reste en deçà de l'analyse d'Aron dans son *Penser la guerre* (2) qui puisait aux mêmes sources clausévitziennes son inspiration et son modèle.

Cependant, dans un domaine où la banalité abonde, cet ambitieux traité théorique représente une contribution de qualité.

GÉRARD CHALAND.

\* LE PARADOXE DE LA STRATÉGIE, d'Edward N. Luttwak. Ed. Odile Jacob, traduit (très bien) de l'anglais par Marc Saporta, 330 p., 150 F.

(1) Economica, Paris, 1987.

(2) R. Aron, *Penser la guerre*, 2 vol., Gallimard, 1976.



La poursuite des bombardements à Beyrouth et la détente dans la crise des otages

Le général Aoun réaffirme sa détermination de poursuivre « la guerre contre l'occupant syrien »

Vingt morts, soixante-cinq blessés, dans une nouvelle nuit de bombardements au Liban. A peine l'affaire des otages occidentaux était-elle mise en veilleuse que les duels d'artillerie entre l'armée syrienne et ses alliés et les brigades de l'armée libanaise fidèles au général Michel Aoun reprennent sur Beyrouth et le « pays chrétien ».

BEYROUTH de notre envoyé spécial

Ce nouveau débâclement de violence intervient quatre jours après la publication du rapport du tripartite arabe concluant qu'il n'y avait pas de solution à la crise libanaise.

Si aucune réaction directe n'a été enregistrée à Damas après la publication de ce document, on estime à Beyrouth que le discours du président Hafez el-Assad aux Américains d'origine arabe sera la seule réponse.

« La Syrie ne laissera pas passer la crise libanaise », a déclaré le président syrien au cours d'un entretien avec le général Aoun. « Nous n'avons jamais eu pour une faction libanaise contre une autre. La constante de l'attitude syrienne est d'aider les frères libanais à réaliser l'unité nationale afin de parvenir à une solution qui préserve l'unité et l'intégrité du Liban et l'aide à libérer son territoire ».

Sur le terrain, on affirme de bonne source que de récents renforts en armements ont été fournis par Damas aux brigades de l'armée libanaise relevant du gouvernement à

majorité musulmane de M. Salim Hoss. L'armée syrienne aurait aussi augmenté ses capacités militaires et renforcé tout son dispositif à Beyrouth, où seraient arrivés deux bataillons des « forces spéciales », corps d'élite de l'armée syrienne.

Les alliés libanais de Damas finissent pour l'instant en commun une réponse à apporter au tripartite arabe dans laquelle ils soulignent la « partialité » du rapport qui ne dénonce pas, soulignent-ils, les renforts irakiens au camp chrétien et qui exige un calendrier de retrait syrien sans faire de même pour Israël. En attendant, les miliciens reviennent en nombre limité à Beyrouth où ils reprennent, par endroits, leurs positions sur la ligne de démarcation qui sépare les deux secteurs, chrétien et à majorité musulmane, de Beyrouth.

Dans ces mêmes milieux on n'achète pas que le roi Fahd d'Arabie saoudite, qui a entériné le rapport du comité ministériel sans toutefois, contrairement au roi Hassan II du Maroc et au président algérien Chadli Bendjedid, recevoir les ministres, puisse de nouveau tenter une médiation.

On estime aussi que la France a joué un rôle, rappelant à cet égard l'entrevue qu'a eu le chef du Quai d'Orsay, M. Roland Dumas, avec le roi Hassan II, quelques jours avant la publication du rapport.

Le triomphe modeste du camp chrétien

Dans le camp chrétien, on a le triomphe modeste et on se montre prudent. Le chef du gouvernement de l'armée libanaise, le général Michel Aoun, nous a affirmé pour sa part : « Le comité a publié son verdict. La Syrie ne veut pas reconnaître le Liban comme un Etat souverain, c'est l'essentiel. Elle a usé de toutes les manœuvres pour contrôler le Liban, maintenant elle est coincée devant les Arabes ». Seront, dans son bureau souterrain du palais de Beabda, toujours ouvert à tous vents, le général Aoun poursuit toutefois : « J'attends que les Arabes soient encore plus clairs et qu'ils prennent des mesures ».

Près de cinq mois après le déclenchement, le 14 mars, de la « guerre de libération contre l'occupant syrien », le général Aoun n'a rien perdu de sa détermination et n'est pas résigné à avoir prêté au monde sa « capacité de durer ». Il est vrai que, de ce point de vue, cela constitue déjà pour lui un succès. « Notre guerre sainte, affirme le général Aoun, avait trois objectifs : récupérer nos droits en tant qu'Etat souverain, lutter contre le terrorisme, combattre la drogue. Elle ne cessera qu'après les avoir atteints ».

Quand ? Le général Aoun ne se risque pas à pronostiquer, bien qu'il

assure que le 1<sup>er</sup> août prochain, jour de la Fête de l'Armée, sera celui de la reconstruction. « Je suis sûr de la branche descendante de la courbe », précise-t-il. Notre guerre de libération continue et elle va prendre une forme plus farouche avec la multiplication des actes de résistance dans les zones occupées [pourant rares jusqu'à maintenant]. Bien sûr, les Syriens seront sur la défensive. Je le leur promets d'avance. » On n'exclut pas à ce sujet, à Beyrouth, que des opérations-commandes à partir des deux camps se déroulent. « La guerre contre la drogue va être déclenchée, poursuit le général Aoun, comme celle contre le terrorisme ». A cet égard, le chef du gouvernement chrétien se montre sévère à l'égard des Occidentaux et en particulier des Etats-Unis, qui, affirme-t-il, mènent « un double jeu en démentant publiquement le terrorisme et en soutenant un Etat terroriste comme la Syrie. Seul un Liban stable sous une autorité légale qui assume ses responsabilités peut sauver Ciccipio ».

Comment expliquer la violence des bombardements de la semaine dernière ? « Cela dépend des Syriens », répond le général Aoun, qui assure cependant que, dorénavant, son artillerie riposte coup pour coup. « Il y avait un temps, dit-il, où je voulais montrer la mauvaise foi des Syriens. J'envoyais quotidiennement des rapports à l'ONU, à la Ligue arabe. Personne ne protestait. Quand il y a une riposte, le monde entier commence à faire appel à la modération ».

Pourquoi cette entrée en force de la Milice chrétienne des Forces libanaises dans plusieurs des bombardements aveugles de Beyrouth-Ouest, à majorité musulmane, alors que l'armée avait longtemps gardé le contrôle du feu ? « Je n'aurais pas perdu ce contrôle s'il y avait eu une seule protestation contre les bombardements des zones libérées », répond le général Aoun. Quand les Syriens bombardent les régions de Jounieh, Jbail, tout le littoral (sous le contrôle des Forces libanaises) elles sont obligées de riposter pour maintenir le moral de la population. Je ne peux pas faire la guerre à l'intérieur de la zone chrétienne pour protéger l'autre région alors que nous sommes bombardés. Tout le monde a aidé à créer cette ambiance. On nous pousse à faire ce genre de guerre ».

Combien de temps les Libanais pourront-ils supporter cette situation ? « Ou bien les gens doivent chasser les Syriens de chez eux, ou bien ils doivent subir les conséquences. Un pays ne se libère que par la résistance. M. Salim Hoss croit libérer le pays en discutant avec les Syriens, pourquoi voudrait-il faire une exception historique ? », affirme simplement le général Aoun.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Le président Bush entend « explorer au maximum » l'offre d'aide du président iranien

Après plusieurs jours d'un suspense tragique marqué par les menaces qui pesaient sur la vie d'un ou plusieurs otages américains au Liban, la crise provoquée par l'enlèvement du cheikh Obeid au Liban sud a pris, vendredi 4 août, un tour plus diplomatique.

Le signe le plus spectaculaire de ce tournant diplomatique est venu de Téhéran, où le nouveau président iranien, M. Ali Akbar Hachémi Rafsandjani a offert aux Etats-Unis de les aider à trouver une solution. Prenant la parole au cours de la traditionnelle prière du vendredi à l'université, M. Rafsandjani a lancé une offre de dialogue et d'aide à la Maison Blanche en quelques phrases bien placées à la fin d'un discours consacré en grande partie à dénoncer l'Etat d'Israël pour avoir violé la souveraineté libanaise.

Le nouveau chef de l'Etat iranien a indiqué que son pays interviendrait « car, a-t-il dit, la solution est simple » — en faveur d'un dénouement de la crise, « si le monde oppresseur (les Etats-Unis et les pays occidentaux qui leur sont liés) exige d'Israël la libération du cheikh Obeid » et menace d'interrompre son assistance à l'Etat hébreu. M. Rafsandjani a toutefois précisé que « le dialogue » ne serait possible que « si les Etats-Unis renoncent au recours à la force ». Le président iranien entendait ainsi désamorcer toute réaction de ceux qui, au sein du régime iranien, verraient dans son attitude une rupture avec les « principes éternels » de la révolution islamique énoncés par l'imam Khomeiny.

Par le dialogue et non par la force

« La libération des otages et les problèmes du Liban ont des solutions qu'il faut trouver par le dialogue et non par la force. Il faut parler par l'intelligence. Je m'adresse à la Maison Blanche, nous nous aiderons à trouver ces solutions », a-t-il ajouté en rappelant à plusieurs reprises qu'il fallait, pour cela, « renoncer à toute option militaire ».

M. Rafsandjani a pris nettement ses distances avec le groupe qui affirme avoir perdu le lieutenant-colonel américain Higgins. « Il y a d'un côté un groupe innocent et sans soutien, composé d'une poignée d'hommes qui luttent dans la clandestinité et ont annoncé avoir perdu une personne qu'ils détenaient (...) et de l'autre un Etat qui montre sa force au mépris de toutes les lois internationales et à la face de tous ceux qui s'en disent les défenseurs », a affirmé le président iranien. « Entre les deux, il y a les Etats-Unis et leur force militaire pour résoudre le problème du Liban ». Mais, a ajouté

M. Rafsandjani, « ils ne veulent pas résoudre le problème du Liban mais bien y rétablir un régime confessionnel et faire de ce pays un « Israël maronite ». Or, a-t-il encore dit, cela n'est pas possible car à l'époque de la proclamation de l'Etat d'Israël, la République islamique n'existait pas encore... »

M. Rafsandjani a, une nouvelle fois, rappelé que la seule chose que l'Iran ait fait « ce groupe que l'on ne connaît pas et dont on ignore les adhésions » était qu'il « faisait parti du peuple opprimé libanais ». Il a poursuivi : « La solution est simple : le monde oppresseur devrait exiger la libération du cheikh Obeid pour mettre fin à cette crise. Les Etats-Unis devraient faire pression sur Israël en le menaçant d'interrompre leur assistance. Mais l'option militaire sera sans effet, tout comme la menace sur le peuple libanais qui n'admettra jamais une telle solution ». « Renoncez à la solution militaire, car elle n'a d'efficacité nulle part dans le monde. La seule chose qu'elle permettra est de prolonger la vie de cet Israël moribond », conclut M. Rafsandjani, cependant que s'élevaient de la foule des fidèles réunis sur les campus les slogans « L'islam est victorieux », « Israël est détruit ».

La réponse des Etats-Unis n'a pas tardé. Commentant les propos de M. Rafsandjani, le président Bush a affirmé aussitôt au cours d'un entretien avec des journalistes dans le bureau ovale de la Maison Blanche qu'il entendait « explorer au maximum » l'offre d'aide du président iranien. « Je ne connais pas le rôle complet de chaque pays de la région dans tout ceci », a-t-il dit, mais quand vous voyez une déclaration qui offre un espoir pour la libération de nos otages, c'est une déclaration que je veux explorer au maximum. Je suis content de cette déclaration, bien que je ne sache pas entièrement ce qu'elle signifie. Il a poursuivi : « Je suis encouragé mais je ne veux pas voir les espoirs des familles des otages augmenter puis être détruits ensuite ».

M. Bush a refusé de confirmer ou de démentir les informations selon lesquelles il aurait ordonné des représailles si Joseph Ciccipio avait été exécuté. « Si j'avais pris une telle décision, je pense que cet endroit serait la dernière place pour en parler », a-t-il dit. J'ai pensé qu'un vaste appel aux pays partout dans le monde a eu un rapport avec la décision des ravisseurs de M. Ciccipio, le groupe chrétien Organisation de la justice révolutionnaire, a encore dit le président. « Je ne sais pas exactement », a-t-il ajouté. La réponse que j'ai eue à tous mes appels personnels et celle qu'a eue le secrétaire général Perez de Cuellar ont réchauffé le cœur. Et c'est venu de tous les secteurs. J'ai été très très encouragé par cela, pour ce

qui est de savoir où nous allons maintenant, nous continuerons nos efforts ».

Les porte-parole de la Maison Blanche et du département d'Etat ont par la suite affirmé que les Etats-Unis poursuivraient leurs efforts diplomatiques tous azimuts pour ceux qui ont influé sur les preneurs d'otages fassent en sorte que ceux-ci « mettent fin une fois pour toutes au supplice des otages ». Washington n'envisageait pas d'établir de contacts directs avec Téhéran, avec qui les relations diplomatiques sont suspendues depuis 1980, ont indiqué les deux porte-parole. Les messages continueront d'être échangés par des pays tiers. Ils ont ajouté qu'ils n'étaient pas au courant de modifications des ordres de route des navires de guerre américains qui convergent depuis plusieurs jours vers les côtes du Liban et la mer d'Oman. Mais il n'est pas dans l'intérêt des otages que les Etats-Unis « fassent jouer leurs muscles en public », ont-ils souligné.

La médiation algérienne

A Beyrouth, l'ambassadeur d'Algérie, M. El Hasnaoui Khalidi a confirmé que son pays négociait la libération de tous les otages occidentaux retenus au Liban. Il s'est montré optimiste. « Le problème des otages », a-t-il dit, est en train de se dénouer. Il n'a pas donné de précisions, mais a ajouté qu'une solution était probable depuis que M. Rafsandjani était devenu président de la République iranienne.

M. Rafsandjani, a-t-il dit, est un homme rationnel qui croit au dialogue. Sous son régime, l'Iran changera de style vis-à-vis de l'Occident. Il a précisé que l'Algérie, à la demande personnelle du président Bush, avait désigné plusieurs médiateurs et des officiers de rang élevé des services de renseignement pour négocier avec les ravisseurs pro-iraniens qui détiennent la plupart des otages occidentaux. (AFP, Reuter.)

En 1983

Les Etats-Unis auraient projeté deux raids contre le Hezbollah

Boston (AFP). — Les Etats-Unis ont failli lancer deux raids au Liban en 1983, lorsque les services de renseignement américains ont appris que des extrémistes chiites y suivaient un entraînement, a affirmé l'ancien conseiller du président Ronald Reagan pour les affaires de sécurité, Robert McFarlane.

Après l'attentat commis le 23 octobre 1983 contre le quartier général des « marines » à Beyrouth, qui a fait 239 morts, les Etats-Unis avaient de « très bons renseignements » selon lesquels des membres du mouvement pro-iranien Hezbollah s'entraînaient dans la vallée de la Bekaa, a déclaré M. McFarlane, jeudi soir 3 août, lors d'une émission sur une chaîne de télévision de Boston (Massachusetts).

Deux raids envisagés ont finalement avorté « à cause de notre propre chaîne de commandement militaire », a ajouté l'ancien conseiller. La première fois, les pilotes américains ont tourné à long terme au-dessus de la zone que la défense syrienne aurait pu « être alertée, les suivre et les abattre », selon M. McFarlane. La responsabilité de l'échec de cette tentative n'incombe pas aux pilotes mais à leurs supérieurs, complices, selon lui, d'avoir conçu ces opérations de manière « inepte ».

Le deuxième raid était organisé en collaboration avec la France, dont 58 soldats ont été tués dans un attentat commis également le 23 octobre à Beyrouth, a indiqué M. McFarlane.

Ce deuxième raid a été annulé par le secrétaire à la défense américain, Caspar Weinberger, qui l'estimait trop risqué, a affirmé l'ancien conseiller. Selon lui, cette décision de M. Weinberger a fortement entamé la crédibilité des Etats-Unis et « mis un terme à tout espoir de s'occuper de ces terroristes ».

Les Etats-Unis n'ont jamais envisagé de raid pour libérer les otages au Liban, car ils n'ont jamais disposé de renseignements suffisamment fiables sur leurs lieux de détention, a précisé M. McFarlane.

Les déclarations de M. McFarlane ont été formellement contestées vendredi par M. Weinberger.

Droits de l'homme

Réunion d'un groupe de travail de l'ONU sur l'exploitation sexuelle et la prostitution des enfants

GENÈVE de notre correspondant

Il est rare qu'un ministre se dérange pour une réunion d'experts de nations unies. C'est cependant ce qu'a fait M. Helen Boesterud, ministre de la justice de Norvège, qui s'est rendue à Genève pour la réunion (du 31 juillet au 4 août) du groupe de travail de l'ONU sur l'exploitation sexuelle et la prostitution des enfants.

Le groupe, composé de cinq experts (1), après avoir examiné les rapports d'Etats membres, a entendu les témoignages, souvent bouleversants et parfois insoutenables, d'organisations non gouvernementales (ONG) dont une société anti-esclavagiste de Londres, la Fédération abolitionniste internationale et Pax romana.

Depuis longtemps, des organisations telles que Sentinelles, Terre des hommes ou Défense des enfants International dénoncent, avec exemples à l'appui, diverses formes d'exploitation sexuelle des enfants du tiers monde, menées impudemment par des trafiquants. Les Nations unies qui, déjà en 1959, avaient adopté une déclaration des droits de l'enfant, ont fini, trente ans plus tard, le 8 mars 1989, par se mettre d'accord au cours de la dernière ré-

union de leur commission des droits de l'homme sur un projet de convention sur les droits de l'enfant, qui aura, s'il est adopté par l'Assemblée générale, force de traité international.

Les articles 32, 34, 35 et 36 de ce texte ont trait, notamment, à la protection de l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sexuelle. Les membres de la commission avaient tous affirmé qu'il fallait attribuer à la misère les causes de ce mal dont des centaines de milliers, et peut-être un million et demi, d'enfants sont victimes.

Rompre le silence

Selon M. Boesterud, « il est vrai que le combat nécessaire doit s'entreprendre et se poursuivre » particulièrement dans les contrées de « tourisme sexuel », le problème existe, même s'il est souvent ignoré, « dans tous les pays », y compris dans le sien. Une enquête effectuée en Norvège indique que « 14 % environ des habitants du pays ont été soumis à des abus sexuels avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans ». Les victimes sont généralement des fillettes âgées de sept à dix ans. Les personnes qui en abusent — des hommes entre trente et cinquante ans — font souvent partie de leur entourage.

Des données semblables ont été recueillies au Danemark, en Grande-Bretagne et en Suède. Les adultes incriminés encourrent actuellement — en Norvège tout au moins, aux termes des nouvelles dispositions du code pénal — des peines pouvant aller jusqu'à vingt ans de prison. Il est important, souligne le ministre, de « rompre le silence » qui entoure ce genre d'affaire et d'attacher foi aux récits qu'en font les enfants.

Pour ce qui est des pays du tiers monde, où sévit sur une grande échelle la prostitution infantile, M. Boesterud préconise d'ajouter aux mesures de prévention et d'assistance la réinsertion des familles démantelées par l'urbanisation, la création de centres d'accueil, la scolarisation des enfants des rues et des tandis. Une coopération pénale internationale devrait viser non seulement ceux qui profitent sur le plan financier de l'exploitation des enfants (tenanciers de maisons closes, producteurs de matériel pornographique, organisateurs de tourisme sexuel, proxénètes et agents divers), mais aussi les clients eux-mêmes. Les uns comme les autres devraient être poursuivis et éventuellement extradés, de façon à « ne pouvoir espérer trouver refuge dans d'autres pays ».

Pour sa part, le porte-parole du ministre de la justice de Belgique a estimé que tout pays européen devrait pouvoir « poursuivre sur son territoire toute agence de tourisme qui favorise de fait, dans le tiers monde, la prostitution d'enfants. De même, il peut se concevoir de poursuivre, en Belgique par exemple, le client belge d'un enfant qui se pratique en Extrême-Orient ». Tout comme le ministre norvégien, le représentant belge a recommandé la confiscation de « l'élément fondamental de tout réseau d'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'exploitation des enfants aux fins pornographiques ; c'est-à-dire l'argent ».

A l'issue de ses travaux, le groupe d'experts s'est attelé à la rédaction d'un rapport à l'intention de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, qui ouvre ses travaux le 7 août au Palais des Nations sous la présidence de M. Ymer (Ethiopie) et qui devra se prononcer sur ce document dans une dizaine de jours.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) M. Bautista (Philippines), M. Diaconu (Roumanie), M. Eide (Norvège, président), M. Kasimiri (Algérie) et M. Varela Quiros (Costa Rica).

سنة ١٤١٠ هـ

## Amériques

Les difficultés des importateurs de cigares de La Havane

## La lune de miel entre Cuba et Davidoff part en fumée

BERNE  
de notre correspondant

Finie la lune de miel entre Cuba et Davidoff. Apparemment, rien ne va plus entre les autorités de La Havane et le célèbre marchand de cigares de Genève. Après des années d'entente cordiale où chacun trouvait son compte, tout indique que la rupture est bel et bien consommée.

Latente depuis un certain temps déjà, la dispute avait éclaté au grand jour à la mi-juillet quand, dans un communiqué publié à Paris, les représentants des tabacs cubains avaient annoncé la décision de cesser la fabrication, réservée à la maison Davidoff, des prestigieux havanes baptisés château-margaux, mouton-rothschild, leftie, latour, haut-brion ou encore dom-pérignon. En revanche, précisait le communiqué, les autres cigares cubains bagués Davidoff continueraient d'être confectionnés et distribués. Expliquant cette décision, les autorités cubaines invoquaient « un désaccord persistant portant à la fois sur l'utilisation de la marque Davidoff, une politique des prix jugés trop élevés et le système de distribution ».

Peu désireux d'alimenter la polémique après être devenu l'ambassadeur par excellence du cigare cubain à travers le monde, M. Zino Davidoff avait, dans un premier temps, laissé à ses associés de la maison Oettinger, de Bâle, le soin de réfuter cette version des faits. Mais, « devant l'agressivité de cette campagne et la mauvaise foi qui la caractérise », il a accepté de sortir de sa réserve, au cours de l'entretien qu'il nous a accordé dans une station des Alpes suisses où il passe quelques jours de vacances.

## « Performant et exemplaire »

« Tout d'abord, précise M. Davidoff, c'est nous, et non la compagnie d'Etat Cubatabaco, comme elle le prétend, qui avons pris l'initiative de suspendre, en octobre dernier déjà, les commandes de nos grands « crus » de cigares. Cette décision a été d'autant plus pénible qu'il y a plus de cinquante ans que je travaille avec les Cubains. Ensemble nous avons composé des cigares prestigieux de qualité régulière sous ma marque et, jusqu'à il y a trois ans, tout allait admirablement bien. Mais, depuis lors, nos critères de qualité ne sont plus respectés : feuilles trop serrées, veinures capées, nervures apparentes, cigares secs ou de différentes sortes dans une même boîte. Nous avons reçu de nombreuses plaintes de clients et avons été contraints de détruire plus de deux cent mille cigares, invendables. De plus, un stock identique que nous avons payé et que Cubatabaco se refuse à remplacer se trouve toujours en douane.

« Les Cubains ne paraissent plus en mesure de fabriquer nos cigares selon nos critères de qualité exigés, il ne nous restait plus qu'à arrêter les commandes, ajoute-t-il. D'où la réaction des autorités de La Havane pour chercher à nous discréditer en lançant des accusations sans fondement et menson-

gères. Nous ne désespérons cependant pas de trouver une solution amicale, sinon il faudra passer par le justice, et nous sommes prêts à aller jusqu'à la Cour internationale de La Haye pour défendre nos droits. »

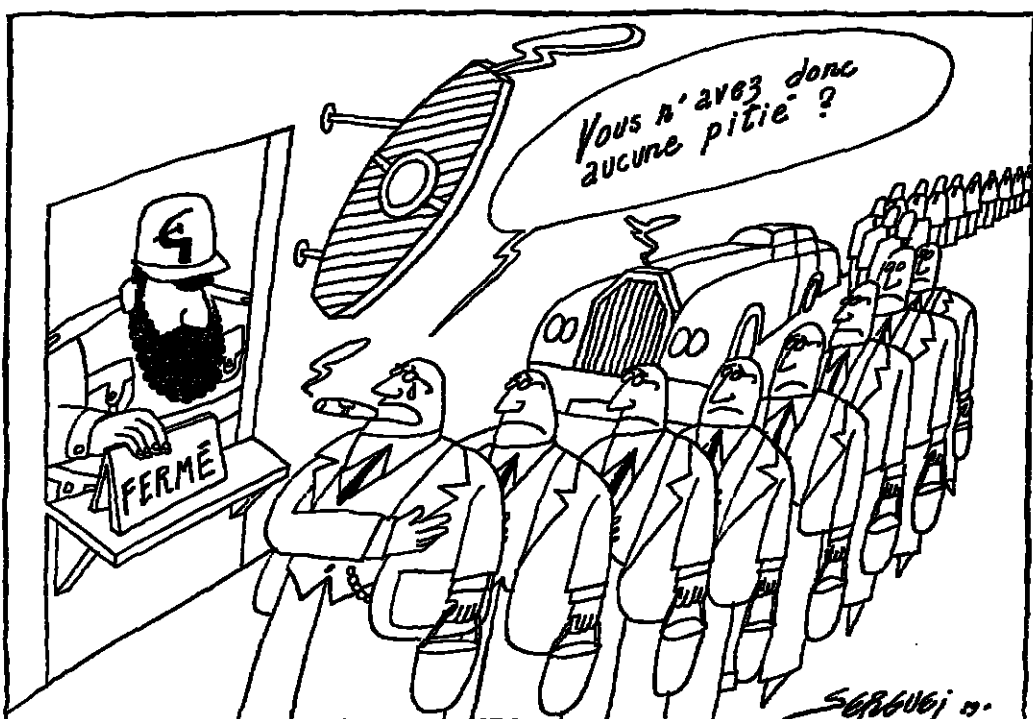
Entre M. Zino Davidoff et Cuba, c'est déjà une longue histoire. Né à Kiev, il était venu en 1911, à l'âge de cinq ans, s'installer avec sa famille à Genève. Spécialiste des tabacs d'Orient et propriétaire d'un petit magasin dans la ville de Calvin, son père l'envoie, alors qu'il a vingt ans à peine, suivre un apprentissage en Amérique du Sud. Il

des actions d'une nouvelle société, les 49 % restants revenant à la Cubatabaco. Mais beaucoup de ses concurrents, qui doivent désormais passer par Oettinger pour s'approvisionner, doutent d'une telle répartition des actions, les exportateurs cubains ayant revendiqué 51 % des parts en leur faisant des propositions analogues.

« C'est une affaire de gros sous. Les Cubains veulent vendre le plus possible de cigares et augmenter coûte que coûte leur part du gâteau », répliquent encore les trois autres exportateurs helvétiques laissés pour compte.

« On est venu nous offrir des Davidoff 20 % à 30 % moins cher, et nous avons appris qu'une société suisse achèterait cash certains stocks 50 % meilleur marché. Non seulement Cuba a perturbé la position des différents importateurs, mais elle a aussi terni l'image des cigares havanes et plus particulièrement celle de la marque Davidoff. »

« Je crois qu'il s'agit d'un problème plus politique que commercial, constate le célèbre marchand de Genève. Après la sucre, les cigares constituent l'un des principaux produits générateurs de



séjourne en Argentine et au Brésil avant d'aboutir à Cuba, à La Vuelta, Abojo, ce berceau du havane. Il y restera cinq ans, apprenant à travailler la terre, à humer les feuilles et à confectionner à la main les cigares.

De retour en Suisse au début des années 30, il ne cessera jamais de travailler avec les Cubains, se boutique de la rue du Rhône devenant, au fil des années, le passage obligé des plus exigeants amateurs de havanes. Tant et si bien qu'en 1970 M. Fidel Castro lui-même, qu'il n'a d'ailleurs jamais rencontré, lui octroie l'autorisation de baguer à son nom des havanes de mentherrey. Huit ans plus tard c'est la consécration. Il commercialise des havanes sous son propre nom, et crée la prestigieuse gamme des « châteaux ».

Ce sont ces relations privilégiées que les responsables cubains cherchent aujourd'hui à remettre en cause. En fait, cette nouvelle stratégie ne concerne pas seulement Davidoff. Elle s'applique à l'ensemble des importateurs étrangers de havanes, qui, parfois, travaillent depuis plus d'un siècle avec Cuba et qui ont vu leurs contrats résiliés. Dans chaque pays d'exportation, Cubatabaco est en train de mettre sur pied une seule société de distribution sous forme de joint-venture avec un partenaire exclusif et un administrateur commun. En Suisse, son choix s'est porté sur la firme Oettinger, qui détient 51 %

Petit pays, la Suisse n'en est pas moins le troisième acheteur de havanes en Europe après l'Espagne et la France, et le premier consommateur par habitant. Au total, elle importe 8 % des cent millions de cigares cubains exportés. Les trois quarts sont vendus à des étrangers, dont 45 % à des Français, le havane étant moins cher à Genève qu'à Paris. Et l'un des griefs adressés par Cuba aux revendeurs est de pratiquer des prix exagérés.

Pour sa part, Davidoff rétorque que ses cigares sont facturés 5 % plus cher que les montacristos. Justifiant ces prix, il énumère les différents facteurs entrant dans l'évaluation du coût de ses cigares : « Nous contrôlons nous-mêmes sur place la qualité de la marchandise et des mélanges. Nous payons comptant à l'étranger. Nous conservons nos stocks dans des chambres climatisées. Nous isolons nos charges d'approvisionnement des circuits commerciaux, sans parler des boîtes et coffrets de luxe que nous fabriquons à nos frais ni d'une trentaine de procès intentés à des imitateurs. »

Aux critiques lancées contre son système de distribution, M. Davidoff répond que les responsables de Cubatabaco l'ont toujours jugé « performant et exemplaire » au point de l'adopter pour implanter leur propre marque Cohiba. De plus Davidoff reproche à Cuba de ne pas respecter ses contrats d'exclusivité et d'alimenter un marché gris avec des qualités incontrôlées.

devises de l'île. Or Cuba a cruellement besoin d'argent, ce qui explique probablement cette nouvelle orientation et l'appartenance d'un marché parallèle. Mais par leurs agissements précipités les responsables cubains sont en train de tuer la poule aux œufs d'or. »

Si rien n'est encore irrémédiablement perdu, M. Davidoff ne dissimule pas une certaine crainte quant à l'avenir du classique havane. « Nous ne demandons qu'une chose, dit-il, c'est que la qualité soit de nouveau bonne, mais je n'en suis pas sûr. Le laisser-aller s'est installé. Les Cubains n'ont plus les moyens de soigner leur sol et certaines traditions sont perdues. Autrefois il fallait quatre ou cinq ans pour former un ouvrier du tabac. Or, ces dernières années, beaucoup d'entre eux ont été envoyés en Angola ou ailleurs et remplacés par des femmes sans qualification ni formation. »

Pour l'heure, les amateurs peuvent être rassurés : M. Davidoff affirme avoir encore dans ses entrepôts des stocks lui permettant de voir venir les trois prochaines années. « Mais, ajoute-t-il avec philosophie, que voulez-vous, rien n'est éternel et si les exigences de qualité de certains de nos cigares ne sont pas respectées, je préfère qu'ils n'existent plus. » La balle est donc dans le camp cubain.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

## BOLIVIE

## L'élection attendue d'un président de gauche inquiète les milieux d'affaires

Arrivé en troisième position lors de l'élection présidentielle du 7 mai, le candidat du Mouvement révolutionnaire (MIR), Jaime Paz, devait être élu par le congrès grâce aux voix des parlementaires du parti conservateur Action démocratique nationaliste, fondé par l'ancien dictateur (1971-1978) le général Hugo Banzer. Cette « alliance contre nature » disqualifierait le libéral Gonzalo Sanchez de Lozada, du Mouvement nationaliste révolutionnaire, qui avait recueilli près de 25 % des suffrages.

LIMA  
de notre correspondante

La virtuelle élection à la présidence du social-démocrate Jaime Paz a provoqué un mouvement de panique économique et financière en Bolivie, après quatre ans d'une insupportable stabilité due à la politique néo-libérale du régime de Victor Paz Estenssoro. Jaime Paz a, pourtant, assuré qu'il n'avait pas l'intention d'introduire des changements traumatiques parce qu'il était d'accord, dans les grandes lignes, avec les drastiques corrections faites à partir d'août 1985 pour corriger les distorsions et moderniser l'Etat.

Le retour sur le devant de la scène de celui qui fut vice-président du régime de gauche d'Hernán Siles Zúñiga (octobre 1982-août 1985) a pourtant créé un climat d'incertitude : son nom est associé à une épo-

que d'anarchie économique et au souvenir d'une hyper-inflation record (24 000 %) qui l'obligèrent d'ailleurs à avancer d'un an le transfert de pouvoir.

Cette « mauvaise réputation » est imméritée, placent les « milieux » : « Sur trente mois de régime Siles, le MIR n'a été présent activement que pendant onze mois, c'est-à-dire pendant le tiers de la période gouvernementale. Sur sept ministères des finances qui se sont succédé pendant ce temps, le MIR n'a nommé que le premier d'entre eux. Celui-ci a abandonné son portefeuille, trois mois plus tard, en compagnie de tous les ministres du MIR, le parti ayant décidé de renoncer à ses responsabilités exécutives à cause des rivalités existant entre les divers membres de la coalition (MIR, PC, MNR) ».

NICOLE BONNET.

## PANAMA

## Suspension des négociations tripartites

PANAMA. — Les négociations entre le gouvernement panaméen, l'armée et l'opposition, menées sous l'égide de l'Organisation des Etats américains (OEA), ont été suspendues vendredi 4 août bien que les parties ne soient pas encore convenues d'un accord pour résoudre la crise politique du pays. Les discussions, interrompues à la demande de l'opposition qui souhaite rencontrer plusieurs dirigeants latino-américains, devraient reprendre vendredi prochain. Les dirigeants de l'Alliance démocratique de l'opposition civique (ADOC) ont indiqué qu'ils avaient, avant la suspension de la rencontre, proposé l'organisation d'un référendum, le 20 août prochain, sur la question du départ de l'homme fort de Panama, le général Manuel Antonio Noriega.

La Conférence épiscopale du Panama a pour sa part jugé « indispensables » à la solution de la crise le départ du général Noriega et la suspension des sanctions économiques américaines adoptées en 1988.

Faisant référence aux élections du 7 mai dernier, annulées par décision du tribunal électoral trois jours plus tard, les évêques ont également estimé que « si la nullité des élections est irréversible, il faudra trouver une formule de gouvernement qui assure la passation des pouvoirs », prévient, selon la Constitution, le 1<sup>er</sup> septembre prochain. L'assemblée des évêques a réaffirmé, en s'appuyant sur des résultats recueillis par l'Eglise catholique, que ces élections avaient été gagnées par l'opposition.

D'autre part à la suite de la mort d'un étudiant lors d'affrontements, jeudi, avec les forces de police, le ministre de l'éducation a annoncé la fermeture des universités pour une durée d'au moins trois jours. Le communiqué officiel précise que les écoles privées et publiques sont, elles, fermées jusqu'à nouvel ordre. (AFP, Reuter)

## ÉTATS-UNIS

## Reprise de l'aide économique à Haïti

WASHINGTON. — L'Agence américaine pour le développement international (USAID) a annoncé, vendredi 4 août, la signature d'un accord entre les gouvernements américain et haïtien pour l'envoi d'une aide alimentaire de 10 millions de dollars à Haïti. Le Congrès a autorisé l'accord en raison des progrès réalisés par le gouvernement du général Prosper Avril dans sa lutte contre le trafic des stupéfiants et pour une prochaine organisation

d'élections libres. L'aide économique directe des Etats-Unis avait été interrompue après l'échec, marqué de violents affrontements, des élections organisées par le gouvernement militaire en novembre 1987. Pour l'année budgétaire américaine de 1990, qui commence le 1<sup>er</sup> octobre prochain, le gouvernement a demandé au Congrès, qui ne s'est pas encore prononcé, 41 millions de dollars d'aide pour Haïti. — (AFP, AP)

## Afrique

## SOMALIE

## Le gouvernement expulse le représentant du Haut Commissariat pour les réfugiés

NAIROBI  
correspondance

Le représentant en Somalie du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR), M. Abdallah Saïed, prié par les autorités gouvernementales de quitter le pays, devait arriver samedi 5 août à Nairobi. Aucune explication officielle n'a été avancée pour justifier ce que d'aucuns considèrent comme une expulsion arbitraire et mal déguisée.

M. Abdallah Saïed avait pris ses fonctions à Mogadiscio il y a quelques mois seulement. D'origine soudanaise, ce fonctionnaire des Nations unies est de confession musulmane, comme la majorité de ses compatriotes et comme l'écrasante majorité de la population somalienne. Cette affinité culturelle, qui a facilité ses contacts et ses relations, n'a pas suffi à apaiser les divergences de vues entre le HCR et le gouvernement somalien sur la

question des réfugiés et, plus précisément, sur leur nombre réel.

Tandis que le gouvernement « revendique » près de huit cent quarante mille réfugiés, le HCR soutient, en privé, que ce chiffre est « gonflé » du double au moins par rapport à la réalité. Les responsables des Nations unies à Genève, qui ont confirmé, vendredi, le départ de leur représentant à Mogadiscio, se gardent de tout commentaire.

Dans le nord de la Somalie, ravagé par la guerre civile, le HCR a réduit progressivement son aide, n'apportant désormais des secours qu'aux camps de Tug-wajale et de Boroma, près de la frontière éthiopienne. Selon les Nations unies, l'accord de réconciliation, signé en 1988 par Adis-Abebe et Mogadiscio, aurait provoqué une diminution importante de réfugiés éthiopiens. D'autre part, les violents combats qui ont éclaté en mai 1988 à Hargeisa — la capitale du Nord — et le climat général d'insécurité qui règne

depuis lors dans la région, ont conduit le HCR à transférer, en février 1989, ses « bureaux » de Hargeisa à Boroma et à réduire de sept à deux le nombre de ses permanents. Troisième donnée du problème, non négligeable bien que officielle : les détournements de l'aide alimentaire opérés ici et là par les potentats locaux ou par les officiers de l'armée régulière.

## « Le cimetière de l'aide étrangère »

La Somalie, que les mauvaises langues ont baptisée par ironie « le cimetière de l'aide étrangère », semble ne pas devoir faillir à sa réputation. Désastre économique et chaos politique obligent, la corruption et les trafics de contrebande sont devenus monnaie courante. Dans le nord du pays mais aussi dans le sud, la ville côtière de Kismayo, principale garnison de la région, est un important lieu de passage des importations clandestines de khat. Cette

drogue fameuse, que l'on « broute » traditionnellement dans toute la corne de l'Afrique, permet aux notables et aux militaires de survivre, sinon de s'enrichir, de manière régulière. Les troubles qui ont éclaté au sein de l'armée gouvernementale, et notamment à Kismayo, seraient, en partie, liés à ce trafic.

La majorité des officiers et des soldats somaliens sont originaires de la région de l'Ogaden. La disgrâce politique qu'ils ont subie en janvier — marquée par l'éviction spectaculaire du ministre de la défense puis, récemment par son arrestation — s'est très vite traduite à l'échelon local. Le général Noor, qui commandait la garnison de Kismayo, aurait été écarté en mars dernier, et c'est un proche parent du président Siad Barre, membre du clan Marehan, qui aurait pris le contrôle des ventes de khat. Aux dissensions politiques et aux rivalités claniques s'ajouteraient donc un élément « mafieux » non négligeable.

CATHERINE SIMON.

## BURKINA-FASO

## Libération des détenus politiques

Le chef de l'Etat burkinabé, le capitaine Blaise Compaoré, a gracié et fait libérer, jeudi 3 août, tous les détenus politiques et a accordé des réductions de peine à des prisonniers de droit commun, a annoncé la radio nationale.

Cent quatre-vingt-seize personnes bénéficient de la mesure de grâce présidentielle décidée à la veille du sixième anniversaire de la Révolution, « dans le cadre de la politique de désescalade et de détente prônée par le Front populaire », l'instance politique suprême du Burkina.

Parmi les personnes graciées et libérées, la radio a cité MM. Ernest Nongma Ouédraogo (ancien ministre de l'Administration territoriale dans le dernier gouvernement du président Thomas Sankara), Mousila Sankara (cousin de l'ancien président et ancien ambassadeur du Burkina au Mali), le lieutenant Etienne Zongo et le sergent-chef Forogo (anciens gardes du corps du capitaine Sankara), qui avaient été arrêtés après le coup d'Etat du 15 octobre 1987, qui a coûté la vie au capitaine Sankara. — (AFP)

## EN BREF

● BÉNIN : arrestation à Paris d'Ahmed Cissé. — Ahmed Cissé, surnommé le « Raspoutine du Bénin » en raison de l'ascendant qu'il exerçait pendant plus de dix ans sur le président Mathieu Kérékou, a été arrêté à Paris fin juillet, a-t-on appris, vendredi 4 août, de source policière. Il a été inculpé de « recel de faux documents bancaires ». Il est soupçonné d'avoir sorti frauduleusement 2,5 milliards de francs CFA (50 millions de francs) de la Banque commerciale du Bénin, la principale banque du pays, virtuellement en faillite.

● MALI : quatre étudiants torturés, selon Amnesty international. — Amnesty international a dénoncé, vendredi 4 août, les tortures infligées à quatre étudiants de l'Ecole nationale des ingénieurs de Bamako, arrêtés pour délit d'opinion le 19 juin dernier. Dans un communiqué, l'organisation humanitaire indique que les quatre étudiants — Adama Bantiri Coulibaly, Souleymane Dembélé, Ibrahim Tangara et Boukissoum Kiri — sont détenus sans jugement. Leur arrestation serait liée à leurs activités au sein de l'Association des scolaires et universitaires maliens non reconnus par l'Etat. — (AFP)



## Europe

URSS : après quarante jours de travaux

### La session du Soviet suprême a marqué l'émergence d'un nouveau pouvoir législatif

MOSCOU  
de notre correspondant

Après quarante jours de travaux, le nouveau Soviet suprême a achevé, vendredi 4 août, une première session au cours de laquelle sont apparus les défauts d'un nouveau pouvoir législatif en URSS. Cette session, entamée le 26 juin, constituait en tout cas pour plusieurs députés l'ébauche d'un transfert du pouvoir, sans partage depuis des décennies, du Parti communiste soviétique vers le Parlement, qui n'était auparavant qu'une simple chambre d'enregistrement des décisions du comité central et du bureau politique. Tout cela appartenait au passé et, selon la réforme voulue par Mikhaïl Gorbatchev, le Soviet suprême est maintenant un organe qui se réunit plusieurs fois par an pour examiner l'action du gouvernement et approuver la nomination de ses ministres, alors que ses sessions antérieures se réduisaient à de fâcheuses et invariables votes à l'unanimité lors de réunions qui ne duraient que quelques jours chaque année.

« Nous voyons déjà un déplacement du pouvoir vers les Soviets », a ainsi estimé à la fin des travaux Roy Medvedev, un ancien dissident devenu maintenant député. Plus prudent, Gavril Popov, l'académicien réformateur qui venait d'être élu le week-end dernier à la direction d'un groupe parlementaire de « gauche », le premier du genre depuis les députés du pouvoir soviétique, a considéré, pour sa part, qu'il était trop tôt pour se prononcer sur ce transfert du pouvoir. Il a notamment rappelé que tout dépendrait du renouvellement des effectifs du Soviet suprême, un cinquième du Parlement soviétique devant être renouvelé chaque année.

Le coup de tonnerre des grèves

Mais il n'est pas impossible que les opinions évoluent rapidement au choc des échanges d'idées et des débats qui ont été retrasmis, de surcroît, à la télévision et ont contribué ainsi à la politisation de la population. Les Soviétiques avaient déjà découvert avec délice les charmes des joutes politiques lors du congrès des députés du peuple, même s'ils furent nombreux à manifester, à la fin des travaux, leur déception devant l'absence de résultats concrets. André Sakharov considérait lui-même récemment que l'un des principaux résultats du Congrès des députés était d'avoir contribué à la « politisation » de la population. Même si les débats au Soviet suprême revêtaient un côté beaucoup plus technique et, disons-le, moins passionnel que ceux du Congrès, les travaux du Parlement soviétique ont également contribué à la formation politique de la population. Mikhaïl Gorbatchev a lui-même estimé que cette première session avait constitué une « véritable école de politique, une université » pour les Soviétiques.

Embourbés, dans un premier temps, dans de longues procédures de nomination des ministres du gouvernement, les travaux du Soviet suprême se sont soudainement dramatisés avec le formidable coup de tonnerre que représenterait pour le pays l'annonce des grèves des

mineurs. Les députés se rendaient compte alors, si besoin était, que la situation sociale et économique du pays était grave et qu'il fallait accélérer le rythme des travaux.

Plusieurs parlementaires interrogés à l'issue de la session reconnaissent d'ailleurs que les grèves des mineurs et la menace d'un arrêt de travail dans les chemins de fer à partir du 1<sup>er</sup> août avaient donné un coup de fouet à leurs travaux. Pour la première fois dans l'histoire du pays, des députés épousaient ouvertement les revendications de la population et expliquaient les doléances des grévistes.

Les cadres locaux, accusés de carence dans leurs fonctions, sachant fort bien qu'ils ne seront pas réélus lors de la prochaine échéance électorale, mais aussi les syndicats furent mis au ban des accusés, et un député lituanien appelait même à créer des syndicats indépendants.

La longue procédure de désignation des membres du gouvernement, où les députés adoptaient toute une série de lois portant notamment sur l'augmentation des retraites et des pensions aux catégories les plus démunies de la population, sur l'imposition des coopératives, des amendements aux lois sur les entreprises d'Etat qui leur permettraient d'être plus autonomes vis-à-vis du pouvoir central et enfin un projet de texte sur les grèves, présentés en catastrophe par le président des syndicats, qui ne devaient être finalement adoptés qu'en septembre prochain, lors de la deuxième session parlementaire, après discussion publique.

Cette session parlementaire a également été marquée par un événement de taille : la création d'un groupe parlementaire au sein du Soviet suprême, appelé « groupe inter-régional », et qui rassemble des députés progressistes, dont Boris El-

sine, député de Moscou, mais aussi l'académicien Andreï Sakharov ou l'historien Youri Afanassiev.

Tout d'abord accusé de chercher à créer la division dans les rangs du Soviet suprême, ce « groupe inter-régional », qui réunit quelques deux cent cinquante députés, semble avoir acquis rapidement assez de notoriété. Le président de la chambre de l'Union, l'une des deux chambres du Soviet suprême, M. Evgeni Primakov, avait d'ailleurs assisté aux travaux du groupe il y a une semaine en l'appelant à collaborer davantage aux travaux du Parlement.

« Pas de panique »

Autre innovation, qui montre la nouvelle importance accordée au Parlement soviétique : M. Gorbatchev a présenté devant les députés un rapport sur ses récents déplacements en Grande-Bretagne, en RFA et en France, ainsi que sur l'état actuel des relations internationales. Les comptes-rendus de politique étrangère étaient réservés jusqu'ici aux instances supérieures du Parti communiste.

Lors de son discours de clôture, Mikhaïl Gorbatchev s'est félicité du travail accompli par les députés et a souligné que le Soviet suprême avait « confirmé qu'il était l'organe suprême du pouvoir ». Il a estimé aussi que le nouveau parlement constituait une « garantie que la perestroïka était irréversible ».

Reconnaissant que les discussions s'étaient parfois quelque peu enflées, le numéro un soviétique a toutefois aussitôt ajouté que les députés avaient acquis de l'« expérience de jour en jour ». Il a enfin démenti qu'un vent de panique ait soufflé sur les dirigeants soviétiques au moment des grèves. « Ce n'est pas la panique. C'est la perestroïka », a lancé Mikhaïl Gorbatchev. De même, les travaux ont prouvé que le « pluralisme d'opinion ne constituait pas un obstacle à l'unité d'action ».

Les députés devraient maintenant se retrouver dans la deuxième moitié de septembre. — (Interfax.)

## TURQUIE

### Nombreuses protestations après la mort de deux détenus politiques

De nombreuses protestations s'élevaient en Turquie après la mort, mercredi 2 août, dans la prison d'Aydin (à 100 kilomètres d'Izmir), de deux détenus qui faisaient la grève de la faim depuis trente-cinq jours. Les deux hommes venaient d'être transférés de la prison d'Edirne, à 300 kilomètres de là (le Monde du 5 août).

La Ligue des droits de l'homme, l'association des familles de détenus politiques Teyad, une partie de la presse et le principal parti d'opposition, le Parti populaire social-démocrate (FSPD), ont mis en cause les autorités pénitentiaires pour ce transfert et « épuisement », dans « un fourgon blindé sans aération » que l'état des grévistes de la faim ne leur permettait pas de tolérer. Les familles des deux hommes affirment qu'ils ont été « battus à mort » à leur arrivée à la prison d'Aydin.

Le FSPD et le barreau d'Ankara ont demandé la démission du ministre de la justice, M. Otan Sungur. Les députés du FSPD ont également annoncé vendredi leur intention de demander une enquête du Parlement sur les responsables médicaux des prisons qui ont pris la décision du transfert.

Selon M. Fevzi Argun, responsable d'une organisation des droits de l'homme, plusieurs centaines de détenus se seraient joints, après la mort des deux prisonniers, au mouvement de grève de la faim qu'observaient depuis le fin juin 252 autres détenus pour protester contre leurs conditions de détention.

Enfin, une cinquantaine de personnes accusées d'avoir organisé jeudi à Istanbul une « manifestation illégale » de protestation ont été déferées vendredi matin devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul. Un millier de personnes avaient participé à cette manifestation qui dénonçait la circulaire du 1<sup>er</sup> août 1988 du ministère de la justice réglementant les conditions pénitentiaires des détenus politiques, à l'origine de la grève de la faim. Une campagne de pétition demandant l'abrogation de cette circulaire est en circulation en Turquie.

Les deux détenus morts mercredi étaient membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste séparatiste). L'un d'eux, Mehmet Yalçınkaya, avait été condamné à mort, tandis que le procès de l'autre, Hüseyin Husnu Eroglu, était toujours en cours. Ce sont les treizième et quatorzième détenus politiques morts en prison depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980, selon la presse turque. — (AFP, Reuters.)

● Enquête sur une « bavure » — Les autorités judiciaires turques ont ouvert une enquête à la suite de la mort de trois paysans lors d'une opération de l'armée, qualifiée de « bavure » par l'opposition et la presse turque. 4-4-on après vendredi 4 août à Diyarbakir (sud-est de la Turquie). Trois paysans de Yoncali avaient été tués près de leur village par une patrouille de l'armée, selon la presse et l'opposition turques. Selon ces mêmes sources, les victimes étaient soupçonnées par les autorités provinciales d'être membres du Mouvement indépendantiste kurde, le PKK. — (AFP.)

## Asie

CHINE

### Les autorités démentent les rumeurs sur le mauvais état de santé de M. Deng Xiaoping

PÉKIN  
de notre correspondant

Les autorités chinoises ont catégoriquement démenti, samedi 5 août, des informations selon lesquelles M. Deng Xiaoping serait dans un très grave état de santé. Il s'agit, a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, de « rumeurs sans fondement et malintentionnées ». La presse de Hongkong et une agence de presse japonaise avaient rapporté la veille que M. Deng était très souffrant, voire mourant ou déjà décédé. L'agence Jiji citait des sources non identifiées selon lesquelles les plus hauts dirigeants chinois s'étaient rendus à son chevet, mercredi, dans la station balnéaire de Beidaihe, où M. Deng passe régulièrement l'été. Le vieux dirigeant chinois, qui atteindra l'âge de quatre-vingt-cinq ans le 22 août, souffrirait de la prostate selon diverses informations non officielles qui n'ont pas été formellement démenties. L'agence japonaise ajoutait qu'il souffrirait aussi d'un cancer du larynx.

Comme à plusieurs occasions dans le passé, les rumeurs sur l'état de santé de M. Deng ont aussitôt provoqué une chute sensible de la Bourse de Hongkong : cinquante points en une journée pour l'index Hang Seng qui lui sert de baromètre. Sans attendre Pékin, les services de l'agence Chine nouvelle à Hongkong, qui font office de représentation officielle du régime communiste dans la colonie britannique, s'étaient empressés de démentir les rumeurs afin de freiner le glissement de l'indice boursier local, symbole du capitalisme que la Chine populaire s'efforce de préserver pour l'avenir du territoire.

M. Deng n'a pas été vu en public depuis le 9 juin. Après trois semaines de disparition suivant sa rencontre historique avec Mikhaïl Gorbatchev, il avait fait alors une réapparition spectaculaire devant un aérodrome de militaires — le film de cette réunion fut diffusé ultérieurement par la télévision sans le son — pour justifier la répression du soulèvement populaire tout en insistant pour que la ligne dure triomphait

au sommet du régime ne referme pas la Chine sur elle-même. M. Deng n'a ensuite assisté à aucune des réunions formelles des instances qui ont entraîné l'éviction de son deuxième dauphin, M. Zhao Ziyang, au profit d'un homme de transition, M. Jiang Zemin. Plus encore que sur l'état de santé réel du vieux dirigeant, cette nouvelle irruption de rumeurs à son sujet est révélatrice de l'état de « bréviairement » dans lequel la crise du printemps a laissé le régime chinois, treize ans après la mort de Mao.

FRANCIS DERON.

● Défection de quatre diplomates. — Trois diplomates chinois ont obtenu l'asile politique en Grande-Bretagne et une quatrième demande est en cours d'examen, a annoncé, vendredi 4 août, le Foreign Office. Au total, une vingtaine de diplomates chinois ont obtenu l'asile politique à l'étranger depuis les événements de la place Tiananmen. — (AFP.)

JAPON

### Le nouveau style de l'empereur Akihito

(Suite de la première page.)

« Leurs Majestés n'ayant pas l'habitude » des conférences de presse, s'il y avait un soupçon d'équivoque sur le sens des réponses, les fonctionnaires de la maison impériale devaient en donner la version « exacte » après le départ de l'empereur et de l'impératrice, afin de prévenir toute interprétation qui aurait pu dévier de l'orthodoxie.

Précision qui n'évite pas quelques ambiguïtés : l'empereur ayant exprimé la volonté de rester fidèle à la Constitution, une controverse s'ensuivit sur la traduction en anglais de l'expression employée qui signifie soit « défendre », soit « obéir à ». La seule réponse « politique », encore qu'indirecte, faite par l'empereur Akihito concerna la responsabilité éventuelle de son père dans la guerre.

« Il est très important de défendre la liberté d'expression, qui est à la base de la démocratie », déclara-t-il en réponse à une question sur les possibilités de discussion du système impérial. Cette liberté d'expression inclut-elle la question de responsabilité de l'empereur Showa dans la guerre ? « Oui. Elle l'inclut », répondit l'empereur.

Trente-sept minutes

L'empereur Akihito semble bénéficier de la liberté d'expression, dont il défend le principe, moins que tout autre japonais, comme en témoigne le caractère convenu de ses réponses. Il semble, notamment, qu'il y ait une différence substantielle entre les « regrets » formels, attribués officiellement à des qu'est évoquée la question de la guerre (et auxquels, une nouvelle fois, l'empereur est recouru), et les formules d'un contenu moins vague qui sont employées lorsqu'il reçoit en privé des hôtes étrangers — comme plusieurs versions controversées de certaines de ces audiences le laissent supposer. Ce fut le cas dernièrement, lors de l'entretien entre l'empereur Akihito et le premier ministre chinois Li Peng : l'ambassadeur de Chine à Tokyo en donna une version qui entraîna une mise au point de la maison impériale.

Si l'empereur Akihito paraissait malgré tout répondre avec une certaine aisance aux questions, l'impératrice semblait plus tendue. Faisant preuve de cette réserve stéréotypée de la femme japonaise, attentive et opinant de la tête lors-

que l'homme s'exprime, elle répondit néanmoins à plusieurs reprises à des questions, ne s'animant un peu que lorsqu'on lui demanda son opinion sur les produits étrangers.

Elle parut alors inopinément tendue pour quelques brèves secondes, demandant qu'on lui répète la question qu'elle avait oubliée. Relativement ouvert, le couple impérial refusait cependant de faire le moindre commentaire sur le mariage du prince héritier, qui reste un curieux tabou.

Cette conférence de presse était déjà en soi un signe d'évolution (d'ailleurs, pour la première fois, on utilisa l'expression « conférence de presse », alors que, jusqu'à présent, on l'évitait, car elle implique que l'on place l'empereur et les journalistes au même niveau). Si son objectif était de montrer que la famille impériale entendait « vivre de manière plus conforme à la société moderne », comme le déclara d'ailleurs l'empereur, elle n'a atteint que partiellement son objectif : elle suivit un scénario minuté (trente-sept minutes) et un protocole d'un formalisme encore pesant, sinon quelque peu anachronique.

Contrairement à son père, qui, bien qu'il ait renoncé à son essence divine, menait une existence à part, l'empereur Akihito, qui subit chaque année un examen médical complet et donne son sang à la Croix-Rouge, paraît davantage de ce monde. Mais il lui faudra sans doute des années avant de réussir à faire évoluer la rigide maison impériale.

PHILIPPE PONS.

## Le Monde

### ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue. VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (taux normal)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	160 F	281 F
2 mois	260 F	482 F
3 mois	365 F	700 F

\* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-88-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS  
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ su \_\_\_\_\_

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) \_\_\_\_\_

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

سنة ١٤١٠ هـ

## ENVIRONNEMENT

Accalmie sur le front du feu

## Vingt-deux suspects interpellés

Sur le front du feu, une trêve toute relative s'est établie à l'aube du samedi 5 août. Des centaines d'hommes, dont un commando hélicoptère et plusieurs bombardiers d'eau, s'employaient à contenir deux incendies continuant à courir dans la garrigue à Nans-les-Pins (Var) et aux Vigas (Gard).

La liste des victimes s'allonge. Un jeune Corse de vingt-deux ans est mort vendredi soir à Lyon des suites des brûlures qu'il avait subies au début de la semaine, portant à quatre le nombre des décès provoqués par les feux dans l'île de Beauté. Parmi les pompiers blessés, plusieurs sont dans un état préoccupant. C'est le cas d'un sautier corse, qui se trouve à l'hôpital des grands brûlés à Lyon, et d'un sergent-chef du Val-d'Oise, qui a été brûlé à près de 80 % en tentant d'arrêter un feu de chaume allumé par un agriculteur près de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise.

La chasse aux incendiaires se poursuit activement. Vingt-deux suspects ont été interpellés ces jours derniers. Plusieurs d'entre eux sont déjà inculpés et écroués. Dans le Gard, un jeune homme qui ne jouit pas de toutes ses facultés mentales a avoué avoir allumé plusieurs feux pour assister au ballet aérien des Canadairs. Dans les Bouches-du-Rhône, c'est un enfant de douze ans qui a provoqué l'incendie ayant détruit

1 000 hectares de pinède, pour venger son père inarié par un garagiste local.

En Gironde, les gendarmes ont arrêté un ouvrier forestier de vingt-six ans qui a avoué avoir mis le feu sous les pins pour faciliter son travail de débroussaillage.

Ces faits ont amené M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, à donner aux procureurs généraux des consignes de sévérité. Selon le garde des sceaux, les incendies de forêt « doivent faire l'objet d'enquêtes minutieuses en vue d'en rechercher les auteurs volontaires ou involontaires ». M. Arpaillange avait indiqué au début du mois de juillet qu'il y avait lieu de « requérir une mesure de placement en détention » à l'égard des pyromanes. A l'exception de ces derniers, le code pénal prévoit des peines d'emprisonnement de cinq à dix ans et une amende de 5 000 F à 200 000 F. Les incendiaires involontaires encourrent, selon le code forestier, de six à onze mois d'emprisonnement et des amendes de 1 300 F à 20 000 F. Ces peines peuvent être doublées lorsque le sinistre a entraîné mort d'homme. De son côté, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a souhaité vendredi 4 août, lors de sa tournée d'inspection dans le Gard, que, à l'occasion de la réforme du code pénal, les peines prévues pour les incendiaires soient alourdies.

L'élevage ovin et la lutte contre les incendies

## La disgrâce des bergers

(Suite de la première page.)

Les campagnes se sont vidées. Les piémonts et les montagnes aussi. Le mouton et la chèvre ne nourrissent plus leur homme. Sous le poids des excès du pastoralisme a prospéré la broussaille.

Les 75 000 éleveurs de moutons de l'Hexagone ne prétendent pas substituer au Canada le pacage de leur paisible animal. Ils savent en revanche que multiplier par dix le nombre de ces ovins gonflés d'eau n'empêchera pas les feux de partir si la prévention est négligée. Or le mouton a depuis longtemps prouvé ses qualités de pare-feu. On pouvait s'assurer des bergers lambda jusqu'à leurs échasses. Sans la saignée pastorale de ces dernières années, 3 000 hectares de forêt n'auraient pas succombé récemment aux flammes en quarante-huit heures, dans cette région où la maïs s'entoure trop souvent d'herbes hautes... Le mouton pour prévenir les risques naturels, les avalanches, les glissements de terrain ou les incendies ? Le mouton pour fixer l'homme sur son terroir avant les premiers signes de la friche ? L'idée, fautive d'être moderne, met du temps à germer. Comment nier cependant que les trois quarts du cheptel ovin français occupent les régions défavorisées de la moitié sud du pays, les reliefs accidentés, les terres de rien ? Entre 1980 et 1988, le troupeau s'est dégringolé d'un million de brebis, soit 20 % des effectifs.

## Dix-sept communes du Gard s'organisent contre les feux de garrigue

A l'initiative de M. Jean Bousquet, maire de Nîmes et député (appartient UDF) du Gard, dix-sept communes de ce département ont décidé de s'organiser pour prévenir et combattre les incendies de garrigue. Cette décision fait suite aux déclarations de M. Bousquet qui, après les feux catastrophiques qui ont dévasté 1 700 hectares de garrigue aux portes mêmes de sa ville, avait reproché à l'Etat de n'avoir pas mobilisé tous les moyens disponibles. Assurant ses responsabilités, le député du Gard a donc pris le parti d'assurer son auto-défense.

Son plan prévoit que les unités militaires locales organiseront en « période rouge » des patrouilles de surveillance et de dissuasion. Un protocole sera signé avec les aéroclubs pour que leurs adhérents effectuent des vols d'observation.

Les communes elles-mêmes assureront des débroussaillages aux limites des zones habitées et les agriculteurs ouvriront des coupe-feu dans les chaumes. Plans de circulation aux périodes dangereuses, amélioration des réseaux de communication et équipements anti-feu des véhicules municipaux sont également prévus. Devis : 1 million de francs.

« Si la tendance se poursuit, la France perdra plus du tiers de ses moutons d'ici à la fin du siècle », prévient la FNO. « Là où les feux prennent, constate M. Métyer, les troupeaux ont diminué de 25 % ».

## Déficit ovin

La mise en quarantaine du mouton ne se justifie en rien par de quelconques excédents qui encombreraient le marché. La France a importé en 1988 pour 2 milliards de francs de viande ovine (100 000 tonnes), l'équivalent de cinq millions d'agneaux qui auraient pu, sans rechigner, valoriser les surfaces fourragères et les prairies non labourables, abandonnées par les producteurs de lait depuis l'instauration des quotas. D'aucuns notent avec malice que l'affaire des faux époux Turenge n'a rien arrangé. La France, qui importait 4 200 tonnes par an de mouton néo-zélandais avant le sabotage du Rainbow Warrior en achète désormais 6 000 tonnes.

« Revenir à nos moutons » n'est pas nécessairement un retour en arrière. Les initiatives se multiplient dans le Lubéron, le massif des Maures, le Var et les Hautes-Alpes, pour ramener les troupeaux sur leurs parcours d'autan afin de mieux gérer les grands espaces du Midi, mi-garrigue, mi-forêt.

C'est au printemps que le nettoyage des herbes et broussailles est le plus efficace, avant la grande montée de sève qui transforme la végétation en brasier géant. Réintroduire le mouton suppose un autre cheminement, culturel celui-là, de la part des agriculteurs et des pouvoirs publics. Maintenir une activité pastorale dans les zones sensibles n'est pas nécessairement dégradant pour l'image du monde paysan, qui préfère, c'est vrai, mettre en avant la compétitivité de ses céréales. Verser un revenu décent aux bergers de cette fin de siècle n'est pas non plus une injure faite au contribuable, si le mouton, par la seule présence

de levée de l'état d'urgence au Manitoba. — Seule la pluie qui est enfin tombée avec une relative abondance sur le Canada a pu stopper les immenses incendies ravageant les forêts de la province de Manitoba depuis plusieurs semaines. Les autorités ont décidé de lever l'état d'urgence, mais, sur les 25 000 personnes évacuées le mois dernier, des milliers pour la plupart — 2 500 seulement ont été autorisées à regagner leurs campements. On estime que plus de 2 millions d'hectares de forêts ont été détruits par les incendies, dont le déploiement d'importants moyens de lutte ayant déjà coûté l'équivalent de 180 millions de francs.

humaine qu'il suppose, rend la nature moins inflammable.

Tirer le berger de l'oubli pour sauver la forêt du feu, c'est sans doute battre en brèche l'idéologie agricole dominante, assise sur les impératifs de rendements à l'hectare et de stricte rentabilité : sur l'idée aussi que l'agriculture française sera d'autant plus moderne qu'elle sera moins nombreuse. Le mouton sera peut-être l'emblème du contre-courant écologique qui gagne le monde paysan. Le feu, on le voit, brûle sans compter. C'est dire qu'on n'est jamais trop pour l'éteindre quand il est dans la maison.

ÉRIC FOTTORINO.

## L'incendiaire n'est pas un pyromane

Alors que le terme de pyromane est le plus souvent utilisé, c'est, au contraire, à des incendiaires qu'on doit la majorité des incendies criminels récents. « Les incendiaires allument des feux par vengeance, par jalousie ou par intérêt, mais sans souffrir d'aucun déséquilibre mental. Ils relèvent donc du droit commun », explique le professeur Jean-Marie Albi (hôpital Saint-Antoine, Paris). Incendiaires donc l'ouvrier agricole qui voulait mieux débroussailler son champ et le jeune garçon qui voulait venger son père.

Les pyromanes, en revanche, provoquent des incendies pour jouir du spectacle, auquel ils prennent un plaisir pervers. Il existe d'ailleurs plusieurs types de pyromanes selon les critères psychiatriques. Certains sont des débilés légers, d'autres peuvent être, au contraire, d'une intelligence supérieure. Beaucoup d'entre eux sont des psychotiques rêvant de purifier le monde par le feu. Enfin, les psychiâtres insistent tous sur la possibilité d'attribuer à ces incendiaires un rôle de « déclencheur » chez les pyromanes en puissance.

● Dix nouveaux Canadairs livrés à l'Espagne. — Canadair, division aéronautique du groupe canadien Bombardier, a annoncé le 3 juillet la vente de dix avions-citernes d'un nouveau modèle à l'Espagne. Ils font l'objet d'un contrat de plus de 1,2 milliard de francs selon lequel Canadair sera également chargé d'équiper quinze autres appareils espagnols plus anciens avec un nouveau moteur à turbo-propulsion Pratt et Whitney. Il doit améliorer les performances des avions et permettre d'effectuer trois mille heures de vol entre deux révisions.

● L'Espagne est le premier acheteur étranger du nouveau Canadair. Les pourparlers engagés depuis trois ans entre le gouvernement français et la firme canadienne, pour la vente d'une douzaine de ces nouveaux avions-citernes, n'ont toujours pas abouti.

Selon les écologistes italiens

## Trop de baignades douteuses sur la Côte d'Azur

NICE

de notre envoyé spécial

Un malheur n'arrive jamais seul. Le vent n'a pas encore balayé les fumées des incendies qui viennent de ravager la Côte d'Azur que déjà les vacances apprennent une autre mauvaise nouvelle : plusieurs de leurs baignades préférées sont de qualité douteuse et certaines sont même franchement polluées. Des chiffres tout à fait précis ont été rendus publics, jeudi 3 août, par une équipe de scientifiques italiens, appartenant à la Lega per l'ambiente la Ligue pour l'environnement. C'est dans leur bateau-laboratoire, l'Anello, un solide voilier de 20 mètres amarré dans le port de Nice, qu'ils ont accueilli les journalistes.

Qui sont ces Italiens qui viennent tremper leurs éponnettes dans nos eaux territoriales ? Lancée en 1980 par une poignée de scientifiques antimaculaires, la Ligue pour l'environnement est aujourd'hui, avec cinquante mille adhérents et six cents groupes locaux, l'une des associations écologistes les plus puissantes de la Péninsule. Conseillée par une comité scientifique, épluée par plusieurs dizaines d'avocats, représentée par une douzaine de parlementaires, médiatisée par un mensuel, Nuova Ecologia et par une agence de presse, elle constitue un lobby fort entreprenant. Elle a joué un rôle de premier plan dans la campagne qui a abouti à l'arrêt total du programme nucléaire italien. L'an dernier, elle a promené dans une vingtaine de villes un « train vert », qui a attiré l'attention des municipalités et des populations sur ces deux

fléaux citadins que sont le bruit et la pollution par les gaz d'échappement.

Depuis quatre ans, la Ligue organise, pendant l'été, tout autour de la Côte d'Azur, une croisière de surveillance de la salubrité des baignades, baptisée « La golette verte ». L'hebdomadaire l'Espresso, qui paraît l'opération, publie chaque semaine les résultats des analyses d'eaux de mer. Il s'agit d'obliger les villes côtières et les stations balnéaires à construire enfin des installations d'épuration. « Nous avons trois objectifs », dit Nanni Lauretti, l'un des porteurs de la Ligue, « protéger la santé des baigneurs, sauvegarder notre patrimoine touristique et sauver la Méditerranée ».

## Ecologistes sans frontières

Cette année, la Ligue a décidé d'internationaliser son action. Ses deux navires-laboratoires, le Black Demon et l'Anello, poussent leurs investigations, l'un vers les côtes yougoslaves, l'autre vers la Côte d'Azur française. C'est la première fois qu'une association privée entreprend une action d'une telle envergure. Au début de la semaine, l'Anello, toutes voiles dehors, a donc fait son entrée dans le port de Saint-Tropez. Pendant ce temps-là, une voiture, avec deux techniciens à bord, avait suivi la côte, s'arrêtant sur une vingtaine de plages, pour effectuer des prélèvements d'eau de mer.

Avant même que les résultats des analyses soient connus, l'arrivée du navire italien a semé la crainte. « Quoi ? Vous êtes des écologistes ? », a demandé le capitaine

ment le maire à piqué une tête sans autre inconvénient qu'une légère pigmentation de l'épiderme.

● Le maire de Sainte-Maxime veut rhabiller ses estivants. — M. Jean Bousquet, maire de la station balnéaire de Sainte-Maxime (Var), vient de signer un arrêté interdisant de se promener en maillot de bain dans la ville — où règnent pourtant des températures frisant les 30° C à l'ombre. Les policiers municipaux ont été chargés de faire respecter cette décision, y compris sur la promenade de bord de mer. — (A.F.)

## SPORTS

ÉQUITATION : CSIO de Dinard

## La Coupe des nations aux Pays-Bas

A deux semaines des championnats d'Europe de sauts d'obstacles, organisés aux Pays-Bas, l'équipe néerlandaise a démontré sa grande forme en remportant, vendredi 4 août, la Coupe des nations du CSIO de Dinard à l'issue de parcours sans faute de ses quatre cavaliers.

L'équipe de France privée de Hubert Bourdy, qui souffrait des adducteurs, et de Michel Robert, écarté pour non respect du règle-

ment, a pris la deuxième place avec Jean-Marc Nicolas (Midway Saint Peer), Hervé Godignon (La Bellissime Modè), Pierre Durand (Jappeloup de Luze) et Philippe Rozier (Oscar Malezan), pénalisés de 5,50 points. Après dix épreuves, la France occupe, avec 26,5 points, la troisième place au classement général de la Coupe des nations derrière les Etats-Unis (28 points) et la Grande-Bretagne (27 points).

## EN BREF

● Une « mère d'Alger » retrouve sa fille. — Après deux années de procédures juridiques, une grave de la faim et de multiples démarches, une des « mères d'Alger », M<sup>me</sup> Annie Turpault, trente-cinq ans, vient de retrouver sa petite fille Eve, sept ans, retenue en Algérie depuis 1987 par son père en dépit des décisions judiciaires acceptées par les autorités algériennes. Eve est le quatrième enfant rendu à sa mère depuis que la convention franco-algérienne, destinée à régler le contentieux sur les enfants de couples mixtes séparés, a été signée en 1988. M<sup>me</sup> Turpault a adressé, jeudi 3 août, un message de reconnaissance au président de la République.

● Une organisation juive proteste contre des propos du pape. — La section américaine de la Ligue antidiffamation du B'nai B'rith organisation juive, a adressé au Vatican une lettre réclamant des déclarations sérieuses sur une déclaration faite cette semaine par le pape Jean-Paul II, laissant entendre, selon elle, que l'alliance entre Dieu et le peuple juif, « peuple élu », a été rompue et supplantée par une alliance chrétienne.

Selon le texte diffusé par le Vatican, le pape a déclaré en anglais lors d'une audience : « L'histoire de l'Ancien Testament montre de nombreux exemples d'infidélité d'Iraël à Dieu. Dieu a dès lors envoyé les Prophètes comme messagers pour inviter le peuple à la conversion (...). La nouvelle alliance (...) a été établie par le sacrifice rédempteur du Christ et par la force du Saint-Esprit. » Selon le B'nai B'rith, le pape aurait ajouté : « Ce « don parfait d'en haut » descend pour remplir les cœurs de tous et pour les réunir au sein de l'Eglise, en en faisant le peuple de Dieu de la nouvelle alliance éternelle. » — (Reuters).

● Les agriculteurs du Sud-Ouest s'inquiètent de l'indemnité. — Le ministre de l'agriculture a indiqué le 4 août que les exploitants du Sud-Ouest s'inquiètent de l'indemnité de début juillet peuvent constituer leurs dossiers pour être indemnisés par le fonds de garantie des calamités agricoles. Sont concernées plusieurs zones du Lot-et-Garonne, de la Dordogne et de la Gironde, ainsi que des communes du Lot, des Landes, du Tarn-et-Garonne et de la Corrèze.

du port au commandant de l'Anello. « Surtout, pas d'histoires. Et vous repartirez dès demain, n'est-ce pas ? ». Il est vrai que la Côte d'Azur n'a pas de quoi paviser. Selon les scientifiques de la Ligue pour l'environnement, sur les dix-neuf baignades où ils ont effectué des prélèvements, dix montrent des signes de pollution bactériologique. Dans la baie des Anges, à Nice, les taux de coliformes et de streptocoques sont plusieurs fois ce qu'ils devraient être. C'est le point le plus noir de cette portion du littoral. Mais à Cros-de-Cagnes, à Antibes, à Beaulieu, les eaux sont également plus que douteuses. Et, sur six autres plages, on trouve des germes en quantité anormale.

Ces révélations n'étonneront guère les baigneurs, qui se plaignent de ce qu'on appelle ici les OFNI (objets flottants non identifiés). Elles ne surprendront pas non plus les fonctionnaires chargés de surveiller la salubrité des baignades. Le 28 juin, M. Brice-Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, faisait, en conseil des ministres, une communication sur le littoral qui ne brillait pas par l'optimisme (le Monde du 14 juillet). On y a appris que le programme de construction de stations d'épurations lancé en 1980 pour la Côte d'Azur, n'a toujours pas été exécuté. Résultat : les deux tiers des eaux sales n'y subissent aucun traitement. L'opération italienne « Golette verte » en apporte la confirmation. Elle signifie aussi que, si la pollution n'a jamais eu de frontières, désormais les actions des écologistes n'en ont pas non plus.

MARC AMBROISE-RENDU.

## Une lettre de M. Bernard Debré

## Drapeaux et pistolets

A la suite d'une réflexion exprimée dans nos éditions du 3 août par les écrivains Anne et Pierre Rouanet, M. Bernard Debré, député RPR d'Indre-et-Loire, nous a adressé la lettre suivante au sujet du litige qui l'oppose au maire socialiste d'Amboise :

Dans cet article, il est fait un parallèle entre le don effectué en 1964 par le général de Gaulle au Mexique de drapeaux raménés par Bazaine et le don fait par François Mitterrand à Gorbatchev des pistolets de Pouchkine. Ce parallèle est faux.

Les pistolets n'étaient pas la propriété de l'Etat mais un bien commun inaliénable. Il s'agissait d'une donation de Pierre Paul à la ville d'Amboise et c'est pour cette raison que ni le président de la République ni l'Etat n'avaient le droit d'en disposer, a fortiori de les donner.

En réalité, dans cette affaire des pistolets, il y a deux aspects tout aussi révélateurs.

D'abord, le « fait du prince » : en effet, la volonté de François Mitterrand de donner ces pistolets peut s'apparenter à celle du « prince » de venir chez vous, de décrocher un tableau et de le donner... Curieuse conception de l'égalité et de la République.

Ensuite, le maquillage par la municipalité de ce fait : en effet, sachant qu'il avait outrepassé ses droits, l'Etat (ou le « prince ») a voulu redonner un semblant de légalité à cette affaire en demandant au maire de prendre, a posteriori, un arrêté municipal acceptant de « prêter » ces pistolets.

Or non seulement cet arrêté est entaché de faux les plus grossiers, comme par exemple le fait qu'il ait été pris après le départ des pistolets tout en affirmant qu'ils étaient encore à Amboise, mais, qui plus est, il fait référence à une demande écrite du musée de Leningrad qui n'aurait jamais été formulée.

Enfin, le don, qui est réel, s'est transformé en prêt puisque le don était illégal.

Les tribunaux jugeront, car nous sommes dans un Etat de droit. Le « prince » n'est pas au-dessus des lois. Un maire n'a pas à maquiller les faits pour plaire au « prince ».

Il semble curieux que le terme de « bouffon » ait été utilisé pour définir ces actes graves qui doivent au contraire émuover ceux qui sont attachés à l'égalité et à la légalité.



## Société

Les tribulations d'une prostituée australienne

### Charlene en quarantaine

SIDNEY  
de notre correspondant

Celle par qui le scandale est arrivé s'appelle Charlene, prostituée torse nue du quartier de Kings Cross, le mini-Pigalle de Sydney. Lorsqu'elle a été admise au Prince Henry hospital, fin juillet, pour y subir une cure de désintoxication, elle pensait que le traitement serait de courte durée. Elle n'imaginait pas qu'elle n'aurait pas le temps de se réhabiliter avant d'être enfermée dans un hôpital de quarantaine. Elle ne se doutait surtout pas que, avouant qu'elle n'avait jamais eu de relations sexuelles, elle se trouverait propulsée au cœur d'une nouvelle controverse sur la lutte antiaids.

Assaillie d'informations du risque qu'elle représentait, les autorités de l'État de Nouvelle-Galles du Sud décidaient de la maintenir de force dans une chambre d'hôpital, excluant pour la circonstance une loi — datant de 1903 et très rarement utilisée — qui autorise l'internement des personnes atteintes de maladies infectieuses. La jeune femme ne devait retrouver la liberté qu'à la condition qu'elle s'engage à renoncer définitivement à son plus vieux

métier du monde. Elle a été autorisée le 2 août à quitter l'hôpital. La ministre australienne de la Santé a précisé qu'elle avait été relâchée pour lui permettre de se cacher et d'échapper à la vengeance de ses anciens clients. En cas de rechute, elle sera à nouveau mise en quarantaine, régime qu'elle qualifie elle-même de « prison ».

L'affaire risque fort de ne pas en rester là. Le ministre de la Santé de Nouvelle-Galles du Sud a demandé aux services de police d'enquêter dans les quartiers chauds de Sydney afin d'identifier d'éventuelles autres prostituées porteuses du virus. Elles sont promises au même sort que Charlene.

L'épisode a surtout été l'occasion pour les autorités d'annoncer que l'ensemble législatif serait révisé dans le sens d'une plus grande fermeté à l'encontre des porteurs du virus du sida mettant « en danger la santé publique ». Le dispositif envisagé prévoit une prévention graduée. Dans le meilleur des cas, elle se limitera à un contrôle médical étroit mais simple, afin d'éviter qu'un petit nombre d'individus ne soit exclu de la société. Si les personnes persistent à se comporter d'une « manière

dangerouse », elles pourront être assignées à résidence. Si cela ne suffit pas, les autorités seront enfin habilitées à les garder au secret dans une chambre d'hôpital sous la surveillance d'une équipe médicale et d'agents de sécurité.

Les réactions à un tel plan de bataille n'ont pas tardé. A commencer par l'Organisation pour les droits des prostituées qui dénonce le retour « aux heures sombres du dix-neuvième siècle », et déplore qu'une nouvelle loi « en enferme les prostituées et non les clients ». Un certain nombre d'organisations de défense des droits civiques sont également intervenues, s'inquiétant des menaces pesant sur les libertés individuelles face aux pouvoirs dévolus aux autorités sanitaires et demandant que le recours ultime à l'internement relève d'une décision judiciaire et non pas seulement d'un acte administratif. De leur côté, les groupes d'homosexuels pensent que l'actuel climat créé par l'offensive du gouvernement de Sydney va décourager les porteurs de sida de collaborer avec les services de santé : le rythme de dépistage, devrait, selon eux, prochainement se ralentir.

FREDERIC BOBIN.

### Un progrès encourageant dans la lutte contre le sida

(Suite de la première page.)

« Pour la première fois, assure le professeur Anthony Fauci, le directeur du NIAID, on a pu démontrer des effets positifs de l'AZT chez les séropositifs. Ces effets, s'ils sont moins probants qu'espérés, n'en sont pas moins significatifs. » Quant aux complications dues à l'AZT, fréquentes au cours du traitement du sida, elles sont apparemment modérées sur les séropositifs, et le docteur Margaret Fischl (université de Miami) a précisé que le traitement précoce de l'infection par le HIV était en général bien toléré.

Devant ces résultats encourageants, la Food and Drug Administration (FDA), a très rapidement pris position. « Notre administration travaillera en étroite collaboration avec le NIAID pour élargir les indications de l'AZT à cette nouvelle catégorie de patients », indique-t-elle, vendredi 4 août. M. Frank Hughes, un des rapporteurs de la FDA.

BÉATRICE BANTMAN.

### JUSTICE

Pour la première fois

### M<sup>me</sup> Cons-Boutboul admet avoir connu Bruno Dassac, assassiné en mai 1988

Revenant d'un voyage de trois jours en Suisse, M. Michel Beaulieu, juge d'instruction au Havre, a entendu, vendredi 4 août, pendant quatre heures M<sup>me</sup> Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, inculpée le 8 juin dernier de complicité d'homicide volontaire dans l'affaire du meurtre de Bruno Dassac, représentant de cinquante-deux ans, dont le corps avait été retrouvé le 5 mai 1988 dans les eaux de l'avant-port du Havre. Il avait été tué d'une balle de 357 magnum dans le cou (Le Monde des 8 et 9 juin).

Au cours de l'audition, M<sup>me</sup> Cons-Boutboul a admis, pour la première fois, avoir connu Bruno Dassac. Lors des deux premiers interrogatoires, après son inculpation, elle avait toujours nié qu'elle connaissait le représentant. « L'interrogatoire a porté principalement sur des transferts d'argent effectués entre plusieurs comptes bancaires suisses », a indiqué M. Beaulieu, ajoutant que lors

### FAITS DIVERS

### Ouverture d'une information contre X... après l'effondrement d'un immeuble à Paris

M. Nicolas Biot, substitut au parquet de Paris, a ouvert, vendredi 5 août, une information contre X... pour homicide et blessures involontaires, après l'effondrement, jeudi matin, d'un immeuble, 61, rue Pierre-Demours, dans le dix-septième arrondissement de Paris (Le Monde du 4 août).

L'effondrement de la façade de cet immeuble de six étages, ancien garage en cours de transformation par la société Bouygues, a entraîné la mort de deux ouvriers : un Tunisien de trente-cinq ans, Mohammed Taleb, dont le corps avait été déposé dès jeudi soir, et Serge Pouchet, trente-cinq ans également, dont le corps n'a été déposé que samedi dans la matinée. Six autres ouvriers ont été blessés, dont un grièvement.

D'autre part, M. Maurice Puzoski, juge au tribunal de Paris, a désigné, vendredi en référé, trois experts pour tenter de déterminer les causes de l'effondrement de l'immeuble. Il s'agit de deux ingénieurs en génie civil et d'un architecte. Tous trois devront aussi prescrire les travaux nécessaires à la sécurité des immeubles mitoyens.

Cette décision fait notamment suite à une assignation par les riverains de l'immeuble effondré de l'entreprise Bouygues et de la ville de Paris.

Les premières opérations d'expertise devaient avoir lieu samedi matin 5 août.

### Plus de 10 kilos d'héroïne saisis à Cannes

Deux ressortissants portugais, domiciliés à Monaco, Georges Marques, vingt-quatre ans, et Ludovic-José Deuz, vingt et un ans, ont été inculpés, vendredi 4 août, par M<sup>me</sup> Catherine Raby, juge d'instruction à Cannes, de détention de stupéfiants et d'importation de marchandises prohibées. Ils ont été écroués à la maison d'arrêt de Nice.

Grâce à un renseignements, les enquêteurs de la PJ de Nice, en collaboration avec les douaniers de Marseille, Paris et Hongkong, avaient saisi, au début de la semaine, 10,7 kilos d'héroïne en provenance de Hongkong au moment de sa livraison aux deux Portugais.

La drogue, d'une valeur à la vente de plus de 10 millions de francs, était dissimulée dans trois boîtes de film acheminées par avion depuis Hongkong par une entreprise privée qui a été mise hors de cause.

Les deux hommes étaient chargés de réceptionner la marchandise à son arrivée à Nice et de la remettre à son destinataire, qui n'a pu être appréhendé.

● Viol et meurtre à Brest : les aveux d'un adolescent. — Placé en garde à vue à l'hôtel de police de Brest, un adolescent de dix-sept ans a reconnu le viol et le meurtre d'une jeune fille du même âge, commis le 31 juillet dernier (Le Monde du 5 août). Selon la police, le jeune homme a avoué avoir étranglé la victime puis l'avoir violée.

● L'affaire du pipeline de Rostalg : mise en liberté. — Ecroué lundi 31 juillet à Saverne, après l'explosion d'un pipeline à Rostalg (Bas-Rhin), qui a entraîné la mort de trois personnes (Le Monde du 2 août), M. Richard Baudin, propriétaire du terrain où s'est produit l'accident et M. Pierre Wierling, entrepreneur de travaux publics, ont été remis en liberté jeudi soir 3 août. Ils sont tous deux inculpés d'homicide involontaire.

## Communication

Les enjeux de la télévision du futur

### II. - Bataille planétaire autour d'un nouvel écran

Si les enjeux de la télévision haute définition (TVHD) sont largement perçus (Le Monde du 5 août), beaucoup d'inconnues, techniques, diplomatiques et économiques, subsistent sur les modalités et le calendrier de sa généralisation. Les techniques des différents protagonistes n'en sont que plus difficiles à interpréter dans cette compétition technologique, dont l'arbitrage dépendra en dernier ressort des programmes disponibles.

Si les enjeux de la télévision haute définition (TVHD) sont largement perçus (Le Monde du 5 août), beaucoup d'inconnues, techniques, diplomatiques et économiques, subsistent sur les modalités et le calendrier de sa généralisation. Les techniques des différents protagonistes n'en sont que plus difficiles à interpréter dans cette compétition technologique, dont l'arbitrage dépendra en dernier ressort des programmes disponibles.

#### La contre-attaque européenne

Si le revirement américain bloque momentanément l'offensive japonaise, il ne garantit pas pour autant une victoire des projets développés dans le cadre d'Eureka. Car la stratégie européenne doit encore franchir de redoutables chausse-trappes.

Cette stratégie évolutive implique en effet une première étape, celle de l'unification du continent sur la nouvelle famille de normes MAC Paquet. Adoptées pour les satellites de télévision directe français (TDF 1 et TDF 2), allemands (TV-Sat 2) et britanniques (CBSB), ces normes doivent permettre de constituer un parc de réception suffisant pour garantir ultérieurement l'audience des premières émissions en TVHD européenne.

Mais tous les diffuseurs n'en sont pas de farouches partisans. Si, en France, le D2 MAC a l'avantage immédiat d'offrir le son stéréophonique, des voix s'élèvent outre-Rhin pour dire que le PAL, lui, autorise ce confort sonore, et qu'une étape intermédiaire n'est pas nécessaire avant le passage à la TVHD. Plusieurs projets (PAL-Plus, Super-PAL) de télévision améliorée sont ainsi à l'étude en RFA.

Et d'ores et déjà, les chaînes qui doivent occuper le satellite TV-SAT 2 ont prévu de se faire diffuser simultanément en PAL sur le satellite Kopernicus, qui doit, lui, servir de secours en l'absence de TV-SAT 1, perdu corps et biens en 1988. La stratégie européenne de TVHD étant liée à la diffusion satellitaire (comme au Japon, mais à la différence des États-Unis, où les systèmes examinés par la FCC sont destinés aux télévisions terrestres), une défection allemande, même partielle, porterait un coup fatal à l'édifice. Car sans D2 MAC, pas de HD-MAC.

#### Le front des programmes

Le deuxième front sur lequel l'Europe doit encore combler son retard est celui des programmes. Forts de leur avance technique, les Japonais vendent déjà des gammes complètes de matériels haute définition, ou les prêtent aux producteurs intéressés. Ils multiplient le transfert entre film et TVHD et ouvrent pour ce faire un centre à Londres dès l'an prochain. Outre de nombreux américains, des organismes publics européens comme la RAI italienne ou la BBC britannique tentent ces matériels en vraie grandeur, contribuant

ainsi à alimenter le stock de programmes disponibles en TVHD japonais.

En face, l'industrie européenne ne dispose que de quelques prototypes. Réunis dans le GIE français International HD, qui doit devenir un GIE européen, Philips, Thomson et la SFP tentent de multiplier les tournages avec les rares matériels disponibles. Les premiers essais sont des succès au moins diplomatiques : présentés aux grands de ce monde à Madrid, Paris ou Moscou, la TVHD européenne multiplie les entreprises de séduction, notamment vers l'URSS.

Mais il lui faut dépasser le stade des films de démonstration pour convaincre les producteurs de programmes. L'accord signé par Thomson avec le Comité des Jeux Olympiques d'Albertville va dans ce sens : sponsor des Jeux d'hiver de 1992, Thomson en organisera la retransmission télévisée selon les normes de production numérique adaptées au D2 MAC. Ce n'est qu'une timide première étape vers la TVHD. Mais les Jeux olympiques de Grenoble en 1988 n'ont-ils pas marqué le vrai décollage de la télévision couleur en France ?

Avant même de convaincre le grand public, l'industrie européenne doit d'abord s'imposer auprès des professionnels de l'audiovisuel. Sinon, le risque existe de voir la norme japonaise adoptée de facto, avertissent deux parlementaires français auteurs d'un rapport sur la TVHD (3). Outre la nécessaire coordination et la poursuite sans relâche des efforts européens, MM. Raymond Forni et Michel Pelchat préconisent la constitution d'un axe Europe-États-Unis face au Japon. Par la mise au point d'une norme « duale » entre les deux continents, les échanges de programmes seraient facilités, et des économies d'échelle réalisées au plan industriel. La présence massive de Philips et Thomson aux États-Unis peut jouer en ce sens.

Mais la constitution d'un tel axe n'est pas acquise. D'une part, la TVHD a révélé un réflexe nationaliste dans l'industrie américaine. D'autre part, la volonté européenne de protéger son industrie de programmes est fortement réprouvée par les États-Unis, qui font pression contre des quotas protectionnistes. Même si l'Eurêka audiovisuel adopte une démarche plus incitative que directement protectionniste, il peut surgir entre les deux Bureaux (industriel et audiovisuel) une contradiction difficile à surmonter si des alliances doivent être passées outre-Atlantique.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

FIN

- (1) Organisme qui décide des normes de télévision.
- (2) Federal Communication Commission, organisme américain de régulation de l'audiovisuel et des télécommunications, qui attribue notamment les licences des chaînes de télévision.
- (3) Rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, 13 juin 1989.

### En rachetant la Grande Chaudronnerie lorraine M. Gérard Lignac tente de verrouiller le capital de « l'Est républicain »

Petit coup de théâtre dans le feuilleton de l'Est républicain : la société des Bourses de Nancy a annoncé, le 4 juillet, la suspension des cotations de la Grande Chaudronnerie lorraine (GCL), détentricrice de près de 22 % du capital du quotidien. Multimédiafuture, sous-proposant en effet de prendre le contrôle de GCL en rachetant entre le 8 et le 30 août plus de 54000 actions au prix unitaire de 2296 francs.

Coquille vide, la Grande Chaudronnerie lorraine n'a d'autres activités que de détenir une part dérisoire des actions de l'Est républicain et est, de ce fait, au centre de la bataille triangulaire que se livrent depuis des années le groupe de M. Gérard Lignac, PDG du quotidien, la famille Puhl, propriétaire du journal concurrent Le Républicain lorrain et le groupe Cora-Réville. C'est ainsi qu'en 1983, la quasi-totalité des actions de la Grande Chaudronnerie lorraine ont été passées aux mains de la famille Puhl, descendant au Républicain lorrain de Metz une part non négligeable des actions de son concurrent de Nancy.

Il y a quelques semaines, la famille Puhl envisageait de céder le

capital de GCL au groupe Cora-Réville. Ce dernier qui détenait déjà 24 % de l'Est républicain, serait ainsi devenu le premier actionnaire du quotidien de Nancy, devançant M. Lignac qui n'en possède que 32 %. Mais le PDG de l'Est républicain a obtenu que la justice gèle la transaction avant l'assemblée générale des actionnaires et a, ainsi, sauvé provisoirement son poste. Il contre-attaque aujourd'hui en tentant de racheter, par une filiale de son quotidien, les actions voyageuses et de verrouiller, à son profit, le capital du quotidien. L'annonce de la transaction signifie qu'un accord est intervenu entre le PDG de l'Est républicain et les propriétaires du Républicain lorrain pour mettre fin à la guerre entre les deux quotidiens régionaux.

Restent deux questions encore sans réponse. M. Lignac a-t-il trouvé un partenaire extérieur pour rassembler les 100 millions de francs nécessaires à l'opération ? M. Philippe Bouriez, PDG de Cora-Réville, qui guignait les actions de la Grande Chaudronnerie lorraine, va-t-il s'enrichir entre le 8 et le 30 août ou abandonner à son tour la partie ?

JEAN-FRANÇOIS LACAN

### La Poste examine ses relations avec le secteur presse

A peine arrivé à la tête de la Poste, le nouveau directeur général, M. Yves Couquer, ouvre un des dossiers les plus épineux : celui des relations avec la presse. Sujet difficile et qui met en jeu de part et d'autre des sommes considérables. La Poste transporte en effet chaque année 2 milliards de journaux, périodiques ou assimilés et cet acheminement lui coûte 3,1 milliards de francs (Le Monde du 28 avril).

M. René Limat, directeur des services courrier de la Poste (à ce titre, il avait longuement négocié lors de la grève de l'automne dernier des conducteurs des camions jaunes), vient de se voir confier la mission « d'étudier les moyens d'améliorer l'acheminement et la distribution des journaux ». Dans un communiqué, le ministre des PTE (Poste, Télécommunication et Espace) indique qu'il « souhaite renforcer le partenariat entre la Poste et la presse, en le complétant par une démarche à la fois plus concrète et plus prospective ». « Cette mission doit permettre, grâce à une meilleure connaissance et une anticipation des nouvelles exigences des éditeurs de presse, d'optimiser et d'adapter les services rendus par la Poste à la presse quotidienne ». La mission — dont les conclusions devront être remises avant le 31 décembre — sera menée « en liaison avec les syndicats professionnels représentatifs et avec un ensemble d'éditeurs les plus concernés par l'évolution de leur profession ».

**EUROCAP**  
INSTITUT CAPILLAIRE  
Plus de 30 ans d'expérience dans les soins du cheveu  
4, Place Franz List  
75010 PARIS  
(1) 48.24.33.82

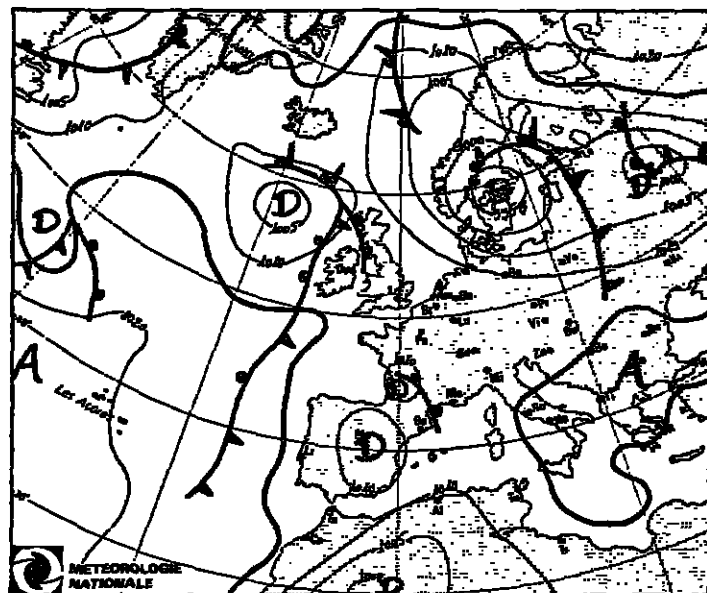
**Le Monde**  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

سكنا من الان

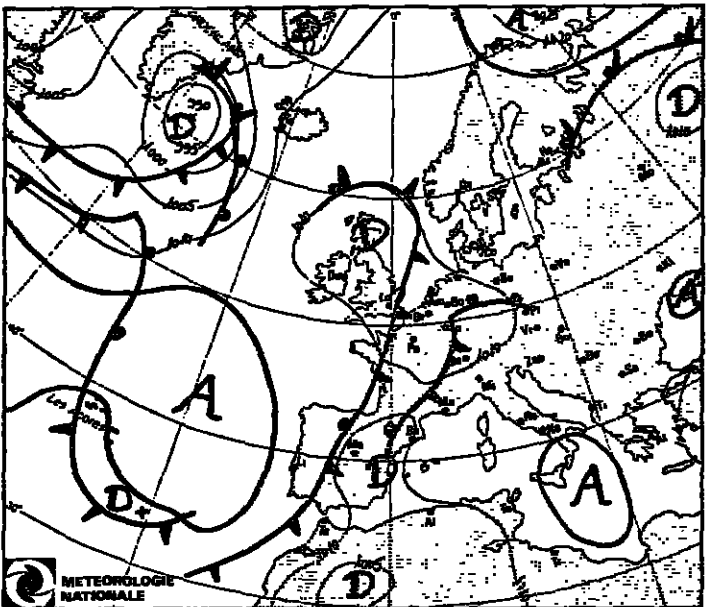
## Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 AOÛT 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 7 AOÛT 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le dimanche 6 août à 0 heure et le lundi 7 août à 24 heures.

La France est soumise à une baisse du champ de pression. Des perturbations à caractère pluvio-orageux remontent du sud et gagnent presque tout le territoire.

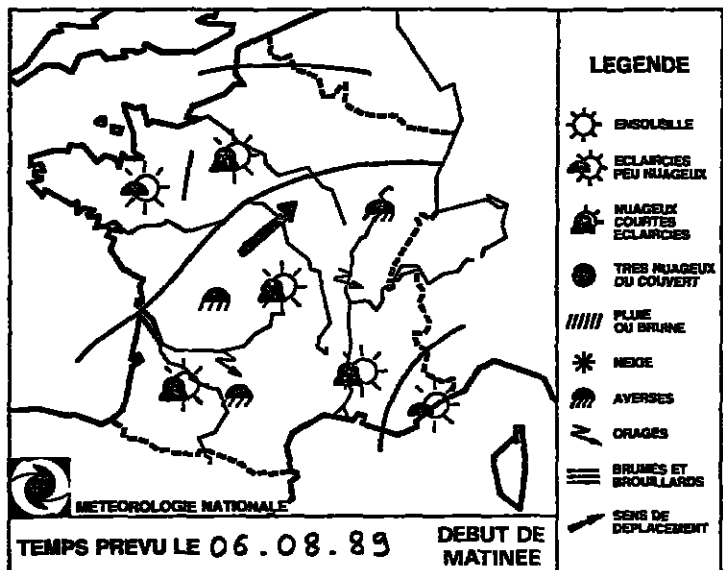
Dimanche : orageux sur la majeure partie du pays.

Le matin, le ciel sera déjà chargé dans beaucoup de régions. Dans le sud, les orages sont encore présents

depuis la veille. En cours de journée, ce temps orageux gagne vers le nord et s'épandera guère que le Bretagne et la Basse-Normandie. Les orages pourraient être violents sur les reliefs.

En début de journée les températures iront de 12 à 15 degrés sur le Nord et de 15 à 18 degrés sur le Sud.

Dans l'après-midi elles s'élèveront de 23 à 25 degrés sur le Nord et de 26 à 29 degrés sur le Sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 4-8-1989 à 6 heures TU et le 5-8-1989 à 6 heures TU

FRANCE	Tours	Paris	Strasbourg	Montpellier	Nice	Alger	Tunis	Algiers	Oran	Constantine	Annaba	Skikda	Blida	Orléans	Reims	Amiens	Caen	Brest	Quimper	La Rochelle	Nantes	Bordeaux	Marseille	Avignon	Arles	Nîmes	Montpellier	Perpignan	Colmar	Strasbourg
28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D	28 17 D
17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## SUR MINITEL

Prévisions complètes. Météo marine. Temps observé Paris, province, étranger. 36.15 Tapez LEMONDE puis METEO.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5059

HORIZONTALEMENT

I. Participe à des ouvertures, quel que soit son lieu de travail. - II. Fait avancer des « vœux ». Abritent des plantes. - III. Apporte du nouveau. A permis de faire des progrès. Prit beaucoup de poids en très peu de temps. - IV. Est associé à une locution proverbiale. Fait entrer un fluide gazeux. Est appelé à avoir la main. - V. Arrivée parmi nous. Sujet de méditations. On le dit souvent grand. - VI. Ecran adapté à certaines projections. Il en est un qui a beaucoup fait pour ses beaux yeux. - VII. Pas épargné. Retarde l'action. Possessif. - VIII. N'a pas de prix. Qui ne valent pas plus que le précédent. Que sa correction protège d'une autre correction. - IX. Comparable à un pied. Fais pas pour la terre. Peut appartenir à un bâton. - X. Fait quelque chose qui devrait porter ses fruits. Partie de plume. - XI. Cours étranger. Décide de la défaite ou de la victoire. Suscite des réactions. - XII. Bonne quand c'est un bouquet. D'un auxiliaire. Est cher au cœur des mormons. - XIII. Lance des bombes. Lettres qui en amènent une autre. Traînera derrière lui. - XIV. Mal de cœur. Il est souhaitable qu'il se fasse tout petit. Lettres de démission. - XV. Adverbe. Ne retient pas tout. Sert à filer.

Apportent la consécration. Moyen de faire le point. - 10. Privée de tout. Fut une source de conflit. Fait boire la tasse. - 11. A une double nationalité. Donne des « tuyaux ». Nous veut du bien. Nous veut également du bien. - 12. Spécialistes de la grimace. Cherchent à se fixer. - 13. Pronom. S'intéresse parfois à des affaires de cœur. - 14. Facilite le passage. Fut un homme d'avenir. Tel que des complications sont à craindre. - 15. Ouvrages de perles. Est faite pour la course.

Solution du problème n° 5058

Horizontalement

I. Babouche. - II. Oriller. - III. Révéler. R.A. - IV. Mer. - V. Ode. Quart. - VI. Ru. Aune. - VII. Yébie. SI. - VIII. Glas. Stop. - IX. Rations. - X. Epicées. - XI. Soie. Noé.

Verticalement

1. Borborygmes. - 2. Arc. Duel. P. - 3. Bévue. Baril. - 4. Cie. Alsace. - 5. Ulquage. Te. - 6. Clé. n. - 7. Hic. Mastoso. - 8. Erver. Ion. - 9. Art. Pai.

GUY BROUTY.

## TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ► Film à éviter ► On peut voir ► Ne pas manquer ► m Chef-d'œuvre ou classique.

## Samedi 5 août

TF 1	20.35 Théâtre : Une cité pour deux. 22.35 Série : Dans la chaleur de la nuit. 23.25 Magazine : Formule sport. 0.15 Journal.	d'un photographe. 1.35 Cinéma : Maphia m m m
A 2	20.40 Jeux sans frontières. 22.00 Documentaire : Les grandes batailles. 23.30 Journal. 23.50 Feuilleton : Retour au château. 1.25 Sublime secondes.	LA 5
FR 3	20.35 Samanyousse. 21.50 Journal. ► 22.15 Magazine : Le divan. 22.35 Magazine : Musicales. 23.30 Magazine : Sports 3.	20.30 Les Inconnus. 20.35 Téléfilm : Le monstre d'acier. 22.20 Magazine : Télé-matches. 22.25 Série : Deux flics à Miami. 23.25 Sport : Course d'Europe à la voile. 23.30 L'empêcheur (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 0.05 L'empêcheur (suite).
CANAL PLUS	20.30 Téléfilm : Pied au plancher. 22.20 Documentaire : A D'un monde. Ellington. 0.00 Cinéma : Mémories	M 6
		20.30 Téléfilm : Cambridge : Opération suicide. 22.00 Téléfilm : Le cri de la liberté. 23.35 Magazine : Charnes. 0.00 Variétés : You can dance.
		LA SEPT
		19.30 Opéra : Don Giovanni. 22.45 Documentaire : Chroniques de France. 23.45 Drame : Karle Armitage et The Armitage Ballet. 0.50 Concert : Colours Brail.

## Dimanche 6 août

TF 1	13.00 Journal. 13.25 Série : Un flic dans la mafia. 14.15 Série : Rick Blaine, inspecteur choc. 15.05 Série : Commissaire Moudin. 16.30 Tiroir à Deauville. 16.40 Série : Tomme mécanique. 17.25 Dessins animés : Disney parade. 18.35 Série : Vivement lundi. 19.05 Série : Harry Fox, le vieux retard. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : On aura tout vu m 22.15 Magazine : Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : Mata Hari agent H 21 m 0.15 Journal.	13.00 Cinéma : Triathlon. 16.30 Sport : Moto. 17.30 Série : Mister Gas. 18.00 Cinéma : A fond la tige m En chair et en os. 20.30 Les superstars du catch. 20.30 Cinéma : Envoyez les violons m 22.00 Cinéma : Maigret voit rouge m
A 2	13.00 Journal. 13.25 Série : Princes de choc. 14.10 Documentaire : La planète des animaux. 15.05 Feuilleton : Ces beaux messieurs de Bois Doré. 16.35 Série : Madame le juge. 18.15 Série : Papa catholique. 18.40 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Les pique-assiette. 20.00 Journal. 20.35 Téléfilm : Vagues recherches. 21.55 Magazine : Etoiles. 23.00 Magazine : Musiques au cœur de l'été. 23.45 Journal.	LA 5
FR 3	13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. ► 13.30 Documentaire : Sur la route de l'océan. 14.30 Magazine : Sports loisirs vacances. 17.05 Magazine : Pire-chocs. 17.30 Annuaire. 19.05 Série : La loi selon McClain. 20.02 Série : Benny Hill. 20.35 Documentaire : Optique. 21.30 Documentaire : Le Roman de France. 22.00 Journal. 22.25 Dessin animé : Bear and the beavers. 22.30 Cinéma : L'affaire du collier de la reine m 0.20 Musiques, musiques.	M 6
		13.45 Téléfilm : Demis la Mémée (rediff.). 15.25 Téléfilm : La rage de vivre (rediff.). 17.00 Hic. Mit. Mit. honra ! 17.10 Série : Vegas. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : Clair de lune. 19.00 Série : Évasion mobile. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Téléfilm : Terror à Hadleyville. 22.10 Capital. 22.15 On se dépêche d'en rire. 22.30 Cinéma : Une histoire d'amour m 0.00 Magazine : Charnes. 0.30 Variétés : Lucky Duke.
		LA SEPT
		19.30 Documentaire : Chronique de l'infatigable. 20.30 Téléfilm : Pire-chocs. 22.30 Magazine musical : Mégamix. 23.00 Spécial poncual pas : Imagine. 23.30 Documentaire : Le sang et les hommes.

## Le Carnet du Monde

## Décès

Isabelle, tuée dans un accident de la route, le 30 juillet 1989, à l'âge de vingt-cinq ans, sera inhumée au cimetière d'Evry, le lundi 7 août, à 11 h 15.

Claude, Georgette et François RAUDET.

Toute sa famille Et ses amis. 22, rue de Sion, 91000 Evry.

Marguerite Etienne, née Basset, son épouse, Danielle Etienne, Robert et Brigitte Etienne, née Paulmon, ses enfants, Claire, Anne, Guillaume et Laure Etienne, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Louis ETIENNE,

survenu le 24 juillet 1989, à Tonion.

305, boulevard Cuno, 83000 Toulon, 32, rue de Chazelles, 75017 Paris.

Jean-Pierre DeFrance, Marie-Claude Godec et Julien, Marguerite Le Godec, ses nombreux amis, ont l'honneur de faire part du décès de

Marguerite GODEC-DEFRANCE,

survenue le 30 juillet 1989, après trois ans de lutte contre le cancer.

La cérémonie religieuse aura lieu le 31 juillet, suivie de l'inhumation au cimetière marin de Locquénol.

Remerciements au personnel du service de médecine-II de l'hôpital de Morlaix. Merci à Guy Brouty, qui l'a accompagné jusqu'au bout.

« Si tu m'approuves, nous aurons besoin l'un de l'autre. » Saint-Exupéry, le Petit Prince, XXI.

7, rue de Montmartin, 29231 Locquénol.

Paul et Galen Kline, Francis et Odile Gounelle-Pontanel et leurs enfants (Paris), André Gounelle et ses enfants (Paris), Raissa et Laurent Brégar, Le professeur et M<sup>me</sup> Hugues Gounelle de Pontanel et leurs enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> Gérard Krug et leurs enfants, M. Roger HOLLIER-Larousse et ses enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès de

colonel (E.R.) Jean GOUNELLE, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918,

leur père, grand-père, frère, beau-frère et oncle,

rappelé à Dieu le 2 août 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu au cimetière protestant de Cazilhac (Hérault), le mardi 8 août, à 10 heures.

Un service religieux aura lieu ultérieurement dans sa paroisse.

« Je sais en quel j'ai cru. » Il Timothée, I, 12.

46, rue de Dourruy, 75013 Paris. 40 bis, avenue de Suffren, 75015 Paris.

EN BREF

Qualité de la vie. — Pour la deuxième année consécutive, la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique (SPPEF) de la France lance un concours ouvert aux municipalités de moins de dix mille habitants ayant mis en valeur ou restauré leur patrimoine architectural.

Renseignements : SPPEF, 39, avenue de la Motte-Picquet, 75007 Paris. Tél. : 47-09-57-71 (de 14 heures à 18 heures).

Caricatures. — A l'occasion du 4<sup>e</sup> Festival de la caricature, qui aura lieu à Saint-Estève (Pyrénées-Orientales) du 14 au 22 octobre, un concours de caricatures est ouvert au public. Son thème : « Les célébrités et la Révolution française ».

Association Festival de la caricature, 2, place du Mes-Carroux. BP 21, 66240 Salaz-Évol. Tél. : 68-92-69-94.

Les aveugles et l'informatique. — Le Centre technique de la Croisade des aveugles organise des stages en informatique adaptés pour les salariés et demandeurs d'emploi aveugles et mal voyants. Ces stages durent de deux jours à six mois et portent sur la sensibilisation à la micro-informatique, l'utilisation de l'outil informatique, la micro-informatique et le secrétariat bureautique pour non-voyants, et le perfectionnement à un logiciel. A partir du 24 août.

Renseignements au Centre technique, 15, rue Mayet, Paris 75006. Tél. : 47-34-97-32 et 42-73-21-55.

M<sup>me</sup> Christine Jalaguié, M<sup>me</sup> Philippe Poux-Jalaguié, M<sup>me</sup> Philippe Poux-Jalaguié et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

M<sup>me</sup> Adrienne JALAGUIÉ, née J.-L. Fauré, veuve de Jean Jalaguié,survenue le 1<sup>er</sup> août 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 7 août, à 10 h 30, au temple de l'Oratoire du Louvre, 147, rue Saint-Honoré, Paris-1<sup>er</sup>.

10, rue de Seine, 75006 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel MAROIS,

survenue à Nice, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Suivant la volonté du défunt, son corps a été incinéré à Orange.

Sousse, Versailles.

M. Jacob Uzan, son épouse, Joëlle et Roni Nathanel, Liara et Eran (Israël), Daniel et Maryline Uzan, Evelyn, Simon et Steve Joseph, Aurélie, Serge et Marc, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacob Guez et famille, M<sup>me</sup> Raymonde Slupowski et enfants, M. et M<sup>me</sup> Zibi et enfants, M. Richard Sabban et famille, M<sup>me</sup> Rachel Scamman, M. et M<sup>me</sup> Elie Uzan, M. et M<sup>me</sup> Emile Hadad et famille, leurs sœurs, frère, belle-sœur et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marie-Arlette UZAN, née Sabban,

survenue le 4 août 1989.

Les obsèques auront lieu le lundi 7 août, à 9 h 30, au cimetière Pershing, à Versailles (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

Le 7 août 1941 s'éteignit en exil

Drahim Monstafirovitch

IBRAHIMOFF,

ex-commissaire spécial

(« Spets-Kom » )

à la lutte contre le terrorisme du gouvernement de l'URSS,

ex-commissaire du peuple à l'éducation

(« Nar-Kom-Pro » ) du gouvernement de la République socialiste autonome des Tatars de Crimée,

ex-représentant commercial

(« Torp-Prod » )

à l'ambassade de l'URSS en Turquie,

condamné à mort par contumace en 1928 lors de la liquidation du gouvernement tatar et des élus du peuple de Crimée pour « déviations nationalistes » et « trahison », Tatars ou Russes, chrétiens ou musulmans, ceux qui l'ont connu s'uniront de cœur et d'esprit à ses proches et descendants.

Pour le deuxième anniversaire du rappel à Dieu de

Vanina SOUHAM

Philip Souham

Et toute la famille

demandent une pieuse pensée à tous ceux qui l'ont aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

M<sup>me</sup> s'il meurt avant l'âge, le juste trouvera le repos. La dignité du vieillard ne tient pas au grand nombre des années. Pour l'homme, la sagesse surpasse les cheveux blancs, une vie sans tâche vaut une longue vieillesse. Livre de la Sagesse.

Le vendredi 7 août 1981 disparais-

sait tragiquement

Daniel STERNBERG,

ingénieur A.M.

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 4 août :

DES LOIS

N° 89-531 du 2 août 1989 relative à la sécurité et à la transparence du marché financier.

N° 89-532 du 2 août modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de la communication.

DES DÉCRETS

Du 28 juillet 1989 portant classement parmi les monuments historiques d'un tableau représentant le Jardin d'Asper, peint par Vincent Van Gogh, en 1890.

N° 89-538 du 3 août 1989 modifiant le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la fonction publique hospitalière.



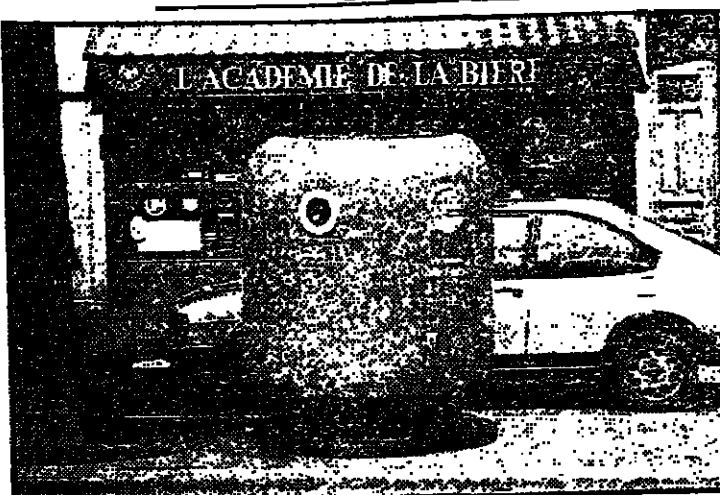
# A Paris, panneaux, abribus, fontaines, poubelles...

**D'**

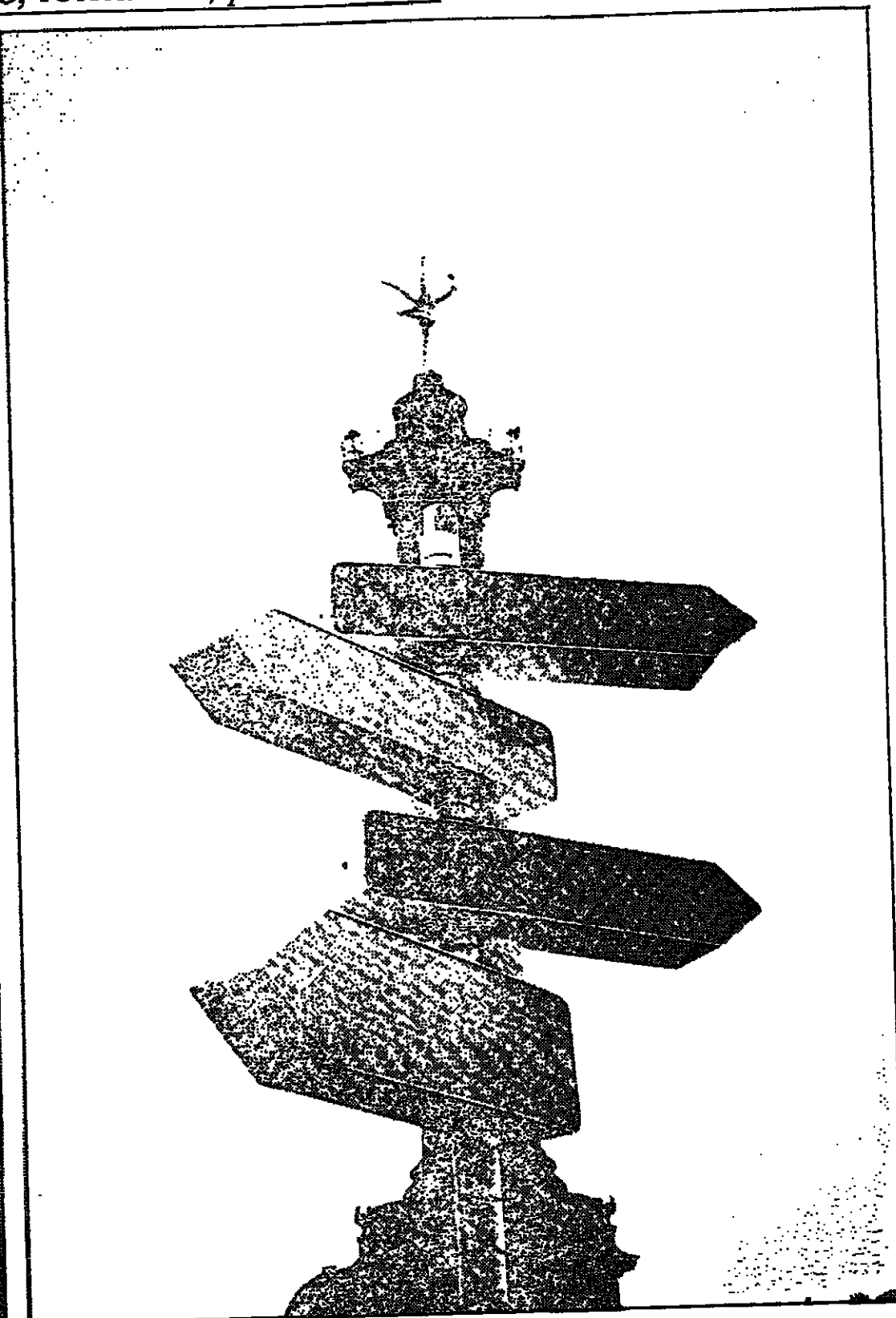
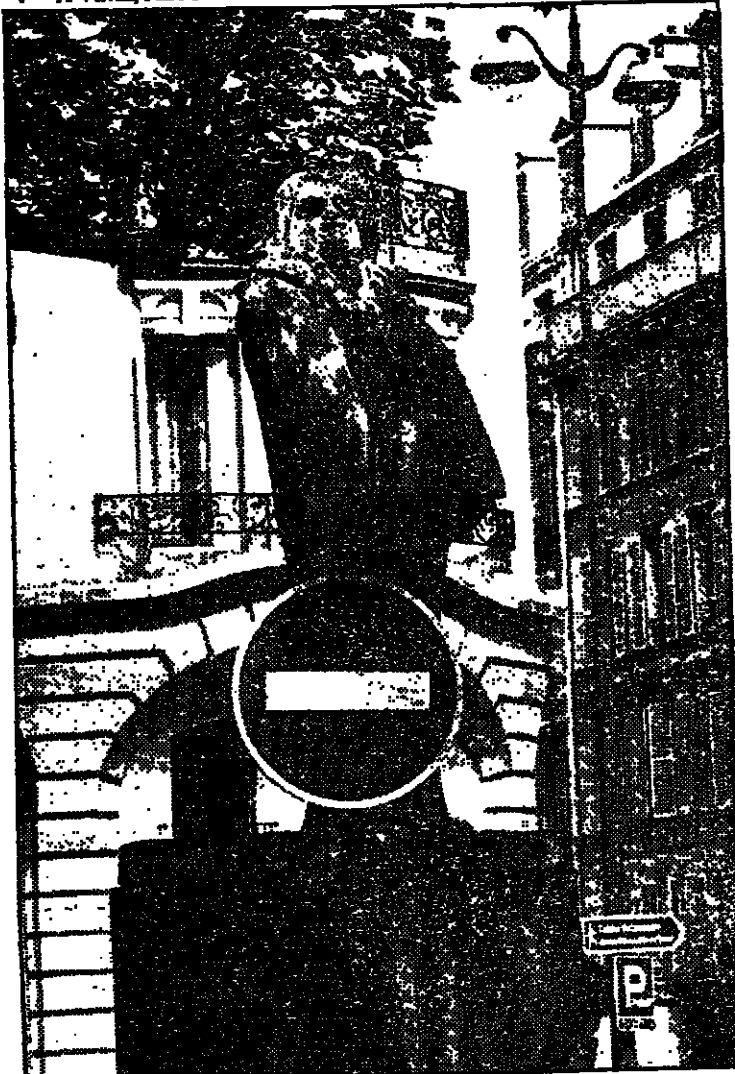
A Paris, on compte plus de 100 000 lampadaires, quelque 60 000 panneaux de signalisation, 225 fontaines dont 70 Wallace, 100 pendules, 7 000 bancs, 500 colonnes Morris, 3 000 cabines téléphoniques... La dégradation du mobilier urbain coûte chaque année à la capitale 200 millions de francs. Car le mobilier urbain n'est pas fait que pour les chiens, même s'il en est la joie matinale et la promesse du soir.

Le mobilier urbain dont le principe s'est développé et industrialisé au dix-neuvième siècle, n'est souvent pas tendre pour les édiles qui s'en font les meilleurs défenseurs : le préfet Poubelle se bat sur ce terrain avec le préfet Rambuteau dont les édifices, déracinés dans les années 70 pour laisser la place aux Sanisettes Decaux, étaient si commodes aux messieurs. Les canisettes se sont déjà trouvées un sobriquet qui reprend pour l'essentiel le nom de l'actuel maire de Paris. C'est là pure méchanceté. Ces fringantes motos ne sont pas l'effet d'une étrange mansuétude à l'égard des propriétaires d'animaux, mais celui d'une radicale dichotomie dans la population parisienne. 50 % des Parisiens sont pour les chiens, 50 % contre.

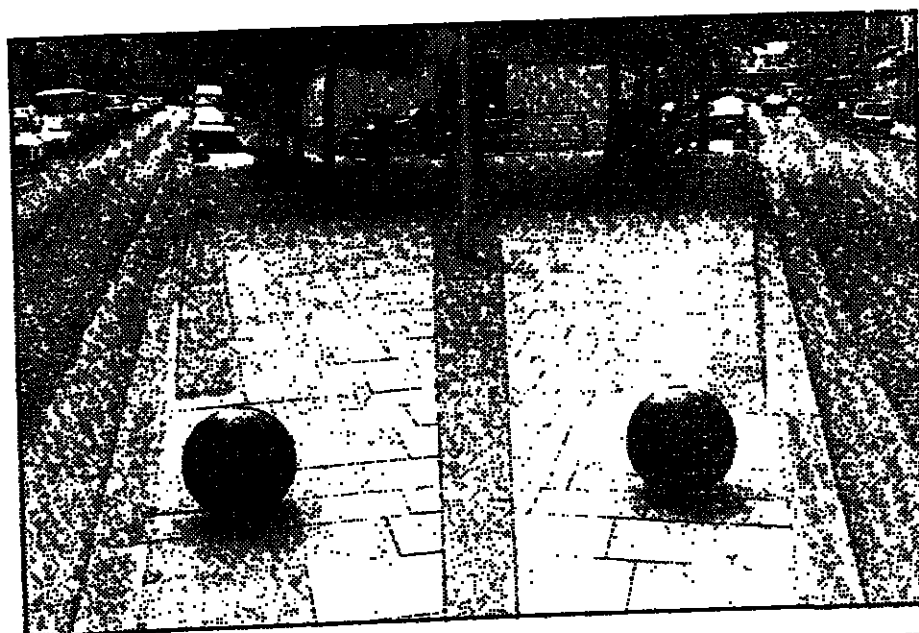
Les « chiraquettes » sont donc le fruit d'une démocratie aussi attentive aux cols du fémur que bienveillante pour les solitudes citadines. Si l'on veut bien lever le nez du trottoir, on pourra juger ce mobilier tant sur le plan esthétique que sur le plan fonctionnel. Mais l'équilibre est difficile à trouver entre la valeur usuelle et la valeur plastique. Les édiles vont normalement au plus proche et au mieux-offrant. D'où, dans la plupart des villes, la prolifération de candélabres, boules désespérantes d'ennui et d'imbécillité. La Ville de Paris, elle, s'est plutôt fait une spécialité dans le ratage des corbeilles, des poubelles plastiques et des bancs. Mais elle est assez capable aussi, avec ou sans le concours de l'Etat, de transfor-



▲ Du producteur au consommateur  
▼ A Vavin, l'art d'interdire Balzac



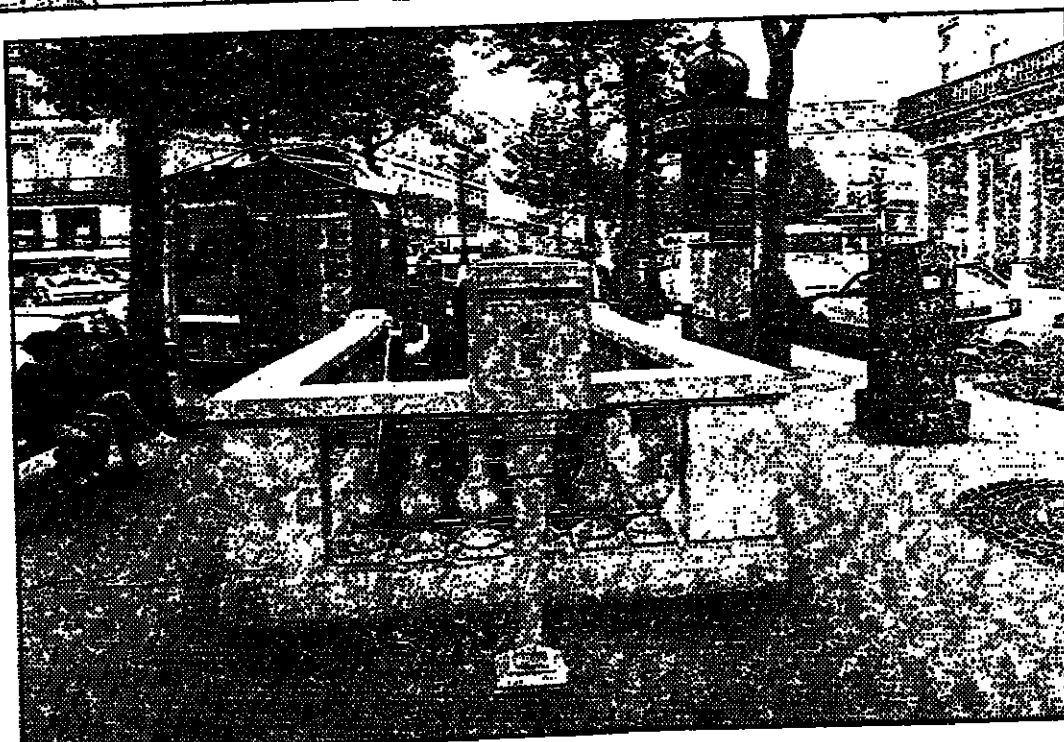
## La jungle du mobilier urbain



Informé ou désinformé ?



Le théâtre des deux boîtes



mer en forêt confuse le plus civilisé des morceaux de trottoir, et d'anéantir la conscience d'automobilistes soumis au stress de plus en plus absurde d'une surinformation qui devient vite désinformation.

Le mobilier urbain est une excellente introduction à l'analyse de l'architecture et de l'urbanisme. Mais lorsque la photographie s'en mêle, les jeux peuvent se compliquer singulièrement. La qualité plastique de l'image vient se substituer à celle de l'objet saisi. La formulation documentaire de série les plus plats s'efface dans la lumière. Nous commençons aujourd'hui, une série hebdomadaire et estivale, dont le principe est d'inverser les rôles. La photo n'est pas illustration, c'est l'article qui est légende. Eventuellement, d'ailleurs, sans autre forme de légende.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

\* Renseignements repris de la remarquable somme de J.-P. Muret, Y.-M. Allain.



▲ Publicité : un tiers des dépenses en mobilier urbain

◀ Le métro assiége

Reportage photographique :  
GASTON BERGERET

سكينة في الليل









## Économie

## SOCIAL

Deux rapports du Haut-Conseil de la population

## Les différences démographiques s'effacent en Europe

Deux rapports du Haut-Conseil de la population et de la famille, remis au président de la République, dressent un bilan alarmant de la situation familiale et de la fécondité dans l'ensemble de l'Europe.

La décadence de la famille, provoquée par la chute du nombre des mariages et par la progression vertigineuse des divorces (dans certains pays d'Europe du Nord, 30 %, voire 40 % des mariages sont rompus par un divorce), s'accompagne d'une augmentation de familles monoparentales. Dès lors, le Haut-Conseil estime qu'il convient de « faciliter la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale ».

Cependant, ces chiffres de désaffection du mariage ne doivent pas masquer le fond du problème dont souffre l'Europe : la baisse de la fécondité. Les années 1964-1965 ont marqué une chute brutale du taux de fécondité, qui a pris à l'heure actuelle des proportions considérables (1). En RFA, l'indice de fécondité était en 1986 de 1,25 naissance par femme, « record absolu de baisse jamais enregistré dans les pays industrialisés en temps de paix ». De plus, l'effacement des différences « entre les pays européens en matière de démographie est un phénomène nouveau qui vient confirmer le non-renouveau des générations des pays industrialisés. La diminution de la mortalité et l'allongement de l'espérance de vie, suite aux progrès de la médecine, se traduisent par un vieillissement conséquent des populations européennes, soulèvent de manière cruciale le problème de l'avenir des systèmes de retraite, de l'insertion des personnes âgées et du dynamisme d'une Europe vieillissante.

Pour pallier ce manque de forces vives que représente la jeunesse, l'Europe a lancé un appel massif à la main-d'œuvre, bon marché, des pays du tiers-monde. D'où le problème

actuel d'intégration des immigrés de la seconde génération — une « haute priorité », selon le Haut-Conseil, — de fixation de quotas d'immigration, voire de politique d'aide au retour des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine.

Mais la CEE a des pouvoirs réduits dans le domaine social et n'arrive pas à mettre en œuvre une politique familiale commune et efficace. Pourtant, l'enjeu est de taille car le poids de la CEE dans le monde « s'est affaibli » : la population européenne est passée de 10 % de la population mondiale en 1930 à 5,4 % aujourd'hui, et sera probablement de 4 % en 2025.

La place, la protection et l'égalité des chances des enfants, la lutte contre la pauvreté, la réduction des inégalités entre hommes et femmes ainsi que le développement des « modes d'accueil des enfants et des personnes âgées dépendantes » devraient être autant d'objectifs pour la CEE.

Dans une population à faible dynamisme démographique, le système de retraite ne pourra assurer un taux de remplacement des revenus inchangés pour le retraité que si le système est plus exigeant en termes de cotisation et si l'âge de départ à la retraite est retardé.

En outre, le Haut-Conseil estime que « si l'on veut éviter un déclin de la population et une aggravation du vieillissement, une continuation de l'immigration sera nécessaire en tout état de cause ». Mais « une politique libérale d'immigration ne peut se substituer à une politique audacieuse visant à restaurer la fécondité. Et le plus tôt sera le mieux ».

(1) Dans trente pays sur trente-quatre, les taux de fécondité ont glissé au-dessous de celui qui permet le remplacement des générations, c'est-à-dire 2,1 naissances par femme.

si leurs revendications ne sont pas satisfaites.

• Journées d'action CGT le 25 août sur les libertés syndicales. — Le rassemblement organisé par la CGT le 4 août, place du Palais-Royal à Paris, en faveur des militants cégétistes de Renault-Billancourt (et de M. Jégou, licencié le 1<sup>er</sup> août pour « agression contre un membre de la surveillance », selon la direction) n'a réuni qu'un petit millier de personnes. M. Gérard Alazard, secrétaire de la CGT, a annoncé « une grande journée nationale d'information, d'expression publique, de mobilisation et d'action » pour les libertés syndicales, le vendredi 25 août, veille de l'anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme.

• GRANDE-BRETAGNE : les dockers de Liverpool toujours en grève. — Les mille deux cents dockers de Liverpool ont voté, le 4 août, la poursuite de leur mouvement de grève déclenché il y a trois semaines contre la suppression, par le gouvernement britannique, du monopole syndical d'embauche. Le port de Liverpool sera donc lundi 7 août le seul grand port britannique paralysé par la grève des dockers, ceux de Bristol et Glasgow, notamment, ayant décidé de suivre au début de la semaine prochaine le mot d'ordre de reprise du travail du syndicat national des transports (TGWU).

Les dockers de Liverpool, considérés comme les plus « combattifs », continuent à refuser de signer les nouveaux contrats supprimant la garantie d'un emploi à vie, en dépit d'une menace de licenciement. — (AFP.)

## REPÈRES

## Emploi

## Hausse des effectifs dans les grands établissements

Les effectifs des établissements de cinquante salariés et plus ont augmenté de 0,3 %, en données corrigées des variations saisonnières, au premier trimestre 1989, selon une enquête du ministère du travail. Ils avaient déjà progressé de 0,4 % au quatrième trimestre de 1988, alors que « leur évolution avait été constamment négative depuis 1983 ». Pour la totalité des établissements des secteurs marchands non agricoles, l'emploi a progressé de 0,4 % au premier trimestre (+0,6 % au dernier trimestre 1988). L'étude indique qu'au premier trimestre 420 000 entrées et 370 000 départs ont été observés dans les établissements de plus de cinquante salariés, soit, en données brutes, un gain de 50 000 emplois. La hausse

des recrutements est due principalement à la croissance des contrats à durée déterminée, dont la durée moyenne s'allonge légèrement dans le secteur industriel. En revanche, le nombre de licenciements économiques continue à diminuer.

## Légère progression du nombre des chômeurs au Canada

Le taux de chômage au Canada a légèrement remonté en juillet, atteignant 7,5 % en données corrigées des variations saisonnières, après être descendu à 7,3 % en juin (son niveau le plus bas depuis près de huit ans), a annoncé, vendredi 4 août, l'Agence gouvernementale de statistiques canadienne. Le nombre de sans-emploi est ainsi repassé au-delà du million en juillet, contre 987 000 en juin. Cette progression s'est faite surtout au détriment des femmes, le taux de chômage des plus jeunes restant inchangé (11,1 % chez les quinze-vingt-quatre ans).

## Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

Semaine du 31 juillet au 4 août

## Clément

TEMPS particulièrement clément Rue Vienne où, pour la cinquième semaine consécutive, la hausse était au rendez-vous. L'avance est restée cependant très modeste (0,2 %) comparée à celle des cinq séances précédentes (+2,3 %), mais cela n'a pas empêché l'indice CAC de poivrier ses records. Porté au-dessus des 500 points (503,3) le 28 juillet dernier, par trois fois ces derniers jours il a progressé pour culminer jeudi à 506,5 points. Le marché, touché par la longueur estivale, n'a pas réagi à ces performances, continuant de vivre au ralenti ; le volume d'activité était d'ailleurs réduit.

Signe des temps, la publication de trois statistiques économiques américaines, pourtant attendues, a eu peu d'effet sur les transactions. Que ce soit le recul de l'indice des agents d'achat, la baisse de l'indice composite des indicateurs économiques ou encore la diminution du chômage en juillet, aucun n'a suscité de vif intérêt. Les intervenants sont restés mitigés, hésitant à interpréter des données apparemment contradictoires. Néanmoins, ils attendent en grande majorité un « atténuement des données » de l'activité économique plutôt qu'une récession brutale.

L'indicateur instantané a ainsi fluctué au gré des séances, se laissant porter par la douceur ambiante. Lundi, il perdait 0,49 %, mais se reprenait le lendemain avec un gain de 0,63 %. Durant cette journée, les boursiers appréciaient la réduction sensible des taux d'intérêt décidée par de grandes banques aux États-Unis. La hausse se redressait à 0,11 % mercredi pour s'annuler totalement jeudi. Le 3 août, l'indicateur instantané chutait à 0,90 %, un fait exceptionnellement rare au Palais Bruguère. Vendredi, après avoir débuté en baisse (-0,11 %), il descendait jusqu'à -0,28 % à la veille du week-end.

## Suspension de la Compagnie industrielle et de victoire

L'entrée du CAC dans la zone des 500 points s'accompagne d'un mouvement de consolidation du marché parisien, dont les cours ont progressé de 20 % depuis le début de l'année. La plupart des analystes observent le mouvement avec confiance. Pour eux, l'heure est à la pause sur le chemin de la hausse. La société de Bourse Descartes Durand, du groupe Société de Bourse, a ainsi traduit, ce sentiment dans sa revue hebdomadaire. Fondamentalement, l'évolution est bonne, mais conjoncturellement des difficultés peuvent apparaître. « Elles continueront probablement à empêcher le marché d'exploser la hausse ». Dans ces conditions, « le marché ira plus loin que l'indice 500 ».

Pour le courtier britannique DLP James Capel, « les bonnes nouvelles actuelles devraient permettre au marché de consolider dans les plus hautes valeurs de progression régulière ». Toutefois, rappelle-t-il, l'ensemble des actions « sont encore à l'état de choc ». Chez Didier Philippe, firme d'analyse financière Bankers Trust possède 49 % du capital, sont appréciées « la qualité des hausses (beaucoup de blue chips), la régularité des signes encourageants. Mais c'est précisément quand l'optimisme devient trop dominant que la vigilance doit être accrue ». Et d'entrevoir « un palier technique » dans la zone des 510-515 et même un « petit passage à vide ». Quand à la société de Bourse indépendante Pissatton, elle situe

le maximum de hausse dans la zone des 510-520 points, constituant « à moyen terme le point haut du mouvement entamé en janvier 1988 ».

Peu d'événements sont venus troubler cette semaine. A l'exception des mouvements observés autour de la Compagnie financière de Suez, du groupe d'assurances Victoire et de la Compagnie industrielle, société holding de M. Jean-Marc Vernes. Vendredi, la cotation de ces deux dernières firmes était suspendue à la demande de Suez. Dans un communiqué, la Société des Bourses françaises indiquait que l'interdiction de cotation de ces deux sociétés se serait « jusqu'à nouvel avis », « dans l'attente d'un projet d'opération financière » les concernant.

Cette suspension est liée aux modalités du financement de l'acquisition récente par le groupe d'assurances Victoire de Colson, le numéro deux cent-allié du secteur. Le montant de ce rachat se situerait entre 10 milliards et 14 milliards de francs. Des discussions se déroulent donc entre les deux actionnaires, la Compagnie industrielle, détentrice de 50,5 % des droits de vote de Victoire, et Suez, dont la part est de 34 %. Les rumeurs étaient multiples, certains évoquant une prise en main de Victoire par la Compagnie financière de la rue d'Assolvi, ou l'arrivée Feruzzi au côté de M. Vernes (lire page 11). L'issue de ces discussions devrait être connue au début de cette semaine. Mais ces levées ne sont sans doute pas étrangères à l'importante activité observée autour de Suez ces derniers temps. La firme atteignait même jeudi son plus haut niveau à 382 F avec des volumes d'échanges très importants. La Compagnie industrielle n'a pas non plus échappé à cet engouement. Le 3 août, le titre franchissait la barre des 10 000 F. Son plus haut niveau depuis le début de l'année était à 2 968 F.

L'action Eurotunnel n'a pas réagi à la décision de la COB, révisée le 3 août, de lancer une enquête sur un éventuel délit d'initié commis avant le 21 juillet dernier, date d'annonce par le consortium franco-britannique d'un accord des travaux pour le tunnel sous la Manche. De même, quarante-huit heures auparavant, le titre Société générale n'a pas bougé après la publication par la même Commission des opérations de Bourse d'un communiqué relatant les grandes lignes du raid sur cette banque privée lancée en septembre dernier par Marcen Investissements. La communication de ce dossier au parquet était attendue depuis longtemps.

Peu de franchissements de seuils ont été déclarés cette semaine à l'exception de la légère augmentation de la part de la famille Agnelli dans BSN. La société IRI a porté de 4,90 % à 5,12 % sa participation dans le capital du groupe agroalimentaire français. A la suite de la RES (reprise de l'entreprise par ses salariés) menée en avril dernier par le personnel de Gérard Pasquier sur cette société de prêt-à-porter féminin, la Financière Gérard Pasquier détient désormais 69 % du capital de cette firme. Enfin, profitant de l'été pour taillenter la cote, les autorités boursières ont décidé de radier du second marché dès le 7 août trois valeurs, Saint-Gobain Emballage, SEPR et Souris. Ces titres, qui dominaient bien à des échanges trop faibles, seront désormais négociés sur le marché hors cote.

DOMINIQUE GALLOIS.

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	31 juillet	1 <sup>er</sup> août	2 août	3 août	4 août
RM .....	2 118 741	2 286 651	2 253 794	2 628 605	—
Comptant .....	10 140 999	10 056 539	13 104 436	8 841 516	—
R. et obl. ....	227 762	356 861	268 029	324 684	—
Actions .....	12 487 502	12 700 051	15 626 259	11 794 805	—

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

France .....	118,6	119,1	119	118,6	—
Etrangères .....	115,2	115,9	115,7	116,4	—

## SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 30 décembre 1988)

Tendance ..	120	120,7	121	120,8	120,6
-------------	-----	-------	-----	-------	-------

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén. I	505,7	504,9	505,9	506,7	504,7
---------------	-------	-------	-------	-------	-------

(base 1000, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40	1 814,19	1 829,63	1 828,64	1 824,13	1 816,92
---------------	----------	----------	----------	----------	----------

OMF (base 100, 31 décembre 1981)

Indice OMF 50	509,76	515,51	514,72	513,17	510,09
---------------	--------	--------	--------	--------	--------

## MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 4 août 1989

Nombre de contrats : 73 024.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	Juin 90
Premier .....	—	—	—	—
+ haut .....	110,10	109,86	109,52	NC
+ bas .....	109,66	109,48	109,22	NC
Dernier .....	109,74	109,52	109,52	NC
Compensation .....	109,74	109,52	109,20	108,94

## EN BREF

• M. Vincent HOLLARD, président du Palais des congrès de Paris. — Le conseil d'administration du Palais des congrès de Paris a désigné, le 30 juin, M. Vincent HOLLARD au poste de président en remplacement de M. Philippe DUVAL, nommé président d'honneur. M. Jean RAVEL est confirmé dans ses fonctions de directeur général de la société.

• M. Vincent HOLLARD, cinquante-sept ans, docteur en sciences juridiques et politiques et diplômé de l'Institut des

hautes études internationales, a fait une partie de sa carrière à divers postes de direction de la Banque de l'Union européenne. Administrateur de nombreuses entreprises dont les Papeteries Boellor, Veau Cléquot et la Midland Bank, il a par ailleurs présidé les sociétés Dider-Borin et le Chasseur français. Rappelons que Paris est la première ville de congrès du monde : de cent cinq en 1985, le nombre des congrès internationaux y est passé à deux cent dix en 1988.]

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

## Légère progression

Des indices contradictoires sur la santé de l'économie américaine ont entraîné des fluctuations erratiques tout au long de la semaine. Dans un marché actif, l'indice Dow Jones s'est apprécié finalement de 18,24 points par rapport à la clôture du vendredi précédent. Le marché a initialement bénéficié de la généralisation à l'ensemble du secteur bancaire de la diminution du taux d'intérêt par les banques. Mais la publication d'indicateurs économiques allant dans des sens différents a dérangé les investisseurs. La baisse de l'indice de l'Association nationale des agents d'achat en juillet a jeté un froid. Selon les experts, l'économie n'effectuerait pas l'atterrissage en douceur escompté. La peur d'une récession s'est ainsi accrue mercredi avec l'annonce des commandes passées à l'industrie en augmentation. Mais vendredi la baisse du chômage a fait craindre une pression à la hausse sur les taux d'intérêt.

Indice Dow Jones du 4 août : 2 653,48 (contre 2 635,24).

	Cours 28 juillet	Cours 4 août
Alcoa .....	69	71 1/2
ATT .....	48 1/8	39 3/4
Boeing .....	52 1/2	50 1/4
Chase Nat. Bank .....	38 7/8	38 3/4
Du Pont de Nemours .....	114 7/8	114 1/4
Eastman Kodak .....	48 1/2	47 1/2
Exxon .....	44 1/8	45 3/8
Ford .....	49 5/8	48 7/8
General Electric .....	57 1/2	46 7/8
General Motors .....	44 5/8	45
Goodyear .....	53 1/8	54 5/8
IBM .....	113 3/8	112 3/8
ITT .....	61	60 7/8
Mobil Oil .....	51 1/8	51 3/8
Pfizer .....	65	64
Schlumberger .....	42 1/2	41 1/2
Tenneco .....	53 1/8	52 7/8
UAI Corp. (ex-Algill) .....	181 1/2	164 1/2
Union Carbide .....	27	28 3/4
USX .....	37	35 1/4
Westinghouse .....	67 7/8	66 1/4
Xerox Corp. ....	67 5/8	67 1/4

## LONDRES

## Nouveau record

Après une forte hausse vendredi, le Stock Exchange a terminé la semaine à un nouveau record depuis le crash d'octobre 1987. L'indice Footsie des cent valeurs a terminé à son plus haut niveau, soutenu par une forte activité spéculative. Durant une grande partie de la semaine, l'OPA de Sir James Goldsmith sur RAT et ses aînés juridiques ont dérivé et rendu nerveux les intervenants. Mais ce n'est que vendredi que le marché a pu repartir sereinement à la hausse, grâce à des situations particulières dans les secteurs de la pharmacie et de l'assurance.

Indices « FT » du 14 août : 100 valeurs, 2 327,5 (contre 2 306) ; 30 valeurs 1 940,8 (contre 1 924,8) ; fonds d'Etat, 86,87 (contre 87,16) et mines d'or, 202,9 (contre 193,6).

	Cours 28 juillet	Cours 4 août
Beecham .....	643	644
Bovater .....	593	590
BP .....	382	298
Charter .....	42	563
Courtauld .....	371 1/2	363
De Beers (*) .....	14,12	14,37
Free Gold (*) .....	8,37	9
Glaxo .....	14,44	15,07
GLS .....	11,27	12,13
ICI .....	12,55	12,60
Reuter .....	842	938
Shell .....	422	430
Unilever .....	433	430
Victrex .....	250	252
War Loan .....	38 17/32	38,50

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

## De soumet en soumet

Les hausses ne sont succédées sur les marchés boursiers ouest-allemands, à peine ralenti par les prises de bénéfices jeudi, pour culminer vendredi sur un nouveau sommet.

Indice du 4 août : DAX-30 : 1 590,30 (contre 1 553,27) ; Commerzbank 1 957,5 (contre 1 912).

	Cours 28 juillet	Cours 4 août
AEG .....	267,00	224,50
BASF .....	284,00	281,50
Bayer .....	294,00	319
Commerzbank .....	266	261
Deutschebank .....	674,20	677,50
Hoechst .....	206,00	210,10
Karstadt .....	614	610
Mannesmann .....	238,20	245
Siemens .....	607,50	612,00
Volkswagen .....	445,20	445,00

## TOKYO

## Petite progression

La Bourse de Tokyo a enregistré une légère hausse cette semaine et a même à un moment vu un instant un sursaut l'indice Nikkei franchir la barre des 35 000 yens. Le record à battre sera toujours celui du 31 juillet (34 953,87).

Vendredi, le marché était extrêmement calme et enregistrerait cependant une légère baisse.

Indice du 4 août : Nikkei, 34 741,99 (contre 34 705,63) ; Toxix, 2 613,27 (contre 2 606,6).

	Cours 28 juillet	Cours 4 août
Akai .....	756	750
Bridgestone .....	1 680	1 640
Casio .....	1 750	1 740
Fuji Bank .....	3 950	3 820
Honda Motor .....	1 990	1 960
Mitsubishi Electric .....	2 350	2 350
Mitsubishi Heavy .....	1 260	1 230
Sony Corp. ....	7 080	7 080
Toyota Motor .....	2 530	2 540

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Chargeurs SA .....	699 570	790 187 612
Elf Aquitaine .....	6 391 811	591 623 635
Suez Financ. ....	1 096 879	406 045 910
LMVH .....	77 305	327 830 116
Sanofi (Gé) .....	136 578	300 059 933
Elf Aquitaine .....	290 769	296 550 383
Peugeot SA .....	553 348	279 750 695
Leclercq .....	282 207	262 694 449
Leclercq .....	151 792	259 704 729
Saint-Gobain .....	353 532	235 365 419
Marine Windel .....	332 237	234 669 408
COE .....	492 898	221 736 872
BSN .....	292 360	219 376 027
Midi (Comp.) .....	139 025	194 478 070

(\*) Du vendredi 28 juillet au jeudi 3 août.



**BOURSES  
ÉTRANGÈRES**

**NEW-YORK**

Les marchés américains ont ouvert en hausse, le Dow Jones a gagné 10 points à 2 810,50. Le Nasdaq a progressé de 15 points à 1 015,00. Les obligations d'État ont baissé, le rendement à 10 ans est passé de 7,875 à 7,850. Le dollar a perdu 0,005 contre le franc suisse à 1,490. Le yen a gagné 0,005 contre le dollar à 163,50. Les actions européennes ont varié, le CAC 40 a baissé de 10 points à 1 010,00. Le DAX a progressé de 15 points à 1 015,00. Les obligations allemandes ont baissé, le rendement à 10 ans est passé de 7,875 à 7,850. Le livre sterling a gagné 0,005 contre le dollar à 1,635. Le mark a baissé de 0,005 contre le dollar à 1,365. Les actions asiatiques ont varié, le Nikkei a baissé de 10 points à 1 010,00. Le Hang Seng a progressé de 15 points à 1 015,00. Les obligations japonaises ont baissé, le rendement à 10 ans est passé de 7,875 à 7,850.

**LONDRES**

Le marché britannique a ouvert en hausse, le FTSE 100 a gagné 10 points à 2 810,50. Les obligations d'État ont baissé, le rendement à 10 ans est passé de 7,875 à 7,850. Le dollar a perdu 0,005 contre le franc suisse à 1,490. Le yen a gagné 0,005 contre le dollar à 163,50. Les actions européennes ont varié, le CAC 40 a baissé de 10 points à 1 010,00. Le DAX a progressé de 15 points à 1 015,00. Les obligations allemandes ont baissé, le rendement à 10 ans est passé de 7,875 à 7,850. Le livre sterling a gagné 0,005 contre le dollar à 1,635. Le mark a baissé de 0,005 contre le dollar à 1,365. Les actions asiatiques ont varié, le Nikkei a baissé de 10 points à 1 010,00. Le Hang Seng a progressé de 15 points à 1 015,00. Les obligations japonaises ont baissé, le rendement à 10 ans est passé de 7,875 à 7,850.

# Crédits, changes, grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Débordante activité en eurofrancs français

A la cadence où s'y succèdent les émissions, le compartiment de l'eurofranc français promet d'être une des grandes révélation de l'année sur le marché international des capitaux. L'activité primaire débordante en effet des dernières semaines lui a permis de dépasser largement les 11 milliards de l'ensemble de l'année dernière.

Il s'agit là d'un succès d'autant plus étonnant qu'il s'est fait attendre. Les services d'études des plus grandes banques internationales conseillaient depuis longtemps à leurs clients d'investir en francs français, mais les investisseurs n'ont pas voulu se laisser convaincre. Les grandes banques allemandes sont en train de mettre à profit une conjoncture qui leur est très favorable, leur permettant non seulement de lever des fonds à des conditions fort intéressantes mais également d'exprimer l'intérêt qu'elles portent à la place financière de Paris. En l'espace d'un mois, cinq des plus prestigieuses établissements financiers allemands ont émis des obligations d'un montant total de 2,5 milliards de francs d'euro-obligations.

Comme venait de le faire la Dresdner Bank, la Westdeutsche Landesbank, la Deutsche Bank et la Deutsche Girozentrale, la Bayerische Vereinsbank cherchait la semaine passée à lever 500 millions de francs en une opération liée à un contrat d'échange. La grande banque munichoise en avait obtenu le mandat au Crédit commercial de France qui s'est également chargé de la plus grande partie de la transaction de swap. Finalement, l'émetteur disposera de fonds en deux monnaies, en deutschemarks et en francs français, mais à taux

variable. Lorsque l'emprunt est apparu sur le marché, mercredi 2 août, son rapport, au pied des commissions, était supérieur de 55 centimes à celui des obligations du Trésor de même durée (sept ans). Son taux d'intérêt facial est de 8,625 % et son prix d'émission de 101,50 % du pair.

De même que les autres opérations en francs pour le compte de ses compatriotes, celle de la Bayerische Vereinsbank a pleinement été placée en Allemagne par le réseau de la banque. Cela fait de ce groupe d'emprunteurs une catégorie à part. En effet pour la plupart d'entre eux dans des portefeuilles pour y demeurer jusqu'à leur échéance, leurs titres devaient s'écouler peu liquides sur le marché secondaire. Aussi les conditions auxquelles ils sont offerts ne sauraient guère servir de référence.

Il est probable que d'autres banques allemandes s'adressent prochainement au marché de l'eurofranc. Mais il convient de se garder de considérer ces établisse-

ments comme des débiteurs réguliers, susceptibles d'alimenter en permanence l'activité primaire. L'exemple du compartiment de l'eurodollar américain le montre : les banques allemandes s'en sont maintenant pratiquement retirées après avoir exploité à fond ce marché aussi longtemps qu'elles y trouvaient des possibilités de swap intéressantes. Elles demeurent d'ailleurs à l'affût de toute nouvelle source de financement. Nul ne serait surpris de voir la communauté bancaire allemande se tourner bientôt vers un autre secteur de l'euro-marché.

Déjà, d'ailleurs, la Westdeutsche Landesbank vient de lever des fonds en couronnes suédoises, dans un compartiment encore au tout premier stade de son développement, mais qui suscite déjà à présent l'intérêt des particuliers outre-Rhin. (L'opération WestLB porte sur 300 millions de couronnes d'obligations à cinq ans émises à 101,875 % du pair et rémunérées au taux facial de 11,125 %, soit un rendement réel de 10,62 %).

### Les pays de l'Est en schillings autrichiens

Les autres débiteurs sur lesquels peut compter le marché de l'eurofranc sont suffisamment variés pour fournir l'assurance d'un approvisionnement quasi permanent en signatures de grande qualité. On y distingue certes tout un contingent d'emprunteurs dont l'appartenance est subordonnée à la conclusion d'accords de swap et qui sont donc plutôt opportunistes. Mais il existe aussi un noyau solide de débiteurs qui ont l'emploi des fonds levés en francs, comme la société norvégienne Norsk Hydro, qui vient de rouvrir son émission de janvier en y ajoutant une tranche de 300 millions de francs pour porter le total à 900 millions dirigée par la Banque nationale de Paris, son emprunt - qui viendra à échéance en février 1995 - est rémunéré au taux facial de 8,75 % pour un prix d'émission de 101,625 % du pair, des conditions tout à fait conformes aux attentes du marché.

Eurofranc, la société européenne pour le financement de matériel ferroviaire, gardera également le produit de son emprunt en francs. En fait, le milliard qu'elle entend recueillir est destiné aux chemins de fer français. Son émission, placée sous la conduite du Crédit commercial de France, est l'exemple même d'une eurotransaction réussie. Le chef de file estime que son placement s'est fait à raison de plus de 85 % à l'étranger, surtout auprès de prêteurs européens mais

également en Extrême-Orient. Ses conditions sont les suivantes : 8,625 % d'intérêt facial durant dix ans pour un prix de 101,875 % du pair. A son lancement, son rendement, au pied des commissions, était de 28 points de base au-dessus des fonds d'État français.

Autre compartiment à retenir l'attention des spécialistes du marché des capitaux, celui du schilling autrichien est en train de s'ouvrir aux investisseurs étrangers, à commencer par les pays de l'Est. La Hongrie devrait y précéder l'Union soviétique. Un emprunt de 1 à 1,5 milliard de schillings pourrait voir le jour prochainement pour le compte de la Banque nationale hongroise. On envisage de l'assortir d'un coupon d'intérêt de 8,125 % à 8,25 % pour une durée de sept ans. La place financière de Vienne est en pleine croissance et ne cesse d'attirer de nouvelles banques étrangères cherchant à s'associer à son développement.

Seul emprunteur français à se présenter la semaine écoulée sous le couvert de la garantie de la République, Electricité de France s'est procuré des francs misés à taux fixe en échangeant le produit d'une belle euro-emission en dollars canadiens que dirigeait Paribas (150 millions d'obligations à dix ans, émises à 101,60 % et rémunérées à 9,75 % l'an).

CHRISTOPHE VETTER.

## DEVICES ET OR

### A défaut de tendance...

Face à l'euphorie des Bourses, à l'excitation du marché obligataire devant la baisse des taux, le marché des changes paraît actuellement bien terne. Les volumes de transactions y sont très faibles, et le marché manque indéniablement de tendance. Même si, comme c'est le cas depuis quelques mois, des variations du dollar de dix centimes en une seule séance apparaissent désormais normales aux yeux des cambistes. Si le billet vert a terminé la semaine nettement au-dessus de ses niveaux du 28 juillet, à 6,4480 F et 1,9060 DM contre 6,3555 F et 1,8769 DM, les variations au jour le jour n'en ont pas moins été erratiques.

En raison de la publication de plusieurs indicateurs économiques américains, dont celui des directeurs d'achat (voir en rubrique Marché monétaire et obligataire), et du discours au Congrès du président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, le dollar a subi un important accès de faiblesse en début de semaine. Le sentiment qui prévalait alors sur la proximité d'une récession économique induit en effet que les taux d'intérêt vont s'orienter à la baisse, afin de relancer l'activité, et donc que les investissements en dollars vont être moins attrayants à terme.

Par ailleurs, M. Greenspan a indiqué que le déficit commercial américain allait plafonner au cours des prochains mois (ce qui est déjà perceptible depuis quelque temps) en raison de la hausse du dollar intervenue depuis le début de l'année ; raison de plus pour pousser la devise américaine à la baisse. Ainsi, le

cours du dollar est tombé le mercredi 2 août à 6,2690 F et 1,8490 DM.

L'annonce d'une baisse du taux de chômage aux États-Unis en juillet, accompagnée surtout d'une révision en hausse du nombre de créations d'emplois en juin, a cependant donné vendredi un coup de fouet à la devise américaine. On ne saurait dire pour autant qu'un nouveau mouvement de hausse est entamé. Tant que les marchés n'auront pas une vision plus claire de la conjoncture américaine, le billet vert ne devrait pas bénéficier d'un soutien très important. A court terme cependant, on peut s'attendre que l'adjudication trimestrielle de bons du Trésor américains, la semaine prochaine, contribue à la fermeté du dollar. Les Japonais continuent à être de gros acheteurs nets d'obligations étrangères (pour 6,6 milliards de dollars au mois de juin), avec un faible pour les titres américains.

La devise nipponne est encore loin d'avoir retrouvé son attrait, et reste toujours faible, particulièrement contre le mark. Signe des temps pour le Japon : ses réserves de devises, les plus importantes du monde, ont diminué pour le troisième mois consécutif en juillet - de 597 millions de dollars - pour s'établir à 88,87 milliards. Le mois précédent, en raison des interventions massives de la Banque du Japon sur les marchés des changes, elles avaient diminué du montant record de 6,23 milliards. Pour peu que le mouvement continue, le Japon aurait l'humiliation de voir ses

réserves devenir inférieures à celles de Taiwan, qui ont repris leur hausse et atteignent actuellement 75,7 milliards de dollars.

Autre devise orientée à la baisse, la livre sterling, qui est tombée à Paris le 3 août, jusqu'à 10,3480 francs, alors qu'elle valait 10,5340 francs vendredi 28 juillet. Sans qu'aucune explication l'emporte, on évoque tout à tour la volonté du gouvernement de rendre la monnaie britannique plus compétitive, la perspective d'une baisse des taux - attendue depuis bien longtemps - et les achats de dollars effectués par les grandes banques de la City dans le cadre de l'augmentation de leurs provisions pour créances sur les pays en développement.

Comme de coutume depuis plusieurs mois, le franc français se tient remarquablement bien face au mark, puisque la devise allemande était fixée à Paris à 3,3871 F le 4 août, contre 3,3860 F une semaine plus tôt.

Les palmes d'honneur du SME n'ont pas été redistribuées d'une semaine sur l'autre et reviennent toujours à la peseta espagnole et à la livre italienne.

FRANÇOISE LAZARE.

### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 31 JUILLET AU 4 AOÛT

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	SEAL	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc suisse	Franc suisse	Franc suisse
New-York	1,6180	—	15,6763	61,1623	52,7426	2,5288	46,7727	0,8733
Paris	1,6090	—	15,6141	61,7665	53,1280	2,5381	47,8921	0,8739
Bruxelles	16,3875	6,21	—	397,46	336,41	16,1835	380,28	4,7867
Zurich	16,5529	6,770	—	395,89	338,75	16,1883	380,31	4,7867
Frankfurt	16,5529	6,770	—	395,89	338,75	16,1883	380,31	4,7867
Amsterdam	2,6713	1,6180	15,6181	—	56,9627	4,1891	76,2421	1,5967
Stockholm	3,0677	1,6090	29,5327	118,36	—	4,7794	86,818	1,5967
Oslo	3,1861	1,6225	29,5382	118,36	—	4,7794	86,818	1,5967
Copenhague	44,1880	39,67	61,7791	24,5179	20,9239	—	18,5547	2,9881
Berne	45,8100	39,48	61,7785	24,5180	20,9236	—	18,5541	2,9879
Bratislava	3,4555	2,1380	33,3022	138,76	112,76	1,5894	—	1,5874
Varsovie	2,6381	1,6180	33,3022	138,76	112,76	1,5894	—	1,5874
Prague	2,6381	1,6180	33,3022	138,76	112,76	1,5894	—	1,5874
Winnipeg	2,6381	1,6180	33,3022	138,76	112,76	1,5894	—	1,5874
Tokyo	220,01	139,48	216,40	84,1825	74,0585	3,5381	65,4463	0,1808

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 4 août, 4,6087 F contre 4,5746 F le vendredi 28 juillet.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Retour à la nervosité

L'enthousiasme confiant de la dernière semaine de juillet a cédé la place, au cours des premières séances d'août, à la nervosité. Mardi 1<sup>er</sup> août, au cours d'une séance mouvementée, le rendement des obligations américaines s'est brusquement détendu. Le taux d'intérêt servi sur l'emprunt-phare du Trésor revenait de 7,94 % à 7,83 % en une seule séance, à son plus bas niveau depuis deux ans.

La publication de l'indice des taux directeurs d'achat américains en juillet, qui s'est établi à son plus bas niveau depuis janvier 1983, ajoutée à la confirmation de l'assouplissement de la politique monétaire par le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, avait suffi pour que les investisseurs estimant imminente la récession économique. En fin de semaine, ayant appris que le taux de chômage était retombé à 5,2 % de la population active américaine le mois dernier, les mêmes investisseurs révisaient radicalement leur jugement. En conséquence, les rendements se sont à nouveau fortement tendus dans la journée du 4 août, le rendement de l'emprunt-phare repassant au-dessus de la barre de 8 %.

Une évolution pour le moins erratique à quelques jours de l'adjudication trimestrielle du Trésor américain. Entre le 8 et le 10 août, si le Congrès accepte de relever le pla-

fond de la dette, le Trésor émettra 29,5 milliards de dollars d'obligations à trois, dix et trente ans. L'annonce d'un compromis entre la Maison Blanche et le Congrès sur le sauvetage des caisses d'épargne américaines (lire page 11) laisse par ailleurs présager la mise sur le marché de près de 50 milliards de dollars d'obligations à long terme, une somme considérable qui ne devrait pas manquer de se refléter dans les cours.

La baisse de 1/4 de point des Federal Funds intervenue la semaine précédente paraît en tout cas acquise, et le taux des fonds que les banques se prêtent au jour le jour s'est stabilisé autour de 8 7/8 %.

### Un potentiel de baisse

En France, le MATIF a subi comme à son habitude tous les contrecoups des secousses américaines. Le marché à terme international français retrouvait le 1<sup>er</sup> août, avec un gain de 34 centimes en une seule séance, son plus haut niveau depuis le mois d'octobre 1986, l'échéance septembre clôturant à 110,18. Malheureusement, le contrat national retombait à 109,74 vendredi, soit pratiquement son niveau de la semaine précédente.

Sur la place parisienne, d'anciens investisseurs cependant une nouvelle hausse du MATIF après la langueurs du mois d'août car, selon eux, le potentiel de baisse des taux dans l'Hexagone devrait se concrétiser prochainement. Les mêmes estiment que si le taux au jour le jour (qui a évolué autour de 9 1/4 % cette semaine) reste actuellement si tendu, c'est peut-être parce qu'il est artificiellement soutenu par les autorités monétaires, qui pourront ainsi plus facilement annoncer une baisse des taux à la rentrée. Il faut remonter à juillet 1988 pour retrouver une baisse du taux des appels d'offres de la Banque de France, à 6,75 %. Il se situe actuellement à 8,75 %.

L'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor est heureusement survenue entre les deux chocs de la semaine. Le Trésor n'a pourtant servi le 3 août que 8,705 milliards de francs, soit presque le minimum annoncé. La mise sur le marché des trois tranches d'obligations (dix ans, trente ans et taux variable) a fait apparaître une très nette détente des taux, puisque l'OAT 8,25 %, la plus demandée, a été assortie d'un rendement de 8,32 %, contre 8,70 % le mois dernier.

La baisse des taux ne paraît pas à l'ordre du jour outre-Rhin, où le marché obligataire est resté tendu tout au long de la semaine, malgré l'annonce d'une baisse de 0,2 % des prix de détail en juillet, et celle d'une progression moins forte de la masse monétaire. Deux indices qui laissent à penser que les inquiétudes inflationnistes des dirigeants allemands devraient s'apaiser. Mais le véritable mal du marché allemand est toujours celui du manque d'intérêt des investisseurs, qui attendent un éclaircissement de la situation politique.

Sur le marché primaire, le calme est de mise, et les émissions devraient rester limitées jusqu'à la fin du mois. Également jusqu'à ce que les investisseurs, qui ont tendance depuis quelque temps à délaisser le long terme, s'y intéressent à nouveau. La BFCE a émis sans problèmes 1,5 milliard de francs d'une tranche à six ans assimilable à celle de l'emprunt d'octobre dernier. Émise à 8,60 %, son rendement est ressorti à 8,33 %. La Sovac et la Diac (bras financier de Renault) n'ont pas été aussi chanceuses. La première a émis dans des conditions difficiles 800 millions de francs à neuf ans, avec un rendement de 8,60 %. La seconde procédait à l'émission de 500 millions, également à neuf ans, assorti d'un rendement de 8,59 %.

F. L.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Duel pour le cacao ivoirien

Le marché du cacao a connu une fin de semaine très mouvementée après l'annonce par la Côte-d'Ivoire qu'elle venait de vendre 500 000 tonnes de sa prochaine récolte « à des négociants importants », l'américain Philip Brothers (lire page 11) présentait un contrat d'échange de 300 000 tonnes de cacao à la Société des Cacaos de France.

Avant d'être officiellement confirmé vendredi 4 août par le directeur de la Caisse de stabilisation ivoirienne, M. René Amami, le rumeur d'une telle transaction avait circulé la veille à Londres et à Paris, provoquant une brusque remontée des cours à leur meilleur niveau depuis août 1988. Jeudi, sur le marché à terme londonien, la tonne de cacao gagnait 49 livres sur l'échéance de livraison de septembre pour terminer à 888 livres. Un moment incertain dans l'attente d'une déclaration officielle de la Côte-d'Ivoire, les opérateurs ali-

mentaient de nouveau le mouvement de hausse vendredi. Les cours s'établissaient à 891 livres par tonne.

Dans un premier temps, M. Amami a indiqué que la vente de 500 000 tonnes de cacao au prix minimum de 8 500 F la tonne concernait un seul acheteur, Philip Brothers. « Il s'agit d'un engagement commercial basé sur un système sophistiqué de fixation de prix, précisait le responsable ivoirien. Ce contrat sera accompagné d'une série d'actions comprenant la réanimation de l'accord international du cacao en vue de discipliner la production. » 500 000 tonnes pour un négociant unique qui s'assurait un pactole de 4 milliards de francs pour un quart de la production mondiale ; la manœuvre semblait presque trop belle.

C'est seulement plus tard que M. Amami est revenu sur ses déclarations pour préciser que le groupe Sucres et Denrées, dirigé par M. Serge Vassano, était lui aussi de la partie. Si la firme de l'avenue des Champs-Élysées se disait, vendredi, « servile », un mano a mano n'en est pas moins engagé avec son rival Phibro.

L'an passé, Sucres et Denrées avait remporté une première manche en obtenant du président Félix Houphouët-Boigny, il est vrai aux abois, de commercialiser 400 000 tonnes de cacao dont la moitié devait être stockée en Côte-d'Ivoire pendant deux ans. On reprochait au groupe français, surtout dans les rangs de la concurrence, d'avoir réalisé une bonne affaire sur le dos de la Côte-d'Ivoire et des pouvoirs publics français qui, via la Caisse centrale de coopération économique, avaient consenti un prêt de 400 millions de francs. Sucres et Denrées précisait qu'elle n'avait jamais promis à la

Côte-d'Ivoire de redresser les cours du cacao. En juin dernier, Phibro fit sensation en décrochant un contrat pour l'écoulement de 280 000 tonnes de fèves ivoiriennes. Les autorités d'Abidjan avaient-elles tourné casaque ?

La transaction annoncée le 4 août témoigne en tout cas de la volonté de la Côte-d'Ivoire de faire jouer la concurrence entre les deux poids lourds du cacao ivoirien avec, semble-t-il, une légère préférence pour l'américain.

Premier producteur mondial de cacao avec 780 000 tonnes attendues pour la campagne 1989-1990, la Côte-d'Ivoire détient à elle seule 32 % de la récolte du globe. Les consommateurs s'inquiétaient jeudi à l'idée que 500 000 tonnes pourraient être placées chez un seul négociant en raison des risques de manipulation du marché liés à une telle position de force. Mais la confirmation du duel entre Phibro et Sucres et Denrées devrait rassurer les acheteurs quant à leur approvisionnement. La hausse surprise des cours du cacao sera sans doute passagère, comme les espoirs des producteurs de retrouver durablement un prix rémunérateur.

ERIC FOTTORINO.

### GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

#### LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

#### BOURSE

36.15 LEMONDE

36.15 LEMONDE

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

PRODUITS	COURS DU 4-8
Café (Londres) Trois mois	1 591 (+ 27) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 765 (+ 7) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	12 875 (+ 180) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Octobre	2 696 (- 5) Francs/tonne
Café (Londres) Septembre	762 (- 8) Livres/tonne
Cacao (New-York) Septembre	1 318 (+ 28) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Septembre	387 (=) Cents/bushel
Mais (Chicago) Septembre	219 (- 10) Cents/bushel
Soyas (Chicago) Septembre	183 (- 10,7) Dollars/c. court

كنا من اجل

ÉTRANGER	SOCIÉTÉ	COMMUNICATION	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La poursuite des bombardements à Beyrouth et la crise des otages. - La situation en Somalie. 5 URSS : la première session du Soviet suprême a marqué l'émergence d'un nouveau pouvoir législatif.	6 Accalmie sur le front des incendies. - Trop de baignades dangereuses sur la Côte d'Azur. 7 Sida : les tribulations d'une prostituée australienne.	7 Les enjeux de la télévision du futur (II). - La Poste examine ses relations avec le secteur presse. - M. Gérard Lignac tente de verrouiller le capital de l'Est républicain.	9 La jungle du mobilier urbain : à Paris, panneaux, abribus, fontaines, poubelles...	11 La COB italienne s'attaque à la Mafia. - Le plan de sauvetage des caisses d'épargne américaines est adopté par le Congrès. 12 Les différences démographiques s'effacent en Europe.	Abonnements ..... 2 Carnet ..... 8 Météorologie ..... 8 Mots croisés ..... 8 Spectacles ..... 10 Télévision ..... 8	Les résultats des grandes écoles : 3615 tazes LEMONDE  Les offres d'emploi du Monde : 3615 tazes LM

NICARAGUA : succès de la table ronde

Accord entre le gouvernement et l'opposition sur l'organisation des élections de 1990

« Historique » ou « banal » ? Alors que l'enceinte des signatures est à peine sèche, l'accord conclu entre le gouvernement sandiniste et l'opposition ne soulève pas, de la part des parties en présence, des commentaires unanimes. L'affaire a pour tant été rondement menée. A l'issue d'une table ronde de moins de vingt-quatre heures, les vingt et un partis politiques — dont le Front sandiniste de libération nationale (FSLN, au pouvoir) — réunis dans la capitale nicaraguayenne ont défini le cadre des élections générales, qui se dérouleront le 25 février 1990.

Le président nicaraguayen, Daniel Ortega, a estimé que cette journée de dialogue, retransmise en direct par la télévision, représentait « une grande leçon de démocratie pour ceux qui prétendent nous donner des leçons ». L'opposition a, pour sa part, considéré que l'accord n'était « pas très important ».

Concrètement, le gouvernement s'est engagé à déclarer une « amnistie large et inconditionnelle » en faveur des personnes détenues pour délits d'ordre public et à assouplir la législation en matière de sécurité

publique. L'amnistie entrera en vigueur dès la mise en œuvre du plan de démobilisation et de réinstallation des guérilleros de la Contrastación en territoire boudier. Il est prévu que la passation des pouvoirs entre les autorités actuelles et le parti qui remportera les élections soit avancée au 25 avril 1990.

Dans le document, le gouvernement sandiniste s'engage en outre à permettre à l'opposition de disposer d'une chaîne de télévision pour mener sa campagne, et à suspendre pour six mois, de septembre à février, l'appel sous les drapeaux des jeunes devant effectuer leur service militaire. Enfin l'accord suggère un certain nombre de mesures instituant un contrôle des représentants des différents partis sur le déroulement des opérations de vote, le transfert des urnes et le dépouillement. Ces propositions seront soumises au Conseil électoral suprême.

Réunion des chefs d'Etat d'Amérique centrale

L'accord, signé en présence des représentants des Nations unies et de l'Organisation des Etats américains (OEA), qui assistaient à la réunion, conclut une première série de pourparlers entre les sandinistes et les vingt et un partis d'opposition.

Seules trois organisations d'extrême gauche, le Parti d'action populaire marxiste-léniniste, le Parti révolutionnaire des travailleurs et le Mouvement d'unité révolutionnaire, ont refusé de signer le document. Malgré le scepticisme de certains partis, qui émettent des doutes sur la tenue par les sandinistes de leurs engagements, l'un des dirigeants de l'opposition, s'exprimant au nom d'un groupe de douze partis, M. Silvano Matamoros, a reconnu : « Le gouvernement sandiniste a accepté 95 % de nos revendications ».

Le principal point de désaccord qui n'a pu être réglé concerne le vote des Nicaraguayens de l'étranger. Ils devront, contrairement au souhait de l'opposition, revenir au Nicaragua s'ils désirent accomplir leur devoir électoral.

En fait, la divergence d'appréciation concernant l'accord s'explique en partie par la tenue concomitante de la réunion des chefs d'Etat d'Amérique centrale, qui s'est ouverte samedi dans le petit port atlantique de Tela, au Honduras.

La relance du processus de paix dans la région, engagé par le président costaricien Oscar Arias avec l'accord d'Esquipulas du 7 août 1987, connaît bien des difficultés. Le nouveau président du Salvador, Alfredo Cristiani, a en effet jeté le froid en insistant, quelques jours avant le sommet, pour que le problème de la guérilla salvadorienne du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) soit traité de manière symétrique à celui de la Contra nicaraguayenne. L'existence de M. Cristiani pourrait, si elle était maintenue, mettre en péril le processus de paix fragilisé par le fait que les deux organisations de « résistance » dont les auteurs du plan de paix ont toujours souligné les différences.

La réunion des chefs d'Etat d'Amérique centrale, qui doit se poursuivre pendant trois jours, devra aussi aborder le problème de la date de « démobilisation » des « contras ». En désaccord avec Washington, qui souhaite que ce démantèlement n'intervienne qu'après les élections au Nicaragua, le président Arias estime qu'il peut être effectif dès maintenant. En ce sens, l'accord politique signé au Nicaragua lui permet de disposer d'un argument supplémentaire au grand dam des dirigeants de la Contra qui craignent qu'une désintégration d'entre eux leur disparition sans être assurés d'obtenir les compensations promises par Managua.

Toute la politique de paix repose en fait sur la confiance accordée ou non aux sandinistes pour l'organisation d'élections libres. C'est sur ce point que les divergences sont les plus grandes.

D. H.-G.

LIBYE  
Cheikh... Speare

Othello et Roméo et Juliette ne sont que des piegats. Pour créer ses personnages, William Shakespeare s'était inspiré des tribulations et des passions arabes. D'ailleurs, il était lui-même d'origine arabe, étant le fils d'un certain Cheikh Zubeir... L'auteur de ces « révélations » de première main ne serait autre que le colonel Mouammar Kadhafi, si l'on en croit Radio-Télévision.

Selon une émission de la radio libyenne, captée mardi 1<sup>er</sup> août par les services d'écoute de la BBC et par un journaliste des services de Durham, dans le nord de la Grande-Bretagne, les assertions du dirigeant libyen sont le résultat de « plusieurs années d'étude ». Le colonel Kadhafi aurait décelé dans les pièces de Shakespeare « plusieurs références qui prouvent » son origine arabe. Pour le professeur Levi Fox, directeur du Centre Shakespeare de Stratford-upon-Avon — le bourg où est né et mort le dramaturge (1564-1616) — ces allégations ne sont que « la plus chimérique d'une longue série d'extravagances hypothétiques ». Point de vue sans doute partagé...

Après ceux du Rhône et de la Savoie

Les gendarmes de l'Oise adressent une lettre ouverte à M. Chevènement

« Exposer clairement les conditions de travail, les conditions de vie, les abus de certains officiers ». Tel est le but visé par les sous-officiers de gendarmerie de l'Oise qui, dans la droite ligne de la démarche engagée récemment par leurs collègues de la Savoie et du Rhône (Le Monde du 27 juillet), viennent d'adresser une lettre ouverte à leur ministre de tutelle, M. Jean-Pierre Chevènement, pour « s'élever contre la précarité de leur situation ».

Comme leurs collègues montagnards, les auteurs de cette nouvelle lettre, non signée, dénoncent l'excessive disponibilité qu'exige leur profession, première responsable du ras-le-bol des gendarmes. « Avec soixante-dix à quatre-vingts heures de travail hebdomadaires, que reste-t-il pour la vie familiale ? », demandent-ils. « Pensez-vous que l'augmentation des suicides au sein de la région Picardie soit normale ? Pensez-vous que les 30 % de démissions du personnel féminin dans les trois premiers mois d'activité soient logiques ? Et pensez-vous qu'il soit normal que le nombre de divorces parmi la population gendarmique soit élevé ? ». S'estimant, avec un salaire de moins de 7 000 francs par mois, « les éboueurs de l'armée française », les sous-officiers réclament une couverture mensuelle résumant les conditions de leur vie : « des gens compétents, et non des carriéristes en mal de pouvoir ».

Le rapport sur la tragédie du stade de Sheffield met en cause la police

Le juge Taylor, chargé de l'enquête publique sur la tragédie du stade de Sheffield (Le Monde du 18 avril) qui avait fait 95 morts et 170 blessés le 15 avril à l'occasion d'une demi-finale de la Coupe d'Angleterre entre les équipes de Liverpool et de Nottingham Forest, a rendu public son rapport, vendredi 4 août. Après l'audition de 174 témoins, l'enquêteur met principalement en cause les chefs de la police locale et les employés du club.

Le juge Taylor blâme l'attitude « auto-suffisante », l'imprévoyance et l'incompétence de la police dont le chef, M. Peter Wright, a aussitôt offert sa démission. Le superintendant David Dockesfield a été suspendu de ses fonctions. Ce dernier est accusé d'inexpérience et d'avoir menti pour faire porter la responsabilité du désastre sur les supporters de Liverpool. « La principale raison du désastre est l'échec du contrôle de la police », débordée et incapable d'empêcher l'afflux des supporters de Liverpool sans tickets dans une

tribune déjà surpeuplée, affirme le juge. Le rapport critique également le club local, Sheffield Wednesday, propriétaire du stade, pour son organisation « confuse et inefficace », notamment pour la signalisation des tribunes et la vente des billets, ainsi que le conseil municipal pour « n'avoir pas modernisé la sécurité à l'intérieur du stade ».

La conduite « honteuse » d'une petite minorité de fans en état d'ivresse qui ont entravé les opérations de secours, est également dénoncée. Mais le juge réfute les allégations de la police selon lesquelles la majorité des supporters de Liverpool étaient des hooligans, arrivés en retard et ivres avant le début de la rencontre.

Parallèlement, le juge Taylor recommande avant le début de la saison prochaine (le 19 août) la mise en place de quarante-trois mesures « minimum » visant à améliorer la sécurité : réduction de 15 % du nombre de spectateurs dans les tribunes debout, meilleure signalisation des places, affichage de la capacité des tribunes, inspections régulières, installations de sorties de secours supplémentaires, etc.

A La Réunion

Trois plaintes communistes contre un député barriste

Le Parti communiste réunionnais a déposé, mercredi 2 août, trois plaintes en justice pour ingérence, contre le député et maire barriste du Tampon, M. André Thies Ah Koon. Ce dernier est accusé par le PCR de tirer profit de trois entreprises qu'il possède et qui auraient obtenu de la commune du Tampon des marchés pour des travaux d'électricité ou de fournitures de véhicules. M. Thies Ah Koon étant absent de La Réunion, ses amis ont vivement réagi à ces accusations du PCR qui ne seraient, selon eux, qu'une simple « manœuvre politique ».

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION  
de notre correspondant

Tandis que son frère, Jacques, a adhéré au Club Robespierre, M. Paul Vergès se dresse, à La Réunion, du niveau de l'incorruptible. Le secrétaire général du Parti communiste réunionnais — comparant sa probité à celle de l'ancien dirigeant du PCI, Enrico Berlinguer — part une nouvelle fois en guerre contre la corruption électorale dans le département. Il avait déjà accusé à son tableau M. Jean-Paul Virapoulle, député CDS, reconnu coupable d'ingérence par le tribunal de Saint-Denis, mais dispensé de peine. Toutefois, la condamnation de M. Virapoulle était intervenue en même temps que celle frappant pour le même motif M. Claude Roeran, maire communiste de Saint-Louis.

Deux autres élus réunionnais ont également été mêlés à des affaires d'ingérence : M. Wilfrid Berthe, ancien député socialiste, et M. Axel

Kichenin, maire de Sainte-Marie. Tous deux ont cependant bénéficié en 1988 d'une grâce présidentielle et providentielle.

La nouvelle croisade de M. Vergès s'inscrit dans le cadre de l'inculpation récente d'un conseiller général, M. Samuel Carpey, pour flagrant délit de corruption active du maire de Salazie, M. Hilaire Maillet. Mais la corruption électorale est une quasi-institution dans le département. Avant les élections, on ne compte plus les feuilles de tôle, les bords de surrile, les sacs de ciment ou les camions de sable distribués aux électeurs indigents. Sans oublier les promesses d'emplois (rarement tenues au demeurant, sauf dans la commune communiste de Saint-Louis, où le maire a institué un système de « roulement » du personnel communal qui touche plusieurs milliers de personnes chaque année).

Au cours d'une conférence de presse tenue vendredi à Saint-Denis, M. Paul Vergès a vivement critiqué le ministère de la justice, qui, selon lui, donne des consignes aux magistrats locaux pour étouffer des affaires de corruption électorale ou d'ingérence qui peuvent gêner les amis du gouvernement, quelle que soit son étiquette. M. Vergès a une fois de plus demandé un « audit » sévère des vingt-quatre communes du département, seul moyen, dit-il, de déceler les irrégularités et de sanctionner les « corrupteurs ». Si les magistrats avaient le loisir de mener leurs investigations sans directives partiales, a précisé M. Vergès, « il faudrait sans aucun doute révoquer l'écrasante majorité de la classe politique réunionnaise ».

ALIX DJOUX.

CUBA

Deux publications soviétiques interdites

La Havane. — L'éversion du régime cubain pour la perestroïka en cours en Union soviétique est connue. Fidel Castro n'a de cesse de répéter dans ses discours qu'il s'agit là d'une évolution que Cuba ne saurait suivre. Le « Lider máximo » avait lancé il y a peu (Le Monde du 29 juillet) de vives attaques contre les Polonais et les Hongrois, accusés de chercher une « transition pacifique du socialisme au capitalisme », et même évoqué le risque de « guerre civile » et de « désintégration » qui menacerait l'URSS. C'est donc tout à fait logiquement que le Parti communiste cubain vient d'interdire la diffusion de deux publications soviétiques, l'hebdomadaire les Nouvelles de Moscou et le mensuel Sputnik.

Dans l'éditionnel annonçant cette décision, le quotidien officiel Granma affirme : « Nous battons pour le socialisme et le communisme. Par conséquent, de telles publications ne correspondent pas à notre réalité ni à nos intérêts. » Pour justifier cette mesure, une première dans

les relations presque trentennaires entre Cuba et l'URSS, les autorités cubaines expliquent que les deux journaux soviétiques sont « fascinés par la manière de vivre des Américains » et vantent « la démocratie bourgeoise ».

Granma, qui accuse aussi les deux publications de promouvoir des « points de vue honteux et nihilistes », affirme, avec « douleur et amertume », que leur lecture a eu « des conséquences sur des jeunes mal informés sur les plans idéologique et historique ». — (AFP, Reuters.)

● Catastrophe ferroviaire près de Colon : trente-deux morts. — Deux trains rapides se sont télescopés, vendredi 4 août à 160 kilomètres à l'est de La Havane, près de la ville de Colon. Le bilan de cet accident, donné par l'agence cubaine AIN, fait état de trente-deux morts et cent dix-sept blessés. Il s'agit, selon un porte-parole du gouvernement, de la plus grave catastrophe ferroviaire qui ait frappé le pays depuis dix ans. — (Reuters.)

EN BREF

● BRÉSIL : un perrain de la Camorra arrêté. — La police brésilienne a annoncé, vendredi 4 août, l'arrestation, dans l'Etat de São Paulo, de Francesco Toccanino, l'un des chefs de la mafia napolitaine, la Camorra. Il a été appréhendé au terme de cinq mois d'enquête conjointe des polices brésilienne et italienne.

Ce trafiquant de drogue international, responsable au sein de l'organisation des filières brésilienne, américaine et européenne, a été arrêté seize ans après une première interpellation par la police brésilienne. Il avait alors été extradé vers les Etats-Unis, où il purgea une peine de douze ans de prison. Revenu sous un faux nom au Brésil en 1986, la police estime qu'il a alors succédé à Lucien Sarti, chef de la Camorra responsable de la « french connection ».

— (Reuters.)

● Résultats en hausse pour le groupe Maxwell. — Selon les chiffres communiqués par Maxwell Communications Corporation, l'exercice de quinze mois clos au 31 mars dernier enregistre un chiffre d'affaires en

hausse de 57 % à 1 390,5 millions de livres (14,5 milliards de francs environ) et un bénéfice avant impôt de 192 millions de livres. L'exercice précédent, qui ne comptait que douze mois, s'était terminé sur un chiffre d'affaires de 884,1 millions de livres et un bénéfice de 166 millions. La hausse de 16 % du bénéfice correspond toutefois à une baisse du bénéfice par action, car le nombre d'actions est passé de 488,8 à 616,1 millions.

Depuis le rachat de Macmillan (consolidé dans les résultats), et la cession d'activités d'imprimerie en Europe, le centre de gravité du groupe s'est déplacé vers les Etats-Unis, où il réalise 80 % de ses revenus.

● QUOTAS : les émissions menacées selon TF 1 sont déjà classées comme des œuvres françaises. — Les magazines et les documentaires diffusés par TF 1 qu'Etienne Mougeotte, vice-PDG de la Une, disait menacés, lundi 31 juillet dans une interview à Télé 7 Jours,

par l'introduction de quotas, sont déjà reconnus, rappelle le CSA, comme des œuvres audiovisuelles d'expression originale française. Le Conseil regrette d'autant plus la prise de position de TF 1 que ces émissions — dont « Ex libris », « 52 à la Une » et « Reportages » — étaient déjà ainsi classées lors du bilan annuel de la chaîne que le CSA doit publier prochainement et que les discussions avec les dirigeants de TF 1 « s'étaient alors déroulées sans polémiques ».

● Importante découverte pétrolière en Alaska. — La firme américaine Atlantic Richfield Co (Arco) a annoncé le 4 août qu'un nouveau puits creusé en Alaska s'avérerait être la plus importante découverte de pétrole effectuée aux Etats-Unis depuis 1982. Selon les premiers essais, le puits Point-McIntyre donne un débit de 5 400 barils par jour. Arco estime que les réserves du puits pourraient s'élever à 300 millions de barils.

VOUS ÊTES-VOUS PARÉ POUR L'ÉTÉ ?

**Graphologue MSI**

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI, LM.

15 rue de la République - 92000 Nanterre - France

Manifestation contre le départ des chasseurs alpins de la vallée de l'Ubaye

Gloire au 11<sup>e</sup> BCA !

La population de la vallée de l'Ubaye a manifesté, vendredi 4 août, dans les rues de Barcelonnette pour protester contre le départ du 11<sup>e</sup> bataillon des chasseurs alpins. Réuni ce même jour en séance extraordinaire, le conseil général des Alpes-de-Haute-Provence a demandé une audience au premier ministre.

BARCELONNETTE  
de notre correspondant

En tête du cortège, une croix portant l'inscription « Cf-gt la vallée assésinée ». Juste derrière, une couronne mortuaire résumait le sentiment de la population : « Dissolution du 11<sup>e</sup> BCA = mort de la vallée ». A l'issue de la prise d'armes qui, vendredi 4 août, a marqué la passation de commandement entre l'ancien — le colonel Pierre Bayle — et le nouveau — le lieutenant-colonel Semard

Rebuffet — patron du 11<sup>e</sup> BCA, les habitants de Barcelonnette ont emboîté le pas des chasseurs qui, à cet instant, offraient à la petite sous-préfecture des Alpes-de-Haute-Provence ce qui sera peut-être son dernier défilé.

Mille cinq cents manifestants, parmi lesquels des élus parlementaires, conseillers généraux, maires, et les habitants des communes voisines, qui partagent la même colère depuis l'annonce de la dissolution du « 11<sup>e</sup> ». Dans la foule, des banderoles bien sûr, mais aussi des dizaines et des dizaines de ballons noirs, comme si on voulait indiquer clairement que ce jour est un jour de deuil. Devant les grilles fermées du quartier Crapelet, qui abrite le 11<sup>e</sup> BCA, la foule scanda vainement un dernier slogan : « Le 11<sup>e</sup> avec nous ». Mais les militaires ont beau répondre par le sourire aux marques de sympathie que les Barcelonnètes manifestant à leur égard déposent maintenant un

mois, les portes resteront closes. Juste le lâcher de ballons, un carrouel, noir lui aussi, qu'on enflamme, tout en promettant que « la vallée restera de ses canons ». Et puis une vibrante Marseillaise.

Réunis en début d'après-midi en séance extraordinaire, les conseillers généraux ont rejeté l'idée d'une démission collective de l'assemblée départementale, les conseillers généraux ont rejeté le principe de compensations et ont voté à l'unanimité une demande d'audience auprès de M. Michel Rocard, premier ministre, avant le 1<sup>er</sup> septembre. Faute de quoi, les élus envisageraient des mesures allant de la grève de l'impôt à la grève administrative, en passant par le refus de désigner les grands électeurs pour l'élection sénatoriale du 24 septembre. Et même... une démission en bloc du conseil général.

FRANÇOIS DE BOUCHON.

Le numéro de « Monde » daté 5 août 1989 a été tiré à 497 911 exemplaires

A C D E F G H